SCIENCES HUMAINES

Les Grands Dossiers SCIENCES HUMAINES

Où va la France ?

LES MUTATIONS D'UNE SOCIÉTÉ

Parentalités
Néo-paysans
Croyances
Narcotrafic
Valeurs
Dégagisme
Mobilités
Écoanxiété
Styles de vie
Plurisexualité
Alimentation



DOM/S : 10,9 € - DOM/A : 12,30 € - BELUX : 10,50 € - CH : 16 FS – CAN : 17,95 $CA –ESP/ITA/GR/PORT CONT : 10,90 € - MAR : 110 MAD – TOM : 1420 XPF - TUN : 16,9 TND

L 18932 - 80 - F: 9,90 € - RD

Cahier culture NOTRE SÉLECTION D'EXPOSITIONS

L'Amazonie, des vies cachées sous la canopée • Les sons de l'Afrique

SCIENCES HUMAINES
Faisons connaissance

Les enfants portent en eux le besoin de comprendre



Nouvelle formule

ACTUELLEMENT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

N° 381 - SEPTEMBRE/OCTOBRE 2025

OU SUR COMMANDE EN SCANNANT CE QRCODE

TOUTES NOS PUBLICATIONS SUR NOTRE SITE WWW.SCIENCESHUMAINES.COM

ÉDITORIAL

Quand la société française se réinvente



© Cordula Treml / Collection personnelle

Comme nous avons changé collectivement ! Chacun ressent que de puissantes mutations sont à l'œuvre dans la société française. C'est ce qui nous a poussés à réaliser ce *Grand Dossier de Sciences Humaines*, au moment où nous abordons le deuxième quart du 21e siècle. Mais la confirmation qu'apportent les chercheurs dans tous les domaines que nous avons choisi d'aborder est proprement confondante. La famille, l'enfance, la jeunesse, la vieillesse, la sexualité, la façon d'apprendre, de s'informer, de se divertir, les lieux qu'on habite, les choses et les gens qu'on croit, les émotions collectives, les crises même que nous traversons, sont méconnaissables. « *Cette fois-ci, c'est vraiment différent* », résume le grand sociologue de la modernité Danilo Martucelli : le récit du progrès qui a façonné notre vision du monde n'opère plus, ou plus autant. Son affaiblissement nous désoriente et nous pousse à une incessante quête de sens.

Comment faire le constat de ces profonds changements sans tomber dans le registre de la nostalgie, voire de la déploration ? Peut-être en admettant que chacun est partie prenante et acteur à sa manière. Au cours de l'été, une étudiante de 23 ans, Éléonore Pattery, en a apporté la démonstration XXL. La pétition qu'elle a lancée le 10 juillet sur le site de l'Assemblée nationale, « Non à la loi Duplomb – Pour la santé, la sécurité, l'intelligence collective », avait recueilli un mois plus tard 2 121 332 signatures. Un record. La réintroduction en agriculture d'un insecticide interdit depuis 2018, l'acétamipride, toxique pour les abeilles, a provoqué une mobilisation d'une ampleur inouïe. Le 7 août, le Conseil constitutionnel a censuré la partie de la loi qui réintroduisait le néonicotinoïde interdit, en se référant pour la première fois à la Charte de l'environnement, annexée en 2005 à la constitution.

Cette affaire a révélé une nouveauté que l'on retrouve un peu partout dans notre numéro. Notre pays crée des outils technocratiques en continu, pour le meilleur et pour le pire. Ils sont aujourd'hui investis, parfois bousculés, par des Français de plus en plus autonomes : dans l'éducation (le boom incroyable de l'apprentissage et des études supérieures), dans la mobilité (l'essor des métropoles), dans l'agriculture (des néo-paysans biens formés et pleins d'idées), dans la santé (ces maisons de proximité où les professionnels de spécialités différentes coopèrent pour mieux servir les patients), dans la sphère familiale (la PMA pour toutes)… Autant de mutations qu'il n'y a aucune raison de déplorer. L'avenir est incertain et inquiétant, mais il n'est pas écrit d'avance. Et c'est tant mieux, car nous avons un rôle à y jouer. ●

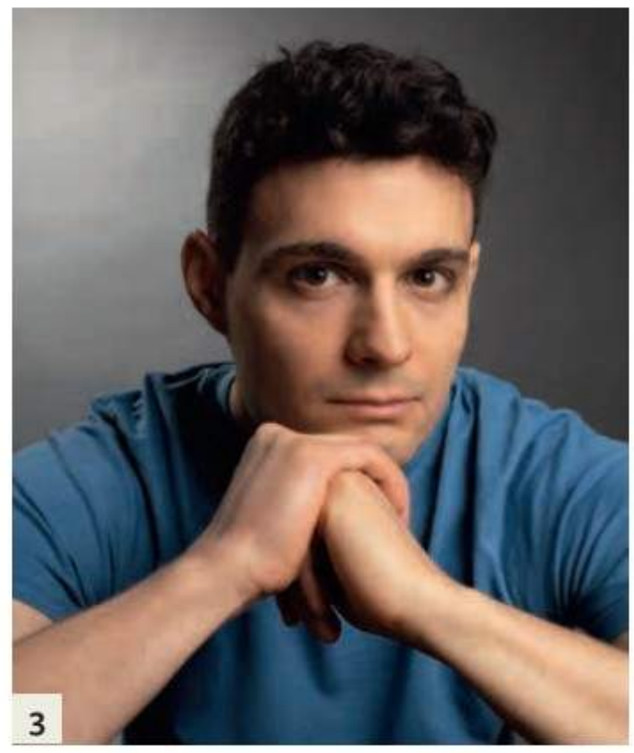
SOPHIE GHERARDI

Contributeurs

Elles et ils ont participé à ce numéro


1


2


3


4


5


6


7


8


9

De gauche à droite et de haut en bas: © Claire Delfino, © HEK / Photo L'Esplanade, © Astrid di Crollalanza, © Collection personnelle, © Collection personnelle, © MEG / Photo Saskia Maye, © Collection personnelle, © Michel Bozon, © Claire Delfino

1 Marie Bergström est chargée de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Ined) et a dirigé l'ouvrage *La sexualité qui vient. Jeunesse et relations intimes après #Metoo* (La Découverte, 2025).

2 Hakim El Karoui est agrégé de géographie et fondateur du cabinet de conseil Volentia.

3 Félicien Faury est sociologue et politiste. Il a récemment publié *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite* (Seuil, 2024).

4 Laura Foy est sociologue et enseignante. Sa thèse, «Quand la race fait école: place et rôle de la race dans l'activité professionnelle des enseignant·es des territoires hyper-paupérisés», a reçu le 10e prix de thèse du Défenseur des droits en 2024.

5 Hervé Glevarec est directeur de recherche au CNRS, spécialiste de la sociologie de la culture et des médias. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les séries, dont *Des Français·es et des séries au temps des plateformes. Pratiques, goûts et effets* (avec Clément Combes et Thibaut de Saint Maurice, L'Aube, à paraître en 2025).

6 Madeleine Leclair est conservatrice au Musée d'ethnographie de Genève et cocommissaire de l'exposition «Afrosonica. Paysages sonores».

7 Faustine Régnier est sociologue, spécialiste de l'alimentation, à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

8 Mathieu Trachman est directeur de recherche à l'Ined, il a contribué à l'ouvrage *La sexualité qui vient. Jeunesse et relations intimes après #Metoo* (La Découverte, 2025).

9 Gérôme Truc est sociologue au CNRS, il travaille sur les réactions aux attentats et leur mémorialisation dans les sociétés occidentales. Il a récemment publié *Grands ensemble. Violence, solidarité et ressentiment dans les quartiers populaires* (avec Fabien Truong, La Découverte, 2025).

Stéphane Beaud est professeur de science politique à Sciences Po Lille. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le sport dont *Sociologie du football* (avec Frédéric Rasera, La Découverte, coll. «Repères», 2020).

Fred Constant est professeur des universités en science politique et ancien haut fonctionnaire. Il vient de publier *Géopolitique des outre-mer. Entre déclassement et (re)valorisation* (nouv. éd., Le Cavalier bleu, 2025).

Michel Gandilhon est expert associé au pôle sécurité défense du Conservatoire national des arts et métiers (Cnam). Il est l'auteur de *Drugstore. Drogues illicites et trafics en France* Cerf, 2023).

Cécile Gazo est docteure en sociologie à l'INP-ENSAT (École nationale supérieure agronomique de Toulouse).

Serge Guérin est professeur en sciences de la communication à l'Inseec GE et auteur de *Et si les vieux aussi sauvaient la planète* (Michalon, 2024)..

Danilo Martuccelli est sociologue à l'université Paris Cité, actuellement en détachement à l'universidad Diego Portales de Santiago (Chili). Il vient de publier *L'Esprit de la modernité. Histoire, inventaire, actualité* (PUF, 2025).

Virginie Rozée est sociologue, directrice de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Ined). Ses travaux portent entre autres sur la PMA, et notamment sur ses recours transnationaux depuis la France.

Martin Vanier est géographe, professeur à l'École d'urbanisme de Paris (université Paris-Est Créteil, Lab'urba). Il est notamment l'auteur de *Le Temps des liens. Essai sur l'antifracture* (L'Aube, 2024) et *La France en perspectives. Imaginer 2050* (avec Aurélien Delpirou et Frédéric Gilli, Autrement, 2024).

Leandro Varison est commissaire de l'exposition «Amazônia. Créations et futurs autochtones».

Nadège Vezinat est professeure de sociologie à l'université Paris 8. Elle a notamment publié *La Santé sociale* (avec Nicolas Duvout, PUF, 2022) et *Le Service public empêché* (PUF, 2024).

Les Grands Dossiers SCIENCES HUMAINES

38 rue Rantheaume – 89004 Auxerre Cedex

RELATION CLIENTS
VENTES ET ABONNEMENT
03 86 72 07 00
serviceclients@scienceshumaines.fr
Sylvie Rilliot - Mélina Lanvin
Bénédicte Marrière

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION
Heloïse Lhérété @HeloiseLherete
COORDINATION ÉDITORIALE
Sophie Gherardi
gherardisophie@gmail.com
Jean-Marie Pottier
jmpottier@scienceshumaines.fr
Catherine Halpern
pour le Cahier Culture
halperncatherine@gmail.com
RÉDACTEURS
Albane Akoun
Sybille Buloup
Jean-Laurent Cassely
Guillemette Faure
Marion Rousset
Laurence Serfaty
SECRÉTARIAT DE RÉDACTION ET RÉVISION
Frédéric Peylet
Renaud Beauval
CONCEPTION GRAPHIQUE ET DIRECTION ARTISTIQUE
Sophie Villette
GRAPHISTE ET ICONOGRAPHE
Catherine Verchère-Julia

CHEF DE PROJET WEB
Steve Chevillard
ASSISTANT WEBMESTRE
et secrétaire documentaliste
Alexandre Lepême

PROMOTION PUBLICITÉ
Patricia Ballon
contact.annonceurs@scienceshumaines.fr

COMPTABILITÉ
Carole Charreau

RESPONSABLE DES LIVRES
Éditions Sciences Humaines
Agathe Guillot
agathe.guillot@scienceshumaines.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Fabrice Gerschel

ÉDITEUR DÉLÉGUÉ
Lucas Laugel

Sciences Humaines est édité par
Sciences Humaines Communication
SAS au capital de 214 790€
RC Auxerre B379865975
Siège social : 38 rue Rantheaume 89000 Auxerre
ACTIONNAIRE MAJORITAIRE ET PRÉSIDENTE
Philo Editions sas

DIFFUSION
MPL - Réassort dépositaires et diffuseurs de presse, joindre Opper : 01 40 94 22 23
IMPRESSION
Imprimerie SIEP ZA Les Marchais
77590 Bois-le-Roi
Origine du papier : Suisse
Taux de fibres recyclées: 63 %
Certification: PEFC
«Impact sur l'eau»: Ptot 0,010 kg/t

LE TRI + FACILE

Illustration de couverture : © Vincent Godeau
Commission paritaire : 0228 D 87599
ISSN : 1777-375X
Dépôt légal à parution

Un encart «Les rendez-vous de l'Histoire de Blois» est posé sur une partie des abonnés France.

SOMMAIRE

FRANCE, LES MUTATIONS

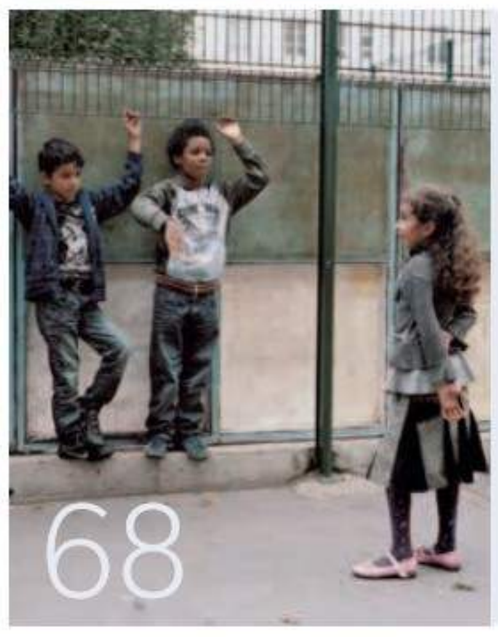




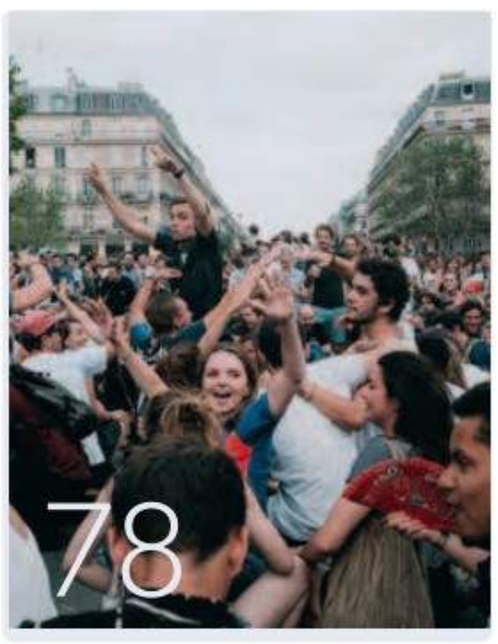












8 Portrait
La société française façon puzzle ?

COMMENT VIVRE ?

12 Quête de sens
Un pays sans boussole

16 Histoires de mobilité
Trajectoires françaises

18 Néontocratie
La France des enfants rares

22 Parentalité
Les premiers pas de la PMA pour toutes

24 **Comment la jeunesse (ré)invente la sexualité**
Entretien avec Marie Bergström
et Mathieu Trachman

28 Seniors
L'âge a rajeuni !

OÙ HABITER ?

32 Urbanisation
Qui a peur des métropoles ?

35 **Le trafic de drogue quadrille la France**
Entretien avec Michel Gandilhon

36 Santé
Les soins, un sport collectif ?

38 Territoires
Ultramarine solitude

41 Tendance
Marseille, entre attraction et répulsion

44 Géographie
Tectonique des plaques

46 Agriculteurs
De nouveaux visages dans les campagnes

De gauche à droite et de haut en bas : © Catalina Martin-Chico / Grande commande BNF de photojournalisme, © Hekde Berser / Getty, © Cyrille Weiner, © Franck Tomps, © Cyril Abad / Inland Stories, © Marion Poussier, © Dejan Marjanovic / Getty, © Odhrán Dunne

D'UNE SOCIÉTÉ

QUE CROIRE, QUI CROIRE ?

50 Fake news
Quand l'influenceur prime sur l'expert

53 Extrême droite
Le vote RN est-il toujours antisystème ?

56 Écologie
Les idées se polarisent

58 Religion
L'âge des born again

TOUJOURS PLUS CLIVÉS ?

62 **« Les attentats nous ont à la fois unis et divisés »**
Entretien avec Gérôme Truc

66 Identité
Fractures en tous genres

68 **Pourquoi l'intégration échoue dès l'école**
Débat entre Laura Foy et Hakim El Karoui

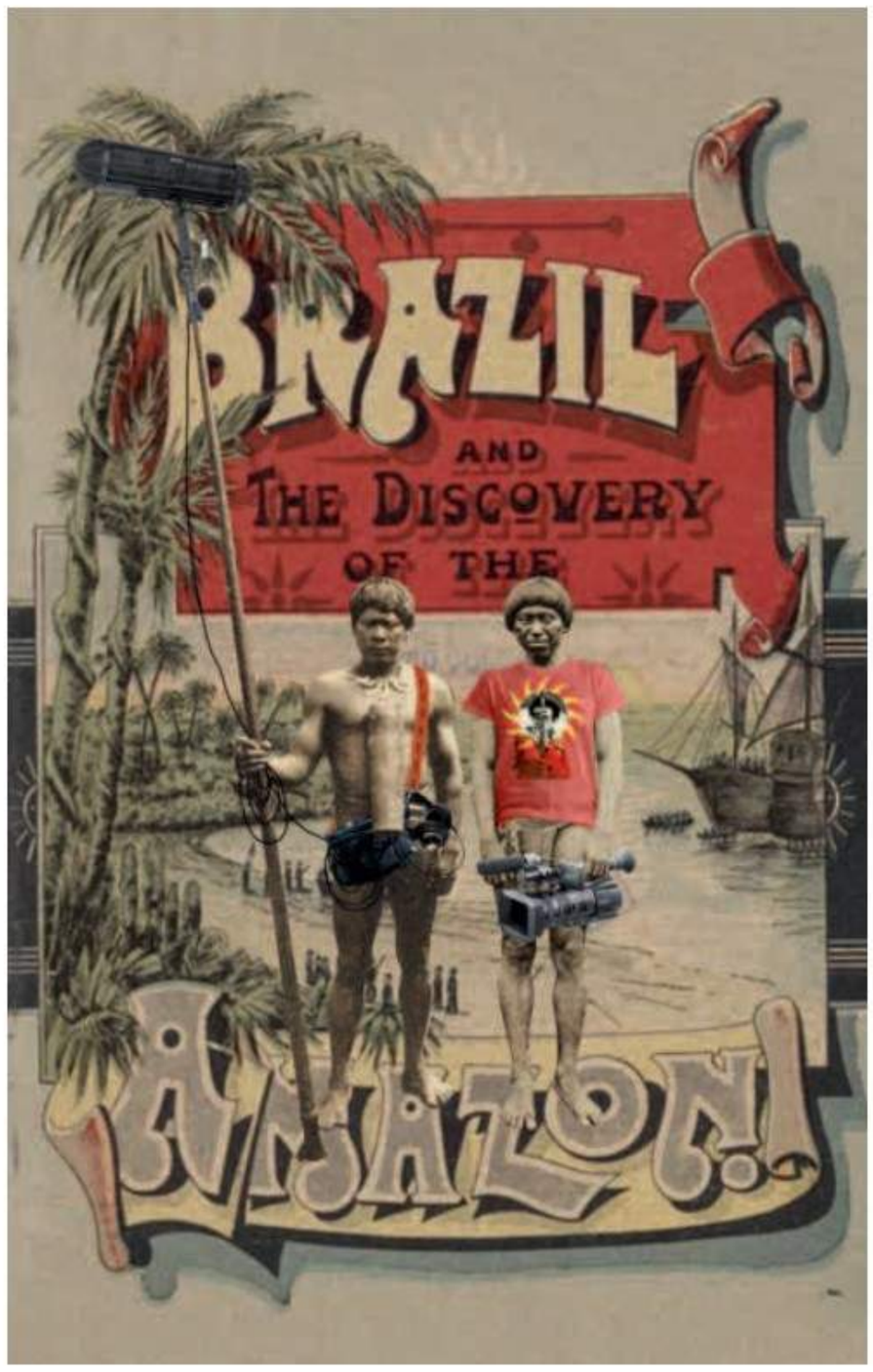
72 Culture
Chacun cherche sa série

76 Alimentation
Quand la viande divise

78 Foot, JO
Nos joies sportives, miroir ou mirage ?

© Denilson Baniwa / Musée du quai Branly – Jacques Chirac

Panorama



Découverte
84 Amazonie
Une forêt et des peuples
Entretien avec Leandro Varison

Ethnomusicologie
90 Afrique
Un continent de paysages sonores
Entretien avec Madeleine Leclair

Exposition
95 Travail et pauvreté
Comment sortir du paupérisme ?

Actus
97 Photographie
98 BD
98 Musique

PORTRAIT
La société française façon puzzle ?

Depuis dix ans, de nombreux essais ont décrit la France comme un archipel de groupes dont le sentiment d'appartenance commune s'estompe. Une vision jugée excessivement pessimiste par d'autres analystes.

« *La France était coupée en deux, elle va être pliée en quatre*», clamait Coluche, alors tout frais candidat à la présidentielle de 1981. S'il était encore parmi nous quatre décennies après, l'humoriste augmenterait probablement les doses: la France de 2025 est *a minima* coupée en trois blocs politiques et pliée en beaucoup plus de segments, façon origami.

Ces dernières années, le récit du puzzle, de l'atomisation, de l'émiettement est devenu omniprésent. L'exemple le plus célèbre de cette tendance est probablement *L'Archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée* (Seuil, 2019), de Jérôme Fourquet. Dans cet essai à succès, le sondeur de l'Ifop dresse la thèse, abondamment reprise depuis, d'un «*processus d'"archipélisation" croissante du corps social*» par lequel «*de multiples lignes de faille – éducative, géographique, sociale, générationnelle, idéologique et ethnoculturelle – s'entrecroisent, engendrant autant d'îles et d'îlots plus ou moins étendus*». En écho, dans *Le Temps des passions tristes* (Seuil, 2019), le sociologue François Dubet pointe la façon dont les inégalités se complexifient désormais en traversant les individus depuis plusieurs directions, plutôt que se superposer comme au temps de la société industrielle.

Dans son essai *Le Nouveau Modèle français* (Allary Éditions, 2021), l'essayiste et haut fonctionnaire David Djaïz fait remonter à la fin des années 1980 ce processus de «fragmentation culturelle» qui marque l'épuisement d'un élan



Strasbourg, 2011. Photo de Gilles Leimdorfer, issue de la série *Une ville française*, lauréat de la Grande commande BNF de photojournalisme en 2021, de la Mission photographique du territoire de Strasbourg en 2011 et coauteur, notamment, de *Cheminots, portrait d'une communauté de travail* (Autrement, 2020).

historique né de la fin de la Seconde Guerre mondiale et des Trente Glorieuses: «*Alors qu'on chantait encore les louanges d'une société française réputée unifiée et apaisée dans les années 1980, tout bascule en quelques années.*» Vers quoi? Le plus souvent, dans ces récits, vers un présent en apparence sombre, tel celui décrit par l'historien Jean-François Sirinelli dans *Ce monde que nous avons perdu* (Tallandier, 2021): «*Adieu, au bout du compte, à un sentiment d'appartenance, dans une France confrontée à d'indéniables forces centrifuges.*»

RÉCITS ET CONTRE-RÉCITS

Le récit pessimiste de l'archipélisation et de la fragmentation ne fait cependant pas consensus, et sert de point d'appui à des tentatives de contre-récits. «*La fracture fait vendre, la fracture fait élire, la fracture fait converger* [les luttes]», pointe l'urbaniste Martin Vanier dans *Le Temps des liens. Essai sur l'antifracture* (L'Aube, 2024) en jugeant «*paradoxal mais significatif*» que la notion d'archipel, qui désigne des petites îles reliées par une appartenance commune, «*ait été surinvestie par des spécialistes du morcellement, de l'émiettement et de l'éclatement*». Dans son récent livre *La Mosaïque française* (Flammarion, 2024), Sandra Hoibian, la directrice générale du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc), considère que, face à la «*mélopée sinistre*» de la «*France fragmentée*», une autre vision est possible, celle de la France comme «*mosaïque d'individualités aux identités multiples bien davantage qu'*[...] *archipel de communautés refermées sur elles-mêmes*». Derrière ce débat, on retrouve celui autour de la distinction, classique en sociologie des valeurs, entre individualisation et individualisme: les Français, c'est sûr, se sont autonomisés dans leurs comportements et croyances, mais sont-ils pour autant devenus plus individualistes? La dernière «Enquête Valeurs», parue en 2019, dressait le portrait d'une société profondément insatisfaite de son fonctionnement politique mais aussi plus tolérante et altruiste. Prompte à se diviser, oui. Encore prête à se rassembler quand le défi l'exige? Dans son essai, David Djaïz note trois «*signaux faibles*» sur lesquels rebâtir une appartenance commune: un désir d'ancrage territorial perceptible dans une bonne partie de la population, y compris celle décrite comme la plus mobile; la prise de conscience de l'urgence écologique; l'attachement à l'unité républicaine, avec des tentations sécessionnistes moins fortes que dans les pays voisins, du Royaume-Uni à l'Espagne en passant par la Belgique. Tous membres de l'archipel français, mais tous embarqués sur le même bateau? ●

JEAN-MARIE POTTIER



© Gilles Leimdorfer


sodastream

COMMENT VIVRE ?

Adieu les classes sociales, adieu les états hérités, bonjour les individus. Vivre sa vie, c'est du boulot ! D'abord, quel partenaire choisir ? Se mettre en couple reste un idéal, mais la vie sexuelle est plus diversifiée. Faire des enfants : à tout prix ou à aucun prix ? On en fait moins qu'avant, en tout cas, et on investit en eux comme jamais. À l'autre bout de la vie, une grande nouveauté : l'âge a rajeuni. Les seniors ne se laissent plus oublier et animent la société, ils consomment et font les tendances. Pourtant, une frange importante des Français, autour de 15 %, reste engluée dans la précarité et la pauvreté, c'est aussi cela la France de 2025. Ce pays qui s'est longtemps grisé des promesses de la modernité vit avec angoisse la disparition de l'idée même de progrès. Qu'on soit heureux individuellement n'empêche pas d'être inquiet et en quête de sens.

© Laurent Moynat / Grande commande BNF de photojournalisme

Chez Aurélie et Jean-Gabriel, Toulouse, 2022. Photo de Laurent Moynat, distingué du Book Major Ilford et du prix Broncolor à Arles en 1993.



QUÊTE DE SENS

Un pays sans boussole

Par **Danilo Martuccelli**

La France a durement vécu les bouleversements de la modernité. Aujourd'hui, les crises naissent de l'effondrement même du récit de la modernité, qui rend la société illisible.

Le diagnostic est récurrent: les Français seraient, de nouveau, en quête de sens. En cause, un ensemble de crises dont il est abondamment question dans les médias: le déclin, la désindustrialisation, la perte de la tradition, la crise des partis politiques, le défi écologique, les discussions sur l'identité nationale, le creusement et la multiplication des inégalités, etc. Une des spécificités de la crise actuelle du sens se loge justement dans la pluralité des griefs: en fonction des spécialités ou des auteurs, les thématiques divergent. S'ensuit un sentiment de désorientation qui renoue avec la perception si fréquente, dans les sociétés modernes, d'être dans une période charnière où, pour revenir à Antonio Gramsci, le vieux monde tarde à mourir et le nouveau à naître. Et entre temps, continue la sentence gramscienne, se développent des monstres.

Il y va de la nature même de la quête contemporaine de sens des Français: si les crises qu'ils affrontent leur semblent nouvelles, elles s'inscrivent aussi dans une indéniable continuité. En fait, pour cerner la particularité des défis actuels, il ne faut pas s'attarder sur la diversité des problèmes mais reconnaître d'emblée l'effondrement du récit moderne et de ses promesses d'émancipation, d'autonomie, de bonheur, du progrès surtout. Et, malgré la récurrence des crises du sens, il est légitime de penser que, cette fois-ci, c'est différent.

Danilo Martuccelli est sociologue à l'université Paris Cité, actuellement en détachement à l'universidad Diego Portales de Santiago (Chili). Il vient de publier *L'Esprit de la modernité. Histoire, inventaire, actualité* (PUF, 2025).

QUAND LA MODERNITÉ FÉDÉRAIT

La modernité a été, depuis plus de deux siècles, non sans tensions, le plus durable cadre de sens de la société française.

© Gilles Leimdorfer

Troisième étape du Tour de France 2012 entre Orchies et Boulogne-sur-Mer. Photo de Gilles Leimdorfer issue de la série *La France du Tour*.

La narration en a été naturalisée au point que ses grandes séquences sont devenues un sens commun: le progrès et le retard, le changement et l'Ancien Régime, la connaissance et l'obscurantisme, l'avant-garde et les primitifs, etc. On le néglige souvent mais c'est bien comme récit que la modernité est parvenue à stabiliser un cadre de sens dans un monde décrit en perpétuelle évolution.

Il faut partir de ce constat. Malgré un certain excès rétrospectif, même les moments les plus troublés des 19e et 20e siècles (les révolutions de 1830 et 1848, le Second Empire ou la Commune de Paris, puis les deux guerres mondiales, la crise de 1958 et la décolonisation, Mai-68) ont fini par faire sens. Ils se sont inscrits dans un mouvement d'ensemble de l'histoire, ils ont été saisis, selon les sensibilités politiques, comme des retours en arrière ou des fuites en avant, mais, dans tous les cas, ils avaient – ils ont eu – un sens.

Les événements qui secouent la société française actuelle ne parviennent plus à s'inscrire dans aucune vision d'ensemble. Si la perte de lisibilité trouve sa véritable raison d'être dans le bouleversement du récit de la modernité lui-même, elle s'éparpille dans une série de manifestations ordinaires et hétérogènes. Ce que la narration de la modernité était naguère parvenue à fédérer se désagrège dans une pluralité événementielle.

À tout seigneur tout honneur, la France n'en finit pas de faire le deuil de la philosophie du progrès. Car comme dans peu d'autres sociétés nationales, étant donné le rôle des Lumières dans l'identité collective, le progrès y a été une évidence de sens. Il reliait, même par des chemins détournés, la longue chaîne de l'égalité (fin des privilèges, droit de vote, laïcité, justice sociale, égalisation des rapports hommes-femmes...), l'essor scientifique et technique, la place de la France dans le monde et sa mission civilisatrice. Les choses n'ont jamais été linéaires mais le récit, lui, permettait d'imposer une direction aux avatars du monde. C'en est définitivement fini de ce récit enchanté de l'histoire.

LE PROGRÈS, NOTRE BOUSSOLE PERDUE

Les narrations se sont sécularisées et les événements ne sont plus surplombés par aucun supplément de sens. Bien entendu, la société regorge de transformations techniques et économiques, culturelles ou scientifiques, mais les changements ne se dessinent plus – ne s'inscrivent plus – dans un horizon de progrès. Ils sont dépourvus de boussole.

C'est là le cœur de la crise et de la quête de sens actuelles. Une expression ordinaire, maintes fois prononcée et entendue, rend compte du désarroi à l'œuvre: «*Comment est-il possible qu'en 2025 on en soit encore là?*» Tout y passe: la crise des régimes démocratiques, les résistances à l'égalité hommes-femmes ou à la reconnaissance des droits des minorités, les questionnements de la science, les malaises avec les institutions, le «retour» de la guerre (sur le sol européen!), le creusement des inégalités, la place de plus en plus incertaine de la France dans le monde... Enfin, l'affreux constat de la résurgence, au milieu de la plus coupable des indifférences, du «plus jamais ça»: les crimes contre l'humanité et les génocides. La tentation est alors grande chez certains d'en rester à l'écume des choses. Il y va d'une manière de faire face aux bouleversements. L'analyse de la société française se remplit ainsi d'une série de crises de petite ou moyenne portée (l'insécurité, le pouvoir d'achat...), toutes plus ou moins solubles, toutes maîtrisables, au moins en apparence. Les difficultés se banalisent. Bien entendu, reconnaissent ces analystes, il y a des crises, mais la société française en a connu d'autres, et des plus graves.

Cette fois-ci, c'est vraiment différent, le cadre général ne fait plus sens.

Ces commentaires font fausse route. Cette fois-ci, c'est vraiment différent. La crise s'inscrit dans un autre registre. En fait, c'est le cadre général qui ne fait plus sens. Le récit du progrès moderne ne parvient plus à rendre intelligibles, au quotidien, les événements. La vie sociale s'éprouve sans la garantie qu'en dernière instance a longtemps donnée le progrès.

Du coup, tout se brouille. Cela rend d'ailleurs compte de la ténacité de la nostalgie des Français pour les Trente Glorieuses et les représentations, largement édulcorées et même imaginaires, d'une société cohésive et en progrès. Avec cet arrière-plan en tête, les individus éprouvent le sentiment que les événements ne sont plus traversés par une quelconque téléologie. Or, pendant longtemps, sous l'emprise du récit moderne, les nations et les individus avaient un destin unique: devenir modernes et occidentaux. Déclinons les figures: les immigrés devaient s'assimiler, les femmes se moderniser et s'égaliser avec les hommes, les institutions évoluer, les ouvriers se plier au changement, le savoir scientifique se répandre.

Le récit commandait plus ou moins secrètement les analyses concrètes, cataloguant tel phénomène identitaire comme résidu ou revival de la tradition; pour les laïcs les plus intransigeants, adossés sur cette narration, la

sécularisation était un destin inévitable. D'autres fois, ce fut telle ou telle forme d'emploi (CDD, intérim, autoentrepreneur…) qui était jugée atypique ou particulière. L'arrière-plan narratif de la philosophie du progrès a permis de transformer toutes les différences en insuffisances. Derrière le désordre apparent du monde existait une téléologie cachée.

PLACE À LA NOSTALGIE

C'est cette nostalgie de sens dont il est question dans la phrase «*comment est-il possible que…*». La contingence est devenue la nouvelle raison du monde: aucune nécessité heureuse ne parcourt plus, même en catimini, l'histoire. Même les croyants sont rongés par l'incertitude: face aux non-croyants, aux sans-religion, à la prolifération des intégristes et des fondamentalistes dans toutes les religions ou la multiplication tous azimuts des quêtes spirituelles, la revanche de Dieu est bien loin de faire la lumière.

Les secousses sont profondes et se déploient dans tous les domaines. La démocratie, à la santé toujours fragile, ne peut plus être considérée comme la fin de l'histoire. L'avènement des régimes illibéraux, l'insolente santé des régimes autoritaires, des percées ouvertement dictatoriales (aux États-Unis!), l'attirance croissante d'une partie des élites occidentales pour les gouvernements verticalistes ou le recul de l'État de droit, y compris en Europe, ouvrent une forme inédite de crise. Certains se rassurent, en France, en insistant sur le caractère bien plus autoritaire de nombreux régimes dans le monde – et ils ont raison –, mais cette attitude les empêche de constater, sinon au travers de profondes dissonances cognitives, la significative dégradation des libertés et des droits en Europe depuis quelques décennies. Bien entendu, malgré quelques analogies ou menaces, la situation n'est pas vraiment comparable à celle des années 1930. Mais la raison ne se situe pas là où on la cherche: à l'époque, en dépit des dangers, la foi dans le progrès et la conviction d'une nécessaire lumière au bout du tunnel ont éclairé les résistants. Cette foi et cette conviction font désormais défaut.

Comment la science peut-elle être mise à mal par les mensonges et les *fake news* ?

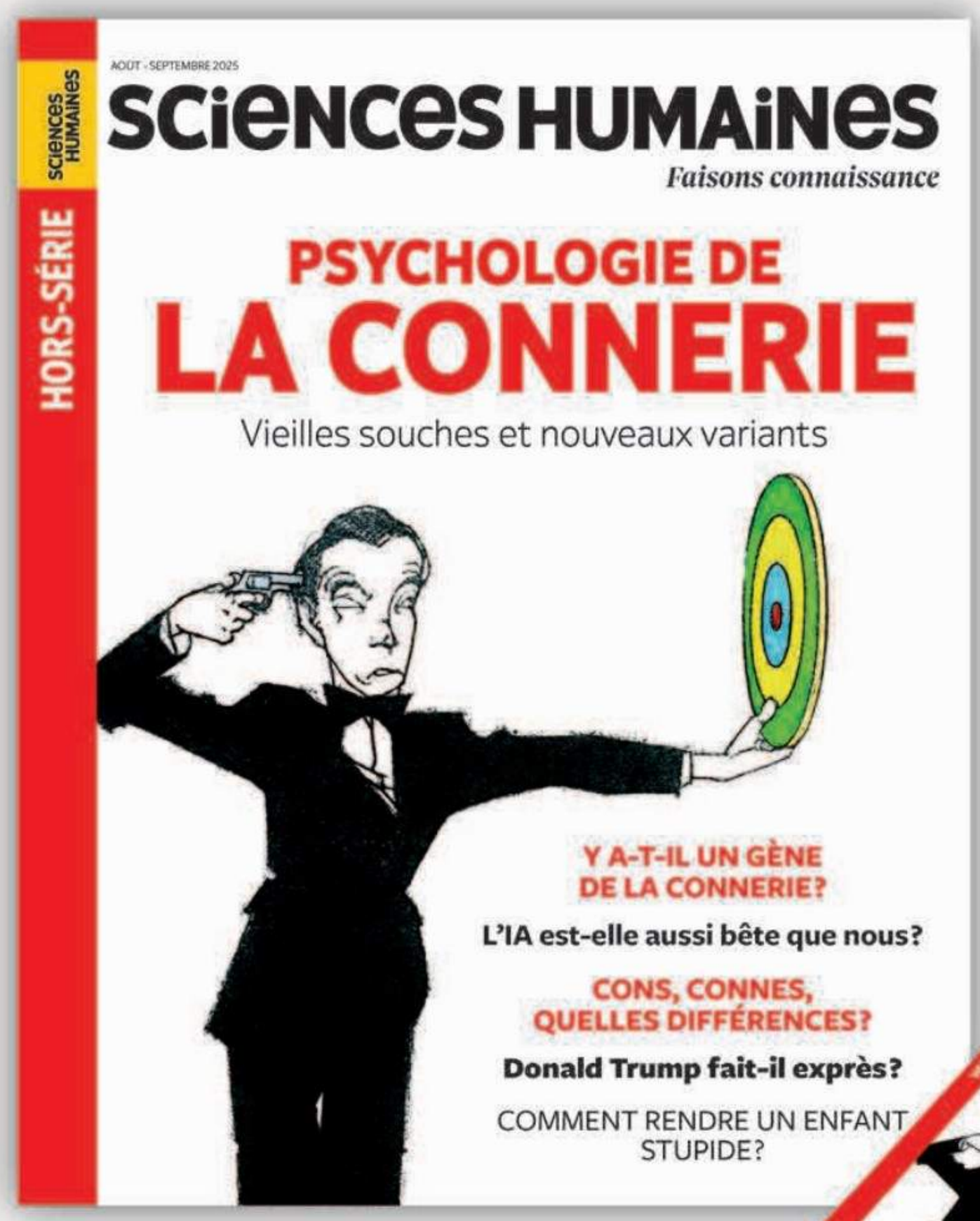
Le choc s'avère encore plus consternant s'agissant du savoir scientifique. «*Comment est-ce possible*», disent encore certains, que malgré l'extension de l'instruction scolaire, tertiaire et supérieure partout dans le monde, la connaissance scientifique puisse être contestée par les antivaccins ou les platistes, puisse être mise à mal quotidiennement par les mensonges et les *fake news*? En France, fille prodigue des Lumières, ces attitudes sont – encore – peu légitimes dans l'espace public mais le cadrage de sens du progrès ne cesse d'y être mis à mal.

Et puis, dans un renversement des perspectives dont on mesure encore mal l'étendue, la confiance aveugle dans l'essor économique ou technique comme sources de la paix et du bien-être, mais aussi de la puissance, a cédé le pas à un ensemble de regards suspects et critiques. Certes, il est difficile de se défaire de l'idée que l'économie est capable, par sa simple croissance, de régler les conflits du monde. Il n'empêche. Face aux défis écologiques, l'essor économique est jugé tout à la fois indispensable et comme faisant désormais partie du problème; les décroissants le considèrent même comme étant LE problème. Le progrès cède le pas à de nouveaux conflits éparpillés de représentations: d'un côté, effondrements civilisationnels et apocalypses messianiques; de l'autre, une troublante foi dans l'innovation technique, l'humanité augmentée ou le posthumanisme. Même lorsque la science et la technique sont convoquées comme solution, elles le sont désormais sans aucune confiance métaphysique.

Et puis aussi, voire surtout, la crise du sens renvoie à une mutation géopolitique sans retour en arrière possible. Pendant un peu plus d'un siècle, ce qu'on a dénommé l'Occident a dominé sans partage le monde. Certains pays, dont la France – peut-être même surtout la France –, étaient devant, d'autres derrière. Le destin de tous les «autres» était de devenir comme «nous». Bien entendu, non-dit de polichinelle, il allait de soi qu'ils n'y parviendraient jamais. La (mauvaise) surprise est venue de l'Asie: avec une rapidité historique déconcertante, un ensemble de pays y sont parvenus. Ils ont rattrapé l'Occident; ils seraient désormais en train de le dépasser. Certes, ils ont – eux aussi – leur lot de problèmes mais leur puissance ne fait plus de doute. Non seulement ils ont souvent de meilleurs indicateurs en termes d'industrialisation, de recherche et innovation, de compétitivité et de productivité, mais ils sont même en train de s'approprier et de voler, eux, la confiance dans le progrès. Le doute est tel que certains n'hésitent plus à penser, emplis d'effroi, que c'est à «nous» de devenir comme «eux». Les Français, et plus largement l'Occident, s'étaient habitués à considérer une géographie historique circonstanciée de puissance comme le destin irréversible du monde. Le dessillement est brutal.

SCIENCES HUMAINES
Faisons connaissance

Vivons-nous l'âge d'or de la connerie ?



ACTUELLEMENT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

HORS-SÉRIE N°32 AOÛT-SEPTEMBRE 2025

OU SUR COMMANDE EN SCANNANT CE QRCODE

TOUTES NOS PUBLICATIONS SUR NOTRE SITE WWW.SCIENCESHUMAINES.COM

HISTOIRES DE MOBILITÉ
TRAJECTOIRES FRANÇAISES

Ascension, déclassement, bifurcation : les Français bougent socialement, peut-être pas plus qu'avant, mais très différemment. Non sans s'interroger sur les places qu'ils occupent sur l'échiquier.

ÉLITES

Quand l'ingénieur choisit de « bifurquer »

Le 30 avril 2022, lors de la cérémonie de remise de diplômes d'AgroParisTech, huit ingénieurs prononcent un discours qui va marquer un tournant. Ils dénoncent les «*jobs destructeurs*», les «*ravages sociaux et écologiques*» et appellent leurs camarades à ne pas intégrer l'agroindustrie: «*Nous refusons de servir ce système, et nous avons décidé de chercher d'autres voies, de construire nos propres chemins.* [...] *À vous de trouver vos manières de bifurquer.*» Le phénomène ne se limite pas à AgroParisTech. Depuis 2018, des discours similaires se multiplient à Centrale Nantes, HEC, Polytechnique, Mines Paris ou l'Essec. Le sociologue Morgan Meyer, qui a analysé onze de ces interventions, observe l'émergence d'une «*grammaire*» inédite autour des termes «bifurquer» et «déserter». Ces diplômés développent une critique frontale des notions de «transition» ou de «responsabilité sociétale des entreprises», soupçonnées de *greenwashing*. Ils questionnent leurs formations, jugées «*biaisées*», et remettent en cause le capitalisme néolibéral. Faut-il changer le système de l'intérieur ou s'en écarter radicalement? Une fracture générationnelle apparaît au sein de l'élite française et questionne le modèle traditionnel de l'ingénieur «solutionniste».

MODÈLE

Le phénomène des « transfuges »

«*J'écrirai pour venger ma race.*» Le 7 décembre 2022, Annie Ernaux ressuscitait cette vieille phrase de son journal intime pour sa conférence de remise du prix Nobel de littérature. L'attribution de cette récompense à l'autrice de *La Place* (1983) et *Les Années* (2008) a consacré l'essor des récits de transfuges de classe. Depuis une décennie, ces narrations de mobilité sociale ascendante se sont multipliées avec le succès d'Édouard Louis (*En finir avec Eddy Bellegueule*, 2014), de Didier Eribon (*Retour à Reims*, 2009), de Rose-Marie Lagrave (*Se ressaisir*, 2021) ou encore de Nicolas Mathieu, dont le roman *Leurs enfants après eux*, prix Goncourt 2018, narrait les destins d'une poignée d'ados lorrains, certains «coincés» dans leur milieu d'origine, d'autres partis à la conquête des classes supérieures. Mais d'où vient le terme «transfuge»? Dans *Trahir et venger. Paradoxes des récits de transfuges de classe* (La Découverte, 2024), les linguistes Laélia Véron et Karine Abiven retracent son histoire. À l'origine, ce terme désigne dans le vocabulaire militaire les déserteurs qui rejoignent le camp ennemi, d'où son assimilation à la traîtrise. Pierre Bourdieu l'a associé à la classe sociale, décrivant la confrontation entre l'*habitus* d'origine et l'*habitus* bourgeois. La philosophe Chantal Jaquet, elle, a proposé en 2014 le terme «transclasse» pour appréhender ces processus sans jugements moraux. Mais «transfuge» s'est imposé dans l'usage littéraire, car ce terme dramatise le parcours individuel et lui confère une dimension romanesque forte. Les deux linguistes analysent les multiples contradictions de ces récits. D'abord, et paradoxalement, ces auteurs qui ont fait de leur écart à la norme la matière de leur récit participent en même temps d'un phénomène éditorial. Les deux autrices observent aussi le décalage entre un métadiscours souvent «*révolutionnaire*» et des récits finalement rassurants qui suivent le schéma du conte de fées. Ces histoires risquent alors de «*rejouer les fables de la* success story *libérale et de ses* self-made men *et* women» et de servir d'alibi à un système produisant peu de mobilité sociale réelle.

«Étrangère à mes parents, à mon milieu, je ne voulais plus les regarder.»

Annie Ernaux, ***Les armoires vides*** **(Gallimard 1974)**



© Mike Harrington / Getty

PAUVRETÉ

« Cassos », la mauvaise réputation

La pauvreté a atteint son niveau le plus bas en France en 2004: à l'époque, 6,8% de la population disposait de moins de 50% du niveau de vie médian, et 12,4% de moins de 60%. Vingt ans plus tard, la tendance s'est inversée et les chiffres ont augmenté: 8,4% de très pauvres, 15,4% de pauvres au total. Rien que sur l'année 2023, 650000 personnes supplémentaires sont devenues pauvres, et 230000 très pauvres. Il y a de tout parmi ces personnes: des mères isolées, des étudiants, des retraités, des travailleurs sous-payés, des malades, des handicapés. Beaucoup cumulent les malheurs: des revenus faibles, un logement insalubre, un mauvais accès aux soins, la précarité... et une mauvaise réputation. Le terme «cassos», pour «cas social», s'est répandu. Le «cassos» inspire le mépris plus que la pitié. Les jeunes interrogés par la linguiste Polina Ukhova le décrivent comme une «*personne en grande difficulté financière ou sociale*», ou encore un «*cas désespéré*» au style «*douteux*». Le sociologue Raphaël Challier note au sein des milieux populaires le souci de distinguer les «stables», les «honorables», des «cassos». Sa recherche sur les candidats FN aux municipales 2014 de Grandménil, en Lorraine, montre parmi eux une majorité de précaires: une façon d'échapper au destin de «cassos»?

SABLIER

Des classes moyennes clivées

En 1996, l'économiste Alain Lipietz publiait *La Société en sablier* (La Découverte) pour dénoncer l'inégalité croissante entre une minorité de riches qui s'enrichissent, une majorité de pauvres qui s'appauvrissent, et au milieu des classes moyennes qui voient fondre leur importance. Presque trente ans après, beaucoup de Français approuveraient ce tableau, et pourtant, quand on leur demande de se définir socialement, plus de la moitié d'entre eux disent appartenir à la classe moyenne: 34% à la classe moyenne inférieure et 21% à la classe moyenne supérieure. Le Baromètre de l'opinion de la Dress 2023 précise que 7% seulement s'identifient aux catégories aisées. Parmi les 20% des Français les plus riches, deux tiers considèrent appartenir aux classes moyennes. La classe moyenne ne donne pas de signe de disparition. Pourtant, si on regarde les différences entre la frange supérieure et la frange inférieure, on voit apparaître l'étranglement du sablier. Au-dessus, les gens «*vont bien*», se sentent en majorité plus riches que leurs parents au même âge, sont optimistes pour eux-mêmes et leurs enfants. Au-dessous, c'est l'inverse. La stagnation des revenus après la crise financière et celle du covid a lésé davantage les franges inférieures que les franges supérieures. Les moins bien lotis vivent loin des centres-villes, dépendent de la voiture et sont plus vulnérables aux hausses des prix de l'énergie: le choc inflationniste les a frappés plus durement. La demande d'intervention de l'État traduit cette déchirure: 22% des franges «déclassées» réclament plus de politiques sociales, contre seulement 14% des franges aisées.

ALBANE AKOUN ET SOPHIE GHERARDI

62 %

C'est le nombre d'apprentis qui sont aussi des étudiants. La proportion des alternants inscrits dans les cursus post-bac, et donc comptabilisés parmi les étudiants, a fortement augmenté ces dernières années: de moins de deux apprentis sur cinq en 2017, elle est passée à plus de trois sur cinq, notamment sous l'effet de lois favorisant l'apprentissage. Une hausse qui symbolise celle plus générale du nombre de contrats d'apprentissage: sur un total de 3 millions d'étudiants, on compte désormais plus de 1 million d'apprentis, davantage présents dans les services que dans la production. Ces apprentis ont un pied dans l'entreprise et touchent un salaire détaxé qui dépend de leur niveau de diplôme et de leur âge.

NÉONTOCRATIE
La France des enfants rares

Par **Guillemette Faure**

Jamais depuis 1945, il n'y a eu aussi peu de naissances en France.
Mais jamais non plus les parents n'ont autant investi et dépensé pour leurs enfants.
Tout en gardant plus qu'ailleurs le souci de l'obéissance et des bonnes manières.

Des bancs verts miniatures viennent d'être installés dans un square du 20e arrondissement de Paris, proposant une copie à l'échelle enfant de l'élégant « banc Davioud », signature du mobilier urbain haussmannien. L'idée laissera dubitatifs tous ceux dont les rejetons n'ont jamais fait le rapprochement entre mobilier urbain et envie de s'asseoir, et plus largement ceux qui doutent que les enfants s'intéressent particulièrement à ce qui leur est destiné (n'importe quel adulte qui a déjà donné à un enfant un jeu de clé en plastique Fisher Price et un vrai jeu de clés sait lequel l'intéresse). Mais l'initiative résume un paradoxe contemporain. La population enfantine de Paris s'est réduite de moitié entre 1962 et 1982 et n'a jamais remonté depuis. Et c'est maintenant qu'on lui déroule le tapis (et les bancs) vert.

MOINS D'ENFANTS, PLUS D'ATTENTION

En France, les naissances ont chuté de près de 22 % entre 2010 et 2024, atteignant leur niveau le plus bas depuis 1945, époque où la métropole comptait 25 millions d'habitants de moins. En mai 2025, le nombre de naissances sur un an est même passé sous celui des décès. Quant à l'indicateur de fécondité de 1,64 par femme, il n'a jamais été aussi faible depuis la Première Guerre mondiale. Et pourtant, jamais on n'a autant dépensé et investi pour ses enfants !

Comme si notre société avait compensé en intensité ce qu'elle avait perdu en nombre d'enfants. Ce n'est pas propre à la France, mais aux sociétés occidentales riches. Dans son *Anthropologie de l'enfance* (Hêtre Myriadis, 2024), l'anthropologue américain David Lancy observe la transformation de notre société en « néontocratie ». « *Au cours de l'essentiel de l'humanité, la norme a été d'avoir une société dominée par l'attention aux anciens* », rappelle-t-il en représentant cette « gérontocratie » sous forme pyramidale, les plus âgés au sommet, les enfants tout en bas et les adultes et adolescents au milieu. Selon lui, à l'inverse, la pyramide actuelle place les plus jeunes à son sommet, parents et grands-parents à sa base, l'entre-deux étant occupé par des bataillons de pédiatres, vendeurs de jouets et vêtements pour enfants, gourous en parentalité… « *Les enfants de la néontocratie sont choyés et enrichis à un degré sans précédent dans la culture humaine* », écrit-il encore.

C'est le cas par exemple des vacances, obligatoirement « *devenues des occasions de célébrer les enfants et de dépenser de l'argent pour eux* », note-t-il. Ne parlons pas du passage des années. Plus question de décorer un gâteau d'anniversaire avec des Smarties et d'inviter quatre copains. « *Les parents sont aussi censés consacrer des heures de travail et une petite fortune pour faire de l'anniversaire de leur enfant un événement mémorable et unique.* » En France, c'est vrai sur tout le spectre social, des McDonald's qui accueillent en moyenne deux anniversaires d'enfants par semaine aux parcs d'attractions et musées qui proposent désormais des fêtes privatisées pour gamins, le budget moyen d'un anniversaire s'établissant entre 200 et 300 euros (hors cadeaux).

L'IRRUPTION DU NÉO-MONTESSORI

Évidemment, on ne risquait pas de surinvestir dans ses enfants quand un enfant sur trois ne survivait pas jusqu'à son premier anniversaire. La transition démographique de la seconde moitié du 20e siècle, la contraception et la

© Catalina Martin-Chico / Grande commande BNF de photojournalisme



Élève de l'école Caminando, Drôme, 2022. Photo de Catalina Martin-Chico, distinguée par le Visa d'or humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge en 2011, le prix Contemporary Issues du World Press Photo en 2019, et lauréate du prix Canon de la femme photojournaliste en 2017.

conception d'enfants voulus expliquent en partie cette transformation. Non seulement les enfants sont moins nombreux par foyer, mais on les a plus tard. En France, l'âge moyen de la mère au premier enfant est passé de 24 ans en 1974 à 31 ans cinquante ans plus tard. Ces petits ont été parfois longtemps attendus (l'Ined estime le risque d'avoir des problèmes de fertilité à un couple sur quatre à 30 ans). Grâce à l'augmentation de l'espérance de vie, les enfants ont aussi plus de chance d'avoir des grands-parents vivants que pendant la première moitié du 20e siècle, ce qui majore encore l'attention dont ils bénéficient.

L'explosion du marché des jouets à partir des années 1960 s'explique par la réduction des fratries.

Le regard de l'époque a changé lui aussi. À partir de l'exemple américain, l'historien Howard Chudacoff constate dans *Children at Play* (non traduit, 2007) que la prospérité qui a suivi la Seconde Guerre mondiale «*a créé un état d'esprit selon lequel chacun, et particulièrement les enfants, a droit à une bonne vie*». Les parents ont alors de moins en moins résisté aux envies des enfants, ce qui explique l'explosion du marché des jouets à partir des années 1960. D'autant plus, ajoute-t-il, que le déclin du nombre de frères et sœurs va aussi à conduire à chercher de quoi occuper des enfants qui auraient autrefois été pris en charge par la fratrie.

Trois autrices marquent l'arrivée en France de l'éducation bienveillante et du «néo-Montessori», nourries d'études scientifiques: Isabelle Fillozat avec *J'ai tout essayé!* (JC Lattès, 2011, 300000 exemplaires), Catherine Gueguen avec *Pour une enfance heureuse* (Robert Laffont, 2014, 200000) et Céline Alvarez dont *Les Lois naturelles de l'enfant* (Les Arènes, 2016, 270000) s'avère la meilleure vente de livres de l'année 2016. Depuis, les manuels de «parenting», et

notamment tous ceux consacrés à l'éducation bienveillante, ont droit à leur rayon dans toutes les librairies. Les parents ne veulent pas se rater quand chaque faux pas semble déterminant. Ils se préoccupent de neurodiversité, quitte à voir leurs efforts caricaturés. Un dessin moqueur du caricaturiste Alcide montre un père, sa fille sur les genoux chez une psy qui lui dit: «*On a refait les tests, Candice n'est toujours pas HPI. Comme la semaine dernière, c'est une petite fille de 6 ans plutôt vive.*» Le dessin est légendé «*Cinq pédopsychiatres consultés et toujours pas un de compétent*».

DES PROJETS D'ADULTES ANXIEUX

Dernière et majeure explication à cette société «enfant-centrique»: les inégalités économiques. La négligence bienveillante de l'éducation des années 1970 était facile à envisager pendant les Trente Glorieuses, quand la croissance semblait garantir à chacun une qualité de vie supérieure à celle de la génération précédente, et ce sans supervision parentale intensive.

L'enfant est devenu le miroir et parfois l'ultime lien d'une génération inquiète.

Un demi-siècle plus tard, dans une société d'inégalités croissantes qui voit fondre sa classe moyenne, les enjeux à ne pas laisser ses enfants se retrouver du mauvais côté de la courbe des revenus sont bien plus élevés. Dans leur livre *Love, Money, and Parenting. How economics explains the way we raise our kids* (non traduit, 2019), Matthias Doepke et Fabrizio Zilibotti, deux économistes (et pères de famille) allemand et italien, montrent que plus les sociétés sont inégalitaires, plus le «*parenting intensif*» et la compétition entre parents y sont développés (d'autant plus que chacun ne s'occupe plus que de sa progéniture à soi). La France comme l'Allemagne, notent-ils, ne sont pas aussi inégalitaires que les États-Unis, mais le sont plus que la Scandinavie et surtout les inégalités continuent à se creuser en Europe… et l'hyperparenting à s'intensifier!

Or, dans cette course à l'optimisation de l'éducation des enfants, tous les moments semblent stratégiques. Quand la ministre de l'Éducation nationale Élisabeth Borne assure en avril 2025 qu'il faut «*se préparer, très jeune, enfin dès le départ, presque depuis la maternelle, à réfléchir à un métier ou une formation*», beaucoup de parents français ne l'avaient pas attendue pour le penser.

Par ailleurs, les missions des parents ont été redéfinies. En 1938, selon un sondage du magazine *Confidences*, un tiers de ses lectrices considéraient qu'il incombait aux parents de choisir une carrière pour leurs enfants et de les y préparer. Près d'un siècle plus tard, l'objectif, en plus du coaching scolaire, n'est plus seulement de guider ou d'apprendre à prendre son envol, mais de rendre heureux. Pas de quoi s'étonner qu'avec une mission aussi ambitieuse, dans un sondage Opinionway publié en mars 2025, 55% des parents avouaient avoir souvent ou parfois l'impression de «*ne pas être de bons parents*».

QUAND L'ENFANT RARE SE DÉTOURNE

La reconnaissance de l'enfant et de ses besoins est bien sûr une énorme avancée. Pas question de regretter le travail à l'usine ou l'époque où il devait être vu mais pas entendu. Mais voilà, l'enfant rare est devenu à la fois le projet, le miroir et parfois l'ultime lien d'une génération inquiète. À force de les entourer de sollicitude, de les guider avec soin, de vouloir à tout prix les rendre heureux, on a fabriqué des enfants sur mesure… qui, une fois adultes, ne trouvent plus vraiment leur place dans la dette affective de ce surinvestissement.

C'est justement, croit comprendre Joshua Coleman, psychologue clinicien qui a étudié les enfants qui adultes coupaient les ponts avec leurs parents (*Rules of Estrangement: Why Adult Children Cut Ties and How to Heal the Conflict*, non traduit, 2021), parce que ces derniers ont tant misé sur leur bonheur que leurs enfants les tiennent à distance: les parents bien plus engagés dans la vie de leurs enfants ont passé moins de temps avec leurs amis ou dans d'autres occasions sociales (les chiffres du nombre d'amis ou de la participation à des associations en témoignent) et ont compté sur leurs liens avec leurs enfants, qui «*ressentent les exigences de leurs parents en matière d'intimité comme dépassant leur capacité à les satisfaire*». Et difficile de s'éloigner doucement quand on a été géolocalisé dès l'adolescence (41% des parents français le font, selon une enquête Ipsos de 2022), monitoré pendant sa scolarité grâce aux alertes des devoirs et des notes transmis en temps réel par les applications Pronote ou EcoleDirecte.

La néontocratie, loin d'être un âge d'or de l'enfance, pourrait bien n'être qu'un malentendu bienveillant: celui d'adultes qui, en se démenant pour leurs enfants, espèrent secrètement qu'ils suffiront à combler ce que les autres liens ne leur offrent plus.

Et pourtant, si ce tableau est familier, la France fait à plus d'un titre figure d'exception parmi les sociétés postindustrielles. Prenons l'anthropologue David Lancy, à l'origine de

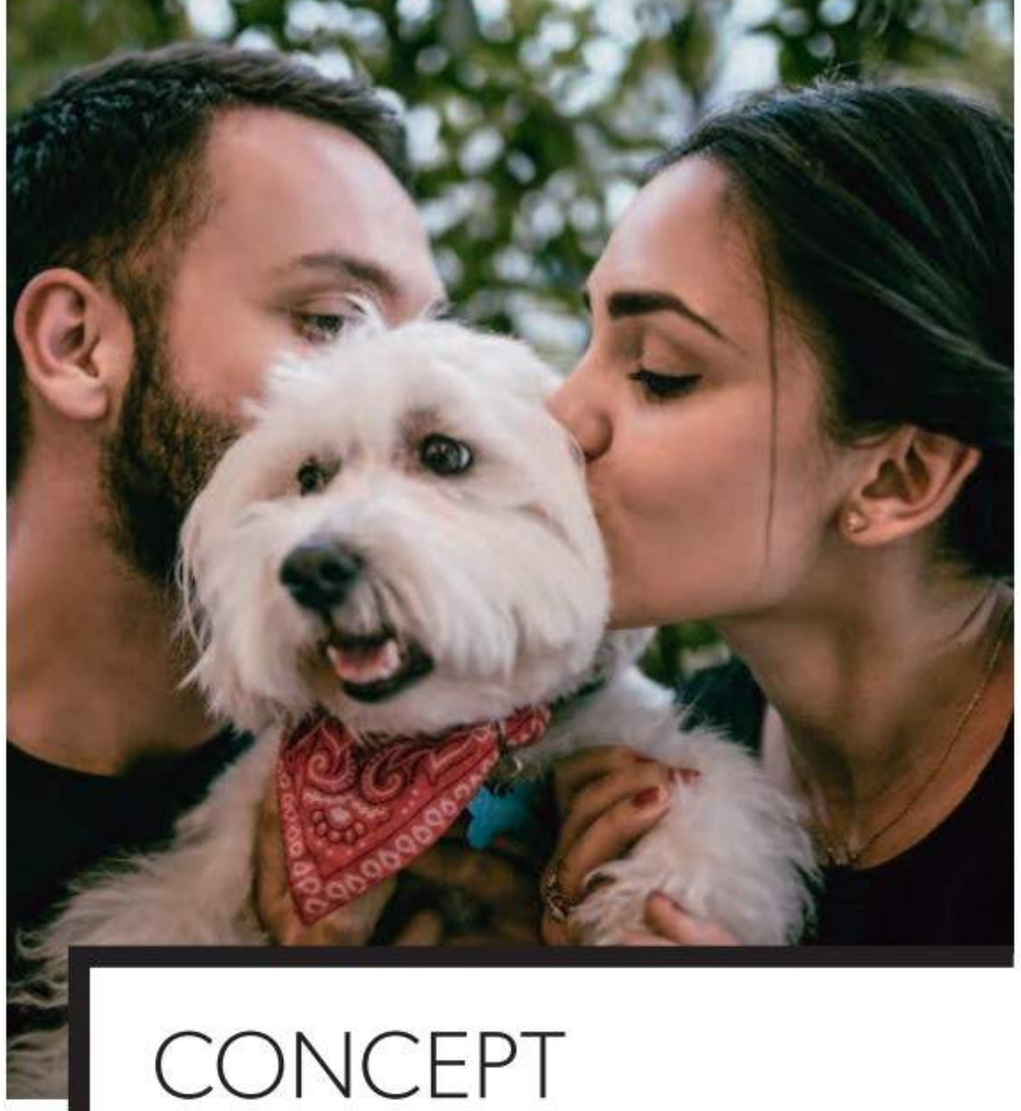
la néontocracie: il signale qu'en France, à l'instar du Japon et de la Corée, on enseigne encore aux enfants le savoir-vivre et la façon de s'adresser aux autres. Ce souci formel est d'ailleurs un sujet de fascination pour les Américains. Dans les années 1950, l'anthropologue Laurence Wylie, en observation dans un village français, relevait comment chacun semblait considérer important d'apprendre aux enfants à se tenir correctement à table. Plus d'un demi-siècle plus tard, dans *Bringing Up Bébé* (non traduit, 2012), Pamela Druckerman s'étonnait toujours du même phénomène. Elle notait aussi qu'alors qu'aux États-Unis les parents ont souvent l'air de vivre chez leurs enfants (si vous voyez un salon dans lequel trônent jouets et livres pour enfants, vous êtes sans doute aux États-Unis), les enfants français sont encore, eux, chez leurs parents, qui maintiennent mieux cette frontière.

Dans le *Financial Times*, le spécialiste de l'analyse des données John Burn-Murdoch a comparé le temps que les mères passent avec leurs jeunes enfants dans les pays de l'OCDE, en hausse partout à l'exception notable de la France où il est resté stable (il est vrai que ce temps quotidien y partait de plus haut, deux heures par jour, contre une heure en moyenne dans les autres pays). Une différence qu'il attribue à un mode d'éducation parentale moins interventionniste.

LES PARTICULARITÉS FRANÇAISES

Matthias Doepke et Fabrizio Zilibotti, qui ont souligné le lien entre inégalités et parentalité intensive, notent qu'en France, où les inégalités sont moins fortes que dans d'autres pays occidentaux, selon leur modèle, les parents devraient moins «pousser» leurs enfants mais le font en raison d'une culture plus verticale qu'ailleurs de l'enseignement et de l'autorité (*«c'est comme ça parce que c'est comme ça»*). Les parents français accordent plus d'importance à l'obéissance que les parents des autres pays d'Europe continentale et moins à l'autonomie et à la créativité, par exemple. Cette nostalgie de l'autorité ou du «cadre» explique aussi le phénomène Caroline Goldman qui, si elle vend bien moins de livres que les poids lourds de l'éducation positive (*File dans ta chambre*, Dunod, 2020, s'est écoulé à 40000 exemplaires), voit ses ventes boostées par les grands-parents qui raffolent de sa critique de l'éducation positive.

Les Américains ont longtemps appelé *«French paradox»* l'idée que les Français puissent manger des plats en sauce et échapper à l'épidémie d'obésité. Il pourrait aussi se dessiner un paradoxe français en matière d'éducation parentale: on y célèbre et surinvestit l'enfant rare mais sans aller jusqu'à en faire le seul centre de gravité du foyer, et en continuant de défendre un modèle d'autorité et de cadre. Une néontocratie à la française... ●



© Aleksandar Georgiev / Getty

CONCEPT
De « no kid » à « no kids »

En 2007, quand l'essayiste et psychanalyste Corinne Maier publie son livre *No kid. Quarante raisons de ne pas avoir d'enfant* (Michalon), tous les médias français lui posent la même question: c'est bien un pamphlet? À cette époque, se souvient-elle, questionner un destin de mère était incroyablement marginal. Le mouvement *«no kid»* désignait alors la revendication d'un autre modèle de vie. Pourquoi la vie sociale, les politiques publiques et même les horaires de travail semblaient-ils conçus pour ceux qui avaient des enfants?

Quinze ans plus tard, selon un sondage Ifop de 2022, 13% des femmes en âge de procréer (et 23% des 15-24 ans) affirment ne pas vouloir d'enfant, cinq fois plus qu'en 2006! Les raisons invoquées? 91% n'en désirent pas pour des questions d'épanouissement personnel, 63% pour des raisons financières et familiales. Seule une sur cinq cite la priorité donnée à sa vie professionnelle. La moitié de celles qui n'envisagent pas de procréer se définissent comme féministes et 8 sur 10 invoquent des raisons *«climatiques ou politiques»*.

L'expression *«no kids»*, elle, a muté, désignant désormais un créneau commercial: des services proposés à ceux qui ne veulent pas être dérangés par des enfants. En France, ce type d'offre touristique a suscité une réaction politique. La haute-commissaire à l'enfance Sarah El Haïry a annoncé le lancement d'un label «Le choix des familles» pour les établissements qui les accueillent volontiers.

Pour Corinne Maier, la formule *«no kids»* visait à se libérer d'une injonction, pas à exprimer le rejet des enfants des autres. *«L'idée était de dire que la société devrait faire plus de place pour des gens qui n'ont pas envie d'avoir des enfants. Le but n'était pas de créer des lieux sans enfants!»* ● **G.F.**



PARENTALITÉ

Les premiers pas de la PMA pour toutes

Par **Virginie Rozée**

Depuis 2021, les couples de femmes et les aspirantes «mères solo» peuvent avoir recours à la procréation médicalement assistée. Une réforme qui a sécurisé des situations existantes mais qui révèle aussi des inégalités persistantes.

Selon l'Agence de biomédecine, 27000 enfants sont nés d'une procréation médicalement assistée réalisée en 2022, soit l'équivalent de 3,7% des naissances de l'année. Cette proportion, déjà en constante progression, est amenée à augmenter du fait des infertilités liées aux modes de vie contemporains mais aussi avec l'élargissement de l'accès à la PMA en 2021. À l'exemple de nombre de ses voisins européens, la France a en effet ouvert cette procédure à toutes les femmes cisgenres en âge de procréer, en couple ou non, et plus seulement aux couples hétérosexuels ayant une infertilité dite médicale.

Parmi les principales bénéficiaires de cette révision figurent les «mères solo», c'est-à-dire les femmes qui choisissent de fonder une famille sans partenaire, peu nombreuses mais de plus en plus visibles. Contrairement à ce que leur statut de famille monoparentale pourrait laisser penser, elles ne sont ni isolées ni vulnérables. Pour la plupart diplômées, actives, issues des classes moyennes ou supérieures, elles ont longue-

Virginie Rozée est sociologue, directrice de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Ined). Ses travaux portent entre autres sur la PMA, et notamment sur ses recours transnationaux depuis la France.

© Marie Docher / Grande commande BNF de photojournalisme

Aurore, Marie-Clémence et leurs enfants, Dax, 2022. Photo de Marie Docher, autrice notamment de *Et l'amour aussi* (La Déferlante éditions), distinguée chevalière des Arts et des Lettres en 2022.

ment réfléchi et préparé leur projet parental. Deux profils se dégagent: le premier, majoritaire, regroupe des femmes qui souhaitaient devenir mères avec le «bon» partenaire jusqu'aux limites de leur fertilité; le second, des femmes plus jeunes pour qui le projet en solo est assumé dès le départ. Dans les deux cas, ces parcours révèlent une volonté d'autonomie et une critique du modèle hétéroparental, jugé inégalitaire en termes de charge mentale et de prise des décisions liées à l'éducation et à la vie familiale.

Vivement débattue, cette révision de la loi de bioéthique a été saluée comme une avancée majeure vers l'égalité des droits. Dans la réalité, elle reconnaît des pratiques déjà bien répandues, et vise surtout à les sécuriser sur les plans juridique et médical. Mais cette ouverture, bien qu'en phase avec l'évolution de la société, révèle aussi des inégalités persistantes.

Si l'ouverture de la PMA à toutes les femmes représente un pas important vers l'égalité, le dispositif reste marqué par une forte asymétrie de genre. Le parcours médicalisé repose presque entièrement sur le corps des femmes. Même lorsque l'infertilité est masculine, c'est la femme qui subit les traitements, les examens et les contraintes physiques. Cette surcharge renforce une division sexuée du «travail procréatif». Par ailleurs, dans l'espace médiatique comme dans les débats parlementaires, les hommes n'apparaissent souvent que pour incarner l'absence, sous la forme du «père manquant», devenu le symbole des craintes liées à la révision de la loi. Ce silence en dit long sur la manière dont la parentalité continue d'être construite comme une affaire de femmes.

UNE ÉGALITÉ EN CHANTIER

La PMA, tout en étant perçue comme un outil possible d'autonomie et de liberté, reste encore fortement ancrée dans une vision binaire du genre. Elle rend invisibles d'autres expériences parentales, comme celles des hommes transgenres, toujours exclus du dispositif: la loi ne leur permet pas, même s'ils ont un utérus fonctionnel, d'accéder à une PMA en France. L'élargissement de la loi ne signifie pas une égalité d'accès réelle. De nombreuses femmes engagées dans un projet de PMA en solo témoignent de la réticence de certains professionnels de santé à les accompagner. Ces résistances, bien que minoritaires, traduisent un attachement persistant à la norme conjugale dominante de la parentalité. Pour les femmes concernées, cela ajoute une difficulté supplémentaire à un parcours déjà exigeant. De plus, si la PMA est théoriquement prise en charge par l'assurance maladie, les délais restent longs pour les dons de gamètes, d'autant que les demandes ont beaucoup augmenté: celles de don de sperme, qui concernent majoritairement les femmes seules, ont ainsi fait plus que tripler entre 2021 et 2022. Certains centres sont aujourd'hui saturés, en partie car cet afflux massif n'a pas été anticipé faute d'études mais aussi parce que les parcours solo ont longtemps été impensés, et donc invisibles. Fin 2023, les délais d'attente entre la prise de rendez-vous et la première tentative étaient en moyenne de 15,5 mois pour un don de sperme et de 24 mois pour un don d'ovocytes. Ces délais sont d'autant plus étendus lorsque les personnes demandeuses souhaitent un donneur racisé ou une donneuse racisée (non blanc ou blanche), peu nombreux, ce qui reflète des inégalités raciales dans l'offre disponible. Des personnes, y compris celles qui pourraient bénéficier d'une prise en charge médicale en France, continuent donc de recourir à des structures à l'étranger, souvent privées, nécessitant des moyens financiers et un important capital informationnel. Dans ce contexte, la PMA devient un privilège.

INTERDICTION MAINTENUE DE LA GPA

De même, la loi ne résout pas toutes les situations d'exclusion. L'interdiction de la gestation pour autrui (GPA) en France continue de laisser de côté des personnes dont le projet parental nécessite une personne pour porter l'enfant: les hommes seuls, les couples d'hommes, mais aussi les femmes qui ont une infertilité utérine. Pour elles, concevoir un enfant si elles le souhaitent reste juridiquement et médicalement impossible sur le sol français. Pourtant, d'après les sondages d'opinion, la population française semblerait plutôt favorable à une légalisation de la GPA altruiste. Ces inégalités d'accès illustrent ce que les sociologues appellent la «reproduction stratifiée»: toutes les parentalités ne sont pas accompagnées et valorisées de la même manière, et certaines sont activement entravées.

L'élargissement de la loi ne signifie pas une égalité d'accès réelle à la PMA.

Malgré ces limites, un tournant est engagé. L'ouverture de la PMA à toutes les femmes contribue à redessiner les contours de la parentalité et à élargir les formes légitimes de la famille. Elle accompagne les changements sociaux, parentaux et familiaux en cours depuis plusieurs décennies. Mais cette avancée législative, si elle est essentielle, ne suffit pas. L'égalité en matière de reproduction ne se décrète pas: elle se construit dans les pratiques, les institutions et les mentalités.

Comment la jeunesse (ré)invente la sexualité



Entretien avec **Marie Bergström et Mathieu Trachman**

Une grande enquête sur la sexualité et le couple, menée auprès de 10 000 jeunes Français et Françaises, laisse entrevoir une jeunesse plus libre et réflexive que ses devancières.

Votre ouvrage *La sexualité qui vient* définit la jeunesse comme un «*laboratoire des sexualités*». En quoi celle des années 2020 invente-t-elle de nouvelles façons d'aimer et de désirer?

MARIE BERGSTRÖM: La jeunesse est un âge de la vie particulièrement propice à l'expérimentation. C'est une période de découvertes, où on explore son identité et ses pratiques, un temps socialement autorisé pour tester des choses, ce qui amène à ouvrir de nouveaux horizons. Ce caractère explorateur de la jeunesse n'est pas nouveau mais il est favorisé par l'allongement de la période de jeunesse, qui se traduit par une moindre stabilité économique et un report des responsabilités. Tout ça contribue à un élargissement des possibles amoureux et sexuels, ainsi qu'à une diversification des formes relationnelles.

On constate donc un effet de génération, au-delà d'un simple effet d'âge. Les jeunes adultes d'aujourd'hui ont, par exemple, en moyenne plus de partenaires sexuels que les précédents. En 2023, 29% des femmes âgées de 25 à 29 ans disaient avoir eu plus de dix partenaires masculins, contre seulement 8% en 2006. Du côté des hommes, cette proportion est passée de 34% en 2006 à 40% en 2023. Cette hausse du nombre de partenaires accompagne l'émergence de relations variées: flirts, histoires d'un soir, «plans cul» réguliers ou encore *sexfriends*. En somme, la jeunesse agit bel et bien comme un laboratoire de la sexualité car elle est une phase d'exploration intense. À travers ces expérimentations, les jeunes contribuent à inventer les sexualités de demain, qui se distinguent clairement de celles de leurs aînés.

Votre étude s'intéresse aux 18-29 ans: qu'est-ce que cette tranche d'âge apporte de particulier à la compréhension des sexualités?

M.B.: Ce que les sociologues et les démographes appellent la «jeunesse sexuelle» est un moment où les jeunes vivent des relations multiples, qui s'étend de l'entrée dans la sexualité à l'installation en couple cohabitant. En dessous de 18 ans, de nombreuses personnes n'ont pas encore connu la sexualité pénétrative ou sont en train de découvrir leur sexualité. Mais à partir de 18 ans, nous pouvons leur demander de revenir rétrospectivement sur leur entrée dans la sexualité. Nous avons poussé jusqu'à 29 ans, car la vingtaine est un âge où les trajectoires affectives restent encore mouvantes, marquées par une diversité d'expériences. Cette extension de la jeunesse, bien documentée en sciences sociales, comporte plusieurs dimensions: départ du domicile parental plus tardif, précarité professionnelle, accès différé au logement indépendant et à la parentalité... Le report des étapes de passage à la «vie adulte» laisse davantage de place à l'expérimentation amoureuse et sexuelle. À cela s'ajoute l'intégration des pratiques numériques dans la vie affective et sexuelle, particulièrement nette chez les jeunes adultes. La vingtaine est donc une période très riche pour comprendre les évolutions en cours dans les manières de vivre le couple, le désir et l'intimité.

Marie Bergström est chargée de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Ined) et a dirigé l'ouvrage *La sexualité qui vient. Jeunesse et relations intimes après #Metoo* (La Découverte, 2025).

Mathieu Trachman, directeur de recherche à l'Ined, a contribué à l'ouvrage.

De gauche à droite : © Claire Delfino © Michel Bozon



« Le nombre de partenaires sexuels ne signifie en rien un rejet du couple ou de la vie familiale. »

Cette évolution signifie-t-elle que le couple est passé de mode chez les jeunes?

M.B.: Ce qui est intéressant, c'est que l'augmentation marquée du nombre de partenaires sexuels et la diversification des formes relationnelles ne signifient en rien un rejet du couple cohabitant ou de la vie familiale. Ce modèle reste un idéal très ancré, que beaucoup souhaitent vivre, mais souvent plus tard dans la vie. Les nouvelles formes relationnelles ne rivalisent pas avec le couple, mais coexistent avec lui dans des temporalités différentes. Le couple reste valorisé et prédominant: quand on questionne les jeunes sur leurs relations récentes, ce sont surtout celles de couple qui sont mises en avant. La norme conjugale est toujours très puissante mais il y a cette conscience qu'en dehors du couple, durant les périodes de célibat, on peut vivre d'autres choses. Cependant, on observe qu'une très large majorité des jeunes finissent par former un couple cohabitant à l'approche de la trentaine.

Votre enquête montre une forte progression des identifications plurisexuelles, comme la bisexualité ou la pansexualité. Comment expliquer ce phénomène?

MATHIEU TRACHMAN: Nos données montrent que 19 % des jeunes femmes et 8 % des jeunes hommes ne se déclarent pas hétérosexuels, tous genres confondus. Ils étaient environ 3% en 2006. Cette proportion est donc bien plus élevée que dans les enquêtes précédentes. Plusieurs facteurs l'expliquent. D'abord, une plus grande visibilité des identités plurisexuelles et la circulation de ces catégories dans l'espace public: on peut aujourd'hui se dire bisexuel, pansexuel ou *queer*, ce qui était beaucoup moins évident il y a vingt ans. Ensuite, l'évolution de nos méthodes d'enquête : nos dispositifs antérieurs ne prenaient pas en compte autant d'identifications sexuelles. Enfin, cela renvoie aussi à un mouvement de fond, une remise en cause de l'hétéronormativité largement portée par les jeunes femmes, qui sont plus nombreuses qu'auparavant à questionner la norme selon laquelle les hommes seraient l'objet unique et «naturel» de leurs désirs.

Vous avez intégré les personnes non binaires dans cette enquête. Que révèlent leurs trajectoires?

M.T.: C'est en effet la première fois, en France, qu'une enquête de cette ampleur intègre explicitement les personnes non binaires, qui ne se définissent ni comme femme ni comme homme. Leurs parcours se caractérisent par une contestation d'un genre binaire, de la distinction entre le féminin et le masculin qui structure en majeure partie la sexualité et la conjugalité. Ce peut être un refus d'entrer

© Tara Moore / Getty

dans ces catégories mais aussi une identification plus fluide, des positionnements à la fois féminins et masculins. On note d'ailleurs que cette partie de la population, pour 85% de celle-ci, se définit comme non hétérosexuelle.

Depuis #MeToo, a-t-on observé une démocratisation de la notion de consentement chez les jeunes?

M.T.: Je ne parlerais pas de démocratisation. #MeToo a sans doute mis en lumière l'importance de parler de sexualité, en particulier en ce qui concerne la verbalisation et l'explicitation des désirs, avant, pendant ou après l'engagement sexuel ou amoureux. Mais cette question du consentement éclairé et sans équivoque n'est pas nouvelle, et dépasse le cadre des violences pour s'étendre aux accords et désaccords de désir entre partenaires. L'usage de la parole dans la sexualité a aussi ses conditions de possibilité. Certaines minorités sexuelles, comme les cultures gaies, ont historiquement développé des pratiques de communication explicite, notamment dans les *backrooms*, ces espaces de rencontre sexuelle dans les arrière-salles ou les sous-sols de lieux de sociabilité, ou *via* les applications de rencontre, où les désirs et les fantasmes peuvent être vite mis sur la table. Avec la sociologue Florence Maillochon, nous avons interrogé cette verbalisation selon différents types de relations (conjugales, «plans cul», histoires d'un soir). Nous avons constaté qu'au sein des couples hétérosexuels, 87% des femmes déclarent avoir abordé avec leur conjoint ce qu'elles apprécient sur le plan sexuel, et 88% ce qu'elles n'aiment pas. Chez les hommes, ces proportions sont respectivement de 84% et 82% lorsqu'ils en discutent avec leur conjointe. Le couple est donc un espace favorable à l'expression des désirs. Cela dit, les femmes déclarent aussi beaucoup plus souvent que les hommes avoir dit non à certaines pratiques (pour 60% d'entre elles, alors que c'est le cas de 27% d'entre eux): cela peut s'expliquer par la structure genrée des sollicitations sexuelles, les femmes étant plus souvent confrontées à des propositions de pratiques qu'elles ne désirent pas. Mais la moindre fréquence des refus masculins pose aussi question, comme si les hommes ne savaient pas ou ne s'autorisaient pas à dire non. Donc, plus qu'une démocratisation du consentement, on peut parler d'une réflexivité accrue concernant les désirs sexuels, mais qui est très différenciée selon les contextes relationnels et les genres.

« Le couple est devenu un espace favorable à l'expression des désirs. »

MOTS CLÉS
« Sexfriend » et « plan cul régulier »

Les deux termes désignent des relations sexuelles répétées et sans engagement amoureux. Il s'y ajoute, s'agissant du *sexfriend* (parfois aussi dit «ami/amie avec un plus»), une dimension amicale: l'engagement est plus important que dans le cas du «plan cul régulier», le plus souvent défini par les intéressés par l'absence d'investissement émotionnel. Ces relations se déploient souvent sur plusieurs mois et s'inscrivent dans un entre-deux entre les relations non suivies (qualifiées couramment d'«histoire d'un soir», même si elles peuvent durer un peu plus longtemps) et le couple.

Vous montrez que les inégalités continuent de peser sur la vie amoureuse et sexuelle des jeunes. Comment cela se manifeste-t-il dans leurs parcours?

M.T.: Les inégalités ne disparaissent pas dans la sexualité: au contraire, elles s'y reproduisent, voire s'y renforcent. Les jeunes précaires, racisés ou vivant dans des espaces ruraux connaissent plus souvent des situations de célibat non choisi, ou rencontrent davantage de difficultés à accéder aux espaces où se forment les couples. Les applications de rencontre, par exemple, souvent perçues comme démocratiques, reproduisent en réalité les hiérarchies sociales, et en particulier raciales, comme le montre Damien Trawalé dans notre ouvrage. Il existe des inégalités d'accès à la sexualité, ce qui est parfois invisible dans le discours public, mais que nos analyses montrent clairement.

Finalement, pensez-vous que ces évolutions annoncent une véritable révolution sexuelle, ou plutôt une adaptation progressive des normes?

M.B.: Je pencherais pour parler plutôt d'évolution que de révolution. Il y a bien des changements profonds : la montée des identités plurisexuelles, l'augmentation du nombre de partenaires, la diversification des formes relationnelles... Mais ces transformations s'inscrivent dans une continuité: on adapte les normes existantes à un contexte plus incertain, où la liberté individuelle est mise en avant, mais où la recherche de sécurité et de stabilité n'a pas disparu.

PROPOS RECUEILLIS PAR SYBILLE BULOUP

SCIENCES HUMAINES
Faisons connaissance

Comment la linguistique et la psychologie révèlent les secrets de la persuasion et de la manipulation.

VIENT DE PARAÎTRE

Sandrine Zufferey,
Steve Oswald et Pascal Gygax

Quand **dire** c'est **influencer**

Psychologie de la persuasion



Éditions Sciences Humaines

Éditions Sciences Humaines

HORS COLLECTION
ISBN : 978-2-36106-939-1
184 PAGES - 18,50 €
EN LIBRAIRIE
OU EN SCANNANT CE QRCODE

TOUTES NOS PUBLICATIONS SUR NOTRE SITE
SCIENCESHUMAINES.COM/EDITIONS



SENIORS

L'âge a rajeuni !

Par **Serge Guérin**

En 2030, il y aura davantage de gens de plus de 65 ans que de moins de 20 ans. Les seniors consomment, font les tendances, votent... Un changement majeur.

Les plus de 65 ans sont déjà plus de 21% de la population. Avant 2030, ils seront plus nombreux que les moins de 20 ans. Cette réalité influence l'ensemble de la société. L'économie, la culture, la consommation, les modes de vie, les imaginaires sont bousculés...

Après avoir inventé la jeunesse dans les années 1968, ils réinventent la vieillesse: c'est la «révieu(x)lution» sociale et sociétale. Posons l'hypothèse que l'émergence d'une culture spécifique des jeunes, qui a influencé le pays à partir du milieu des années 1960 en raison du baby-boom, d'un fort développement économique et d'une mise à distance, relative, du tragique de l'histoire, va se reproduire avec les mêmes baby-boomers mais ayant pris des rides et de l'expérience...

La première raison qui appuie cette hypothèse se résume au constat que l'âge a rajeuni. D'abord, nous vivons en bonne santé plus longtemps. Depuis 2008, l'espérance de vie sans incapacité à 65 ans a augmenté d'un an et onze mois pour les femmes et d'un an et dix mois pour les hommes. Par ailleurs, une étude de chercheurs de l'université de Columbia, publiée fin 2024 dans *Aging Nature*, analysant les données

Serge Guérin est professeur en sciences de la communication à l'Inseec GE. Dernier livre publié : *Et si les vieux aussi sauvaient la planète* (Michalon, 2024).

© Heide Benser / Getty

de 14000 Britanniques, montre que les capacités cognitives, sensorielles et physiques d'une personne de 68 ans née en 1950 se révélaient supérieures à celles d'une personne de 62 ans née en 1940.

Mais le constat vaut aussi largement au sens sociologique: les gens plus âgés d'aujourd'hui sont bien plus en lien et en compréhension du monde que leurs aînés. Les seniors sont des acteurs sociaux, en particulier sur le plan local, faisant évoluer la consommation, la ville et l'habitat, les transports, des médias et les réseaux sociaux.

L'âge a rajeuni, il suffit de regarder la rue, les écrans, les quais de gare... Le senior de 65 ans a l'expérience des années et des capacités physiques et cognitives d'un jeunot de 45 ans un demi-siècle plus tôt. Ainsi, si au mitan des années 1960, on entrait en moyenne à 74 ans en ehpad, aujourd'hui c'est à plus de 85 ans...

L'âge a rajeuni et s'est aussi diversifié. Les «quincados», les «*silvers*», les aînés et autres individus expérimentés ne se réduisent pas à leur âge. On peut bénéficier de la retraite sans faire style de vie commun avec un autre retraité. Sylvie, 75 ans, vivant en centre-ville d'une métropole avec une pension convenable, se distingue d'une autre Sylvie du même âge, qui réside en pavillon dans un hameau éloigné. Il y a mille façons de vivre son avancée en âge. Jamais les populations âgées n'ont été aussi hétérogènes.

REVENDICATIFS COMME JAMAIS

Certes l'âge a rajeuni, mais à partir de 2031, la France connaîtra, en moins de deux ans, un doublement du nombre des plus de 85 ans, qui seront 5 millions en 2050. Ces cohortes du grand âge ne ressembleront guère aux générations silencieuses que nous avons connues. Les premières générations «*j'ai droit*» vont remplacer la génération «*je dois*».

La deuxième raison de cette influence des seniors, c'est leur affluence sur le marché... Globalement, 56% de la consommation individuelle est le fait des plus de 50 ans, un jouet sur trois est acheté par un retraité, et l'âge moyen pour l'acquisition d'un véhicule neuf dépasse les 55 ans... Les seniors font les tendances, car ils consomment et recherchent non pas des produits de vieux, mais des réponses à leur mode de vie, à leurs envies, à leurs usages. Le confort, l'accessibilité, la facilité d'utilisation, la sécurité, le prix sont des critères majeurs. L'innovation technologique ne répond pas nécessairement aux usages des gens.

Le marché des 14 millions de seniors de plus de 65 ans ne se limite pas à des couches, des monte-escaliers, des bracelets d'alarme. Ils consomment les produits du quotidien, l'alimentation, le loisir et l'activité physique, les objets pour la maison... Les besoins et désirs divergent selon le mode de vie des seniors. Pour une grande part, ces produits destinés aux seniors sont des objets redesignés et simplifiés pour être plus facilement utilisés. Les plus jeunes, qui ne sont jamais que de futurs seniors, ne boudent pas leur plaisir de disposer de solutions plus simples.

LA NOSTALGIE DEVIENT MAINSTREAM

Enfin, si les seniors deviennent à la mode, c'est aussi que par temps de crise et d'inquiétude, la nostalgie est *mainstream*. Certains enjeux, comme la sécurité ou l'écologie, sont largement structurés par la nouvelle donne démographique. Les enjeux de sécurité prennent plus de place en raison de l'évolution de la violence dans la société, de sa visibilité, mais encore de la fragilité physique d'une plus grande partie de la population.

Aujourd'hui, les seniors inventent leur vieillesse. Fini papy pantoufle et mamie jardin.

L'écologie ne concerne pas seulement la «jeunesse», mais implique aussi les vieux. Les seniors s'avèrent largement conscients des enjeux environnementaux. Ils ont toujours recyclé, sont plus adeptes de la marche que des trottinettes électriques. Ainsi, 74% des moins de 35 ans et autant des plus de 65 ans se disent inquiets des conséquences du dérèglement climatique pour la France. Il n'y a pas une génération jeune bénie des dieux de l'écologie, contre une génération des vieux pourris et défenseurs de la pollution. Un sondage Harris publié début 2024 signalait que 32% des 18-24 ans placent le changement climatique comme une préoccupation majeure, contre 45% des plus de 65 ans...

Les seniors inventent la vieillesse. Fini papy pantoufle et mamie jardin! Il n'est que de voir le nombre de têtes grises qui foulent le macadam pour courir ou le rôle des bénévoles âgés dans les associations.

Pour finir, remarquons combien les seniors s'inspirent aussi en partie du style des jeunes. Regardons le type d'activités sportives et de loisirs pratiqués par toutes les générations. Des jeunes qui jouent aux boules et des seniors qui font du skate... Les 15 ans ou les 65 ans peuvent se retrouver, pas toujours à la même heure, à visionner la même série sur la même plateforme. C'est l'ère du flou des générations annoncée dès les années 1980 par l'écologue des médias Neil Postman.



OÙ HABITER ?

Naître et vivre en province ou bien « monter à Paris » : ce choix binaire appartient au passé, dans les termes comme dans les faits. Les Français d'aujourd'hui bougent plus au cours de leur existence, et très différemment. Qu'il s'agisse d'étudier, de travailler ou télétravailler, de s'accomplir (ou pas), de passer leur retraite, leurs options se sont démultipliées. Une vingtaine de métropoles les attirent autant que Paris jadis. À Marseille, on a même inventé un mot pour les nouveaux habitants : les « venants ». Les « territoires » peuvent être éloignés et leurs habitants se sentir abandonnés, dans les outre-mer, dans certaines villes moyennes, dans le périurbain ou dans les campagnes. Mais même pour ceux-là, que de solutions nouvelles ! On devient agriculteur sans antécédents paysans, on se regroupe pour offrir des soins, on est de toute façon connecté…

© Alexa Brunet / PINK / Saif images

Ardèche, 2014. Photo issue de la série *Dystopia*, réalisée par Alexa Brunet, nominée au prix Elysée 2021, lauréate de la Grande commande BNF de photojournalisme en 2022, coautrice notamment de *Habitants atypiques* (éditions Images en manœuvres, 2011).

URBANISATION
Qui a peur des métropoles ?

Par **Martin Vanier**

L'affirmation du statut des métropoles dans les années 2010, sur fond de crise climatique et de conscience accrue des inégalités territoriales, a fait de ces villes un chiffon rouge un peu facile des mutations françaises.

Il y a trente ans, François Ascher, urbaniste et sociologue prématurément disparu en 2009, publiait *Métapolis ou l'avenir des villes* (Odile Jacob, 1995). Cet essai approfondi sur la société métropolitaine en devenir allait marquer en France une génération de chercheurs et d'acteurs de la «*question urbaine*», comme disait Manuel Castells, autre grand sociologue et urbaniste au parcours scientifique et politique international entre France, États-Unis et Espagne. L'année d'après, Pierre Veltz, lui aussi sociologue et urbaniste, livrait *Mondialisation, villes et territoires* (PUF, 1996), encore un marqueur essentiel de la pensée métropolitaine française montante, très nourrie des débats internationaux.

François Ascher, Manuel Castells, Pierre Veltz : trois chemins différents, animés chacun d'une liberté critique au nom de laquelle il ne s'agissait pas tant de se déclarer in fine pour ou contre les grandes mutations de mondialisation-métropolisation de la fin du 20e siècle, que de commencer par les saisir, les comprendre, les fouiller dans leur complexité et leurs contradictions, donc leur potentiel politique, en particulier en France.

À commencer par la contradiction spatiale: la métropolisation concentre et diffuse tout à la fois. Elle concentre dans des centres dominateurs les dynamiques économiques et sociales, les informations, les innovations, donc les richesses, les fonctions et les emplois de l'intermédiation mondialisée, mais aussi les pathologies, les ruptures et les inégalités qui s'en suivent; et elle diffuse ces mêmes dynamiques, innovations, pathologies et inégalités de plus en plus loin dans les territoires, à travers l'ensemble des systèmes urbains comme au sein des campagnes, et par tous les réseaux techniques qui font la société et ses économies. Ajoutons qu'en même temps qu'elle concentre et diffuse, la métropolisation intègre et fragmente la société et les territoires qu'elle travaille. C'est dire si elle n'est pas un phénomène univoque. Son universalité recouvre une grande diversité de processus nationaux, voire régionaux. Elle n'est donc pas partout *Le Stade Dubaï du capitalisme*, titre du vigoureux essai publié en 2007 par le sociologue américain Mike Davis.

UNE FRANCE QUI N'AIME PAS SES VILLES

Pourtant, aujourd'hui, la métropolisation est devenue un des chiffons rouges préférés des sociétés en mutation accélérée comme la France. En parler comme d'un des facteurs explicatifs de ce qui transforme, contradictoirement mais en profondeur, une société, c'est prendre le risque d'être d'emblée catalogué comme néolibéral, partisan de la mondialisation capitaliste, urbanolâtre obstiné et aveugle à l'effondrement écologique. Le riche champ des sciences urbaines critiques marxisantes des années 1980-1990 est devenu la cible favorite d'une pensée dénonciatrice plutôt que critique, résolument antimétropolitaine et même antiurbaine.

Si on se repasse le film de cette histoire métropolitaine, vue depuis les politiques publiques cette fois, il faut remonter encore trente ans plus loin en arrière, au moment de la

Martin Vanier est géographe, professeur à l'École d'urbanisme de Paris (université Paris-Est Créteil, Lab'urba). Il est notamment l'auteur de *Le Temps des liens. Essai sur l'antifracture* (L'Aube, 2024), *La France en perspectives. Imaginer 2050* (avec Aurélien Delpirou et Frédéric Gilli, Autrement, 2024) et *En finir avec les idées fausses sur la France des territoires et son aménagement* (L'Atelier, à paraître en 2026).



Dimanche sur le toit, les Groues, Nanterre, 2001. Photo issue de la série *Avenue Jenny*, réalisée par Cyrille Weiner, auteur notamment de *La fabrique du pré* (éditions Filigranes, 2017).

© Cyrille Weiner

création en 1963 de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) et de sa toute première politique, celle des «métropoles d'équilibre» en 1964: huit grandes agglomérations (Toulouse, Bordeaux, Strasbourg), conurbations (Lille-Roubaix-Tourcoing, Aix-Marseille) ou régions urbaines (Lyon-Saint-Étienne-Grenoble, Nantes-Saint-Nazaire, Nancy-Metz), rejointes en 1973 par d'autres qui, à l'époque, ne sont encore que cinq grosses cités provinciales (Rennes, Dijon, Nice, Clermont-Ferrand, Rouen), sont désignées pour que se renforce partout ce qu'on peut appeler «l'appareil de reproduction sociale élargie» (grands équipements culturels, université et recherche, santé hospitalière, administration stratégique), base des futures capitales régionales que seront aussi Montpellier, Reims, Caen, Orléans, Poitiers, Limoges, Amiens et Besançon. Politique dite «d'équilibre» bien qu'en faveur des «métropoles», parce qu'il s'agissait alors de contrebalancer l'éternelle puissance parisienne, dénoncée dans *Paris et le désert français* (1947) par le sulfureux théoricien de la pensée aménagiste française que fut le haut fonctionnaire Jean-François Gravier, un pied dans le ruralisme maurrassien, l'autre dans la planification technocratique.

La métropolisation intègre et fragmente la société.

Cinquante ans après, la loi dite de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), portée par le gouvernement de Manuel Valls en 2014, a réussi le tour de force de transformer dans l'opinion publique l'imaginaire de l'équilibre régional métropolitain en vecteur de tous les déséquilibres nationaux. Avoir voulu à tout prix désigner les 22 premières agglomérations du pays comme des intercommunalités statutairement plus puissantes que toutes les autres a forgé les bases de la légende noire métropolitaine: voilà les fautives de tous les accaparements, de toutes les injustices, de tous les oublis! Mieux: avoir réussi à imposer dans la Constitution le statut particulier d'une de ces métropoles, celle de Lyon, comme ne faisant pour

ainsi dire plus partie de son département, moyennant le versement d'une soulte annuelle de 400 millions d'euros en faveur de ce qui reste du «Rhône», fut un signal de sécession métropolitaine que la France des territoires n'a pas manqué de retenir. Suite à l'éclatement du mouvement des Gilets jaunes en novembre 2018, les politiques phares de l'Agence nationale de cohésion des territoires, lointaine héritière de la Datar, s'appelleront désormais «Action cœur de ville» (à destination des villes petites et moyennes), «Petites villes de demain», «Villages d'avenir», en attendant sans doute un jour prochain «Hameaux du futur».

La France n'a jamais éprouvé un amour immodéré pour ses villes, de la première d'entre elles jusqu'aux chefs-lieux de préfecture les plus modestes. À la différence de l'Italie, de l'Allemagne ou des Pays-Bas, les villes sont moins vues historiquement comme sources de liberté politique et d'émancipation sociale que comme centres relais du contrôle étatique en même temps que comme foyers des désordres sociétaux. Il y a de nombreuses raisons à cela, qui vont du compromis républicain fondateur combinant centralisme étatique et morcellement territorial à la relative étanchéité idéologique entre mouvements sociaux urbains et ruraux, en passant par le caractère tardif en Europe de l'urbanisation à la française, brutale puisque de rattrapage à partir des années 1950.

Aujourd'hui, les métropoles cristallisent une hostilité qui vient de loin. La haine de Paris, à laquelle Jean-François Gravier a inlassablement œuvré, s'est diffusée en cascade à l'égard de toutes ces villes «trop grandes», quelle que soit leur taille, qui prétendent polariser l'espace. Situation d'autant plus paradoxale que les grandes agglomérations françaises restent des plus modestes comparées à leurs équivalents en Europe et que l'armature des 2 467 unités urbaines, petites, moyennes et grandes, qui dessine toujours l'organisation de l'espace français propose des urbanités variées que nombre de nos voisins nous envient. Les Français répudient leurs villes, en particulier celles qui sont plus grandes que celle où ils vivent; leurs voisins européens, eux, les visitent indifféremment avec bonheur.

LA MÉTROPOLISATION, JUSTE UN RÉCIT?

Au-delà de ces constantes structurelles, la discorde métropolitaine s'est réactivée à travers les importantes bascules qui angoissent désormais le monde et la société française parmi d'autres. Pour vivre dans un monde plus chaud, écologiquement et sanitairement plus vulnérable, plus exposé à la pénurie des ressources vitales, ne faut-il pas fuir les villes, les grandes en particulier, et refermer ainsi la parenthèse de l'anthropocène, vite rebaptisé «capitalocène», «urbanocène», et bientôt peut-être «métropolocène»? Pour résorber les inégalités qui se sont créées ou accentuées dans les grandes transformations en cours, ne faut-il pas en finir avec les métropoles (c'est-à-dire, rappelons-le, des ensembles urbains qui, hors Paris, font en France entre 200000 et 2 millions d'habitants) au profit de «villes à taille humaine», voire pas de villes du tout? Pour entrer dans un monde plus sobre, une économie régénérative, plus de proximité et moins de mondialisation, les métropoles peuvent-elles encore prétendre avoir quelque chose à proposer?

Si on prend le parti de répondre à ces questions en tournant le dos aux métropoles, non seulement on laisse peu de perspectives à 40% de la population habitant ces agglomérations de plus de 200000 habitants, mais on renonce à l'intelligence systémique dont la métropolisation s'avère en réalité porteuse, au moment où en ont le plus besoin une bonne part des 60% restants. Il n'est plus temps de s'obstiner dans une conception catégorielle de l'espace de la société, à travers laquelle les Français adorent s'expliquer mutuellement qu'ils ont tort d'habiter Paris, ou une métropole, ou la banlieue, ou le périurbain, ou la campagne, ou une petite ville, etc., alors qu'ils sont de plus en plus nombreux à passer par la plupart de ces contextes au cours de leur trajectoire résidentielle.

La métropolisation est un des récits des mouvements qui font la société française dans ses spatialités successives. Ce n'est pas le seul. Il a eu tendance à le laisser penser dans les années 1995-2015, sur fond d'une certaine hubris métropolitaine dont on a dit quelques expressions politiques. Cela ne l'invalide pas pour autant. Expliquer à des métropolitains néoruraux qui réinvestissent des campagnes isolées où ils redécouvrent ce qu'ils estiment être le sens de la vie, sinon leurs racines perdues, qu'ils incarnent de parfaites expressions de la métropolisation n'est pas la meilleure façon de leur proposer le récit collectif qu'ils recherchent.

À l'inverse, ne plus voir dans les métropoles que la gentrification, elles qui concentrent l'essentiel du logement social et l'accueil des migrants, que le cœur battant du néolibéralisme, elles qui cristallisent la puissance de l'action publique territoriale, que l'enfer des îlots de chaleur urbains, elles qui se trouvent à la pointe des politiques d'adaptation au changement climatique, ce n'est pas produire un récit juste non plus.

Alors quoi? Relisons Ascher, Castells ou Veltz. Ils ne s'empressaient pas d'être pour ou contre ce monde qui se transformait et n'a pas fini de le faire depuis leurs essais fondamentaux. Ils se montraient critiques (et ont parfois la chance de pouvoir l'être encore) mais avant tout en quête des explications de nature à dessiner une politique de la transformation. La notion de métropolisation en est une. Elle ne consiste pas à aduler les métropoles. Elle ne prête pas *a contrario* à les conchier. Cela ouvre un chemin moins facile et moins simple que celui qui conduit à la discorde et s'en nourrit. C'est pourtant le chemin que peuvent partager la science et la politique. ●

3 QUESTIONS À **MICHEL GANDILHON**



« LE TRAFIC DE DROGUE QUADRILLE LA FRANCE »

Les quarante dernières années ont été marquées par une densification du trafic en France, qui affecte désormais villes moyennes et zones rurales.

Comment le trafic de drogue s'est-il diffusé sur l'ensemble du territoire français, bien au-delà des grandes métropoles?

Aujourd'hui, des villes moyennes comme Saint-Denis, Toulon et Besançon affichent des taux de mise en cause pour trafic de stupéfiants supérieurs à Marseille ou Paris. Cette diffusion s'inscrit dans le cadre d'une forte croissance du marché des drogues illégales depuis quarante ans. Dans les années 1990, la résine de cannabis est devenue le produit phare des trafiquants, bientôt rejointe par la cocaïne dans les années 2000, en particulier dans les communes de 2000 à 20000 habitants. Depuis 2000, l'usage de cocaïne a été multiplié par neuf, avec une nette accélération, près de 70%, entre 2017 et 2023. En termes de chiffre d'affaires, la cocaïne a aujourd'hui probablement détrôné le cannabis. Dans ce contexte où l'usage de drogues touche des millions de personnes et se diversifie socialement, il est logique que les trafics s'étendent à tous les territoires. Cela dit, les grandes métropoles restent au cœur du marché, mais l'axe originel Marseille-Lyon-Paris-Lille s'enrichit d'une arborescence couvrant de plus en plus densément l'espace hexagonal.

Quels types de réseaux criminels opèrent dans les métropoles régionales, les villes moyennes et les zones rurales?

Il existe plusieurs configurations. Le trafic de «cités» traditionnel, enraciné territorialement avec ses points de deal et ses guetteurs, s'est étendu à d'autres métropoles, comme Rennes ou Nantes, et à des villes moyennes désormais touchées par la violence, comme Valence ou Cavaillon. Depuis quelques années, ce modèle s'«ubérise» avec la livraison à domicile qui touche les classes moyennes et supérieures, réticentes à se déplacer vers les points de vente par crainte de l'insécurité et de la police. On observe aussi des logiques déterritorialisées, des structures en «rhizome» sans guetteurs ou point de deal fixe, comme à Paris avec les filières sénégalaises du crack, ou à Annecy avec les organisations albanaises spécialisées dans l'héroïne. Dans certaines villes moyennes, le trafic de cocaïne est favorisé par l'implantation de réseaux guyanais cherchant à éviter la concurrence des métropoles. Enfin, le troisième modèle est celui des usagers-revendeurs présents notamment dans les espaces frontaliers: dans les zones rurales périurbaines du Nord-Est de la France, de nombreux consommateurs s'approvisionnent aux Pays-Bas et en Belgique, hubs de redistribution des drogues en Europe, et reviennent avec quelques centaines de grammes d'héroïne et de cocaïne pour alimenter leurs proches et leur clientèle.

Quels impacts concrets observe-t-on sur les structures sociales locales, notamment concernant la corruption?

A contrario de l'idée répandue selon laquelle le «business» enrichit les «quartiers», celui-ci ne produit globalement qu'appauvrissement et ghettoïsation. Les habitants les plus dynamiques s'en vont, les entreprises désertent et ces quartiers deviennent des enclaves sous contrôle de bandes criminelles. L'autre défi est celui de la corruption, difficile à mesurer. Le marché de la drogue est passé de 2 milliards d'euros en 2010 à probablement 6-7 milliards aujourd'hui. Ces moyens considérables permettent de corrompre fonctionnaires, policiers ou gardiens de prison. Une note de la police judiciaire parle même de «*corruption endémique*» dans les prisons. Dans les municipalités les plus exposées, comme à Canteleu en Normandie, se développent des «accommodements» raisonnables avec le trafic, qui vont de la politique des «grands frères» à la corruption pure. ● **PROPOS RECUEILLIS PAR ALBANE AKOUN**

Michel Gandilhon est expert associé au pôle sécurité défense du Conservatoire national des arts et métiers (Cnam). Il est l'auteur de *Drugstore. Drogues illicites et trafics en France* (Le Cerf, 2023).

© Hanna Hassouline / Le Cerf



SANTÉ

Les soins, un sport collectif ?

Par **Nadège Vezinat**

Le nombre des maisons et centres de santé, structures coordonnées d'exercice des soins, est en forte hausse depuis dix ans. Une tentative de réponse à la désertification médicale globale.

L'accès aux soignants est devenu un enjeu central de l'organisation des soins de proximité en France. Entre 2012 et 2023, la densité médicale est passée de 161 à 147 généralistes pour 100000 habitants en raison des départs à la retraite et du *numerus clausus*, laissant désormais 6 millions de Français sans médecin traitant. 87% du territoire (y compris Paris intra-muros) se retrouve ainsi classé en «désert médical», soit à cause d'un éloignement géographique des professionnels de santé, soit d'un allongement des délais nécessaires pour obtenir une consultation médicale: résultat, le nombre de patients à voir augmente, reporte les urgences sur l'hôpital et entraîne des difficultés à trouver un médecin traitant, avec un risque de ruptures du parcours de soins et d'une aggravation de l'état de santé.

Pour faire face à cette densité médicale en baisse, les autorités sanitaires mettent en avant des réponses, comme les «maisons de santé pluriprofessionnelles», qui regroupent pour l'essentiel des praticiens libéraux, et les «centres de santé médicaux, infirmiers et polyvalents», qui emploient plutôt des salariés. Rassemblés sous l'appellation «structures coordonnées», ils mobilisent une équipe pluridisciplinaire autour d'un projet de santé reposant sur une prise en charge coordonnée des patients. Ils se distinguent en cela des «maisons médicales», qui réunissent des professionnels libéraux partageant uniquement le loyer et certains frais.

Nadège Vezinat est professeure de sociologie à l'université Paris 8 Vincennes Saint-Denis. Elle a notamment publié *La Santé sociale* (avec Nicolas Duvout, PUF, 2022) et *Le Service public empêché* (PUF, 2024).

© James Hardy / PhotoAlto / Getty

Entre 2013 et 2023, leur nombre est passé de 240 à 2300 pour les maisons de santé et de 1220 à 2900 pour les centres de santé (dentaires inclus). L'exercice de la médecine de manière regroupée ne constitue donc plus un phénomène marginal, et ce d'autant moins qu'avec le vieillissement de la population, l'augmentation de la dépendance, des maladies chroniques et des polypathologies, les besoins se multiplient, aussi bien en termes d'accessibilité que de prise en charge de qualité et de coordination des soins.

SOIGNER UNE PATIENTÈLE OU SOIGNER UN TERRITOIRE?

En offrant un cadre collectif, ces structures proposent une activité pluriprofessionnelle, c'est-à-dire organisée autour de plusieurs métiers (généralistes, spécialistes, kinés, orthophonistes, infirmières...), mais aussi une activité coordonnée, qui signifie très concrètement gérer les absences et les congés des uns et des autres pour offrir une continuité des soins. Cette coordination s'entend également comme un travail de liaison entre des métiers complémentaires en élaborant des protocoles de soins adaptés, en mettant en place des systèmes d'information partagés pour assurer la pérennité (au moins informationnelle) et le suivi des soins, ou encore en définissant les rôles (si possible complémentaires) de chacun des professionnels dans la structure. Ces organisations permettent donc de passer d'une médecine «patient-centrée» à une santé «territorialo-centrée»: l'approche de la médecine proposée ne concerne plus juste la patientèle d'un professionnel isolé mais s'inscrit dans un maillage territorial fondé sur l'accès aux soins d'une population dans son ensemble.

Cette territorialisation affiche un triple sens. Elle signifie la prise en compte des spécificités locales: il s'agit d'adapter les projets des équipes à des pathologies particulières, de développer une médecine environnementale en se penchant sur la récurrence de certains troubles, notamment. Elle implique aussi davantage de transversalité au sens où, pour le patient, le projet de santé doit être cohérent par rapport à son parcours de vie et où, pour le soignant, les échanges et les coopérations sont favorisés afin de limiter la concurrence des professionnels comme les défaillances (le «trou dans la raquette», chacun pensant qu'un autre professionnel s'en occupe). Elle permet enfin de lutter contre les inégalités spatiales et sociales de santé (l'obésité, par exemple, ne touche pas uniformément la population) en mettant en place des démarches spécifiques de prévention et de santé publique dans les quartiers jugés prioritaires par les politiques de la ville. Elle participe donc au décloisonnement des différents acteurs du sanitaire et social, en permettant des liens entre eux et en se positionnant en tant que premier – ou parfois dernier – recours.

Le territoire retenu définit en partie l'activité des soignants: la traumatologie est par exemple plus forte à la montagne, où il y a davantage de jambes cassées l'hiver, alors qu'en station balnéaire, la saisonnalité nécessite de tenir compte des fluctuations importantes de patientèle entre la basse et la haute saison. Mais les professionnels de santé soulignent également que les équipes contribuent, de manière dynamique, à définir leur territoire. L'adaptation au territoire peut se décliner en des stratégies différentes: perdre en proximité immédiate pour assurer la permanence des soins, équiper des bus pour amener le cabinet de consultation jusqu'aux patients, organiser un maillage territorial par le biais de cabinets multisites (par des «antennes» pour les centres de santé ou des maisons de santé «hors les murs»). L'arbitrage passe alors entre multiplier les petits centres de santé ou en faire de plus grands, avec un médecin disponible, mais plus éloignés.

ÉQUILIBRE GÉOGRAPHIQUE ET ÉQUILIBRE FINANCIER

Avec en commun des préoccupations de «santé sociale», ces structures doivent affronter des défis de deux ordres. D'une part, la question d'un maillage territorial équilibré pose la difficulté de penser les implantations en concertation avec les acteurs politiques. D'autre part, les déficits financiers récurrents de ces structures interrogent leur modèle économique: en ce qu'il repose majoritairement sur une rémunération à l'acte effectué, il ne permet pas de couvrir l'ensemble de leurs missions (l'accueil, la gestion du tiers payant, l'ouverture des droits ou la prévention par exemple), et le déséquilibre d'exploitation qui en résulte met en danger leur viabilité et leur pérennité.

Les déficits de ces structures interrogent leur modèle économique.

Au final, si ces structures d'exercice coordonné forment des îlots d'accessibilité sanitaire, elles restent encore très dépendantes de la bonne volonté des professionnels qui les portent, et souffrent d'une précarité de leur modèle économique qui limite leur multiplication rapide et peut, de fait, augmenter les inégalités entre les territoires au lieu de les réduire. ●

TERRITOIRES
Ultramarine solitude

Par **Fred Constant**

Près de quatre-vingts ans après leur décolonisation officielle, les territoires ultramarins, qui regorgent pourtant de potentiel, connaissent à nouveau une dégradation de leurs relations avec la France métropolitaine.

Des émeutes urbaines en Nouvelle-Calédonie à la crise de Mayotte, des troubles sociaux de la «vie chère» en Martinique au contentieux nucléaire en Polynésie française, la France connaît à nouveau une dégradation de sa relation avec ses territoires transocéaniques, près de quatre-vingts ans après leur décolonisation officielle en 1946. Cette actualité brûlante témoigne d'un risque de «décrochage» politique alors que les autorités nationales sont accaparées par la réduction du déficit budgétaire et une conjoncture internationale incertaine.

Trop souvent perçus comme des «territoires à problèmes», les outre-mer sont pourtant aussi potentiellement des «territoires de solutions». Ils pourraient être irrémédiablement perdus pour la République française à défaut d'un *aggiornamento* de la relation transocéanique. Cette refondation impliquerait une réduction sensible des écarts de niveau de vie avec l'Hexagone, une libération du potentiel de leurs économies et une promotion ardente de communs transocéaniques.

DES ÉCARTS DE NIVEAUX DE VIE

Le PIB par habitant des territoires ultramarins affiche un retard substantiel sur celui de la France métropolitaine, évalué à plus de 41900 euros par l'Insee en 2023: l'écart dépasse 30000 euros pour Mayotte, 20000 euros pour Saint-Martin, la Guyane, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna, 10000 euros pour la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion, et 5000 euros pour la Nouvelle-Calédonie (1). La pauvreté y reste plus élevée: elle touche quatre habitants sur cinq à Mayotte, quatre sur dix à La Réunion ou encore trois sur dix en Martinique et en Guadeloupe.

Les conditions de vie y sont plus défavorables. L'accès aux services publics (santé, éducation, droits sociaux, justice, sécurité) y est plus inégalitaire. Six cent mille personnes seraient mal logées (2). 160000 vivraient dans des habitations de fortune, 150000 dans des logements privés de confort, 220000 en situation de surpeuplement accentué; de nombreux bidonvilles existent, notamment en Guyane ou à Mayotte. Ces carences nourrissent la perception d'une politique de «double standard» et entretiennent un sentiment d'abandon par les pouvoirs publics.

Pour remédier à ces déficits d'égalité qui alimentent une criminalité en forte hausse (3), il convient de mettre fin à un mode d'action publique qui se caractérise par des annonces non suivies d'effets, un sous-investissement public chronique, des mesures à court terme et à moindre coût. La continuité de l'action publique doit impérativement prévaloir sur la gestion de l'urgence.

Ce qui importe aujourd'hui est de s'attaquer à la racine des problèmes pour leur apporter des solutions durables. La question récurrente de la vie chère en fournit une expression exemplaire. En dépit de fortes mobilisations sociales (comme celles de 2008 et 2017 en Guyane, 2009 en Martinique et en Guadeloupe, 2011 à Mayotte, 2018 à La Réunion), elle n'a toujours pas fait l'objet d'une réponse efficace et pérenne de la part des pouvoirs publics, malgré le vote de la loi relative à l'égalité réelle outre-mer en 2017. Il a fallu le déclenchement d'un énième mouvement de protestation en 2024 pour que le Parlement, avec deux propositions de loi, et le gouvernement Bayrou, avec un projet de loi, se saisissent à nouveau de la question.

Fred Constant est professeur des universités en science politique et ancien haut fonctionnaire. Il vient de publier la deuxième édition revue et augmentée de *Géopolitique des outre-mer. Entre déclassement et (re)valorisation* (Le Cavalier bleu, 2025).

© Franck Tomps



Mamoudzou, «La barge», poumon urbain de Mayotte, 2022. Photo de Franck Tomps, lauréat de la Grande commande BNF de photojournalisme en 2022, du prix de la Quinzaine photographique nantaise en 2024 et auteur de l'ouvrage *Répliques, Mayotte en république* (Loco éditions, 2024).

DIVERSIFIER LES ÉCONOMIES, ÉLARGIR LE CHAMP DU POSSIBLE

Comme l'écrivent pour la énième fois deux expertes, Michèle Chay et Sarah Mouhoussoune, ce fléau de la vie chère est le reflet d'un «(...) *dysfonctionnement systémique, celui d'économies de comptoir postcoloniales bloquées, dans un contexte d'immobilisme politique dont l'État et les élus locaux ont leur part de responsabilité*» (4). Pour le combattre efficacement, il est urgent de réformer en profondeur un modèle économique sclérosé, hérité du passé colonial et fondé sur la rente, pour favoriser une trajectoire de développement plus concurrentielle et innovante, basée sur les atouts et ressources de chaque territoire.

La diversification agricole et l'autonomie alimentaire restent un vœu pieux lorsque la canne à sucre est subventionnée au-delà de son chiffre d'affaires ou que la banane absorbe plus de 60% des aides européennes au secteur agricole. Pourquoi ne pas privilégier des marchés de niche plus rémunérateurs (banane biologique, sucres spéciaux, produits transformés...) ou encore convertir certains outre-mer en territoires de référence dans le domaine de la transition écologique et énergétique? Pourquoi ne pas en faire des laboratoires des «mix énergétiques» de demain? Les doter de filières de formation en adéquation avec le modèle émergent d'une économie décarbonée? En faire aussi des lieux d'innovation dans le secteur des transports collectifs, du numérique et des industries du futur ou encore de l'interconnectivité aérienne et maritime des territoires? Y développer des technopôles en matière de construction durable et d'agro-industrie? Exporter ce savoir-faire dans les pays de leur environnement régional, en renforçant des échanges de biens et services actuellement entravés par des règles européennes inadaptées?

Il faut promouvoir l'histoire que les outre-mer ont en partage avec la France continentale.

Faire pays avec les outre-mer passe aussi par une meilleure connaissance de ces territoires dans l'Hexagone, où ils sont souvent regardés comme des «étrangetés» ou des «curiosités». Pour corriger cette situation anormale, il est nécessaire de promouvoir avec ardeur l'histoire qu'ils ont en partage avec la France continentale. Ces «communs transocéaniques», tissés au fil d'une relation multiséculaire avec ses ombres et ses lumières, forment le patrimoine immatériel indivis de tous ceux qui se reconnaissent comme membres d'une même communauté nationale. Ces liens symboliques avec les outre-mer, qui s'avèrent essentiels pour créer une «société commune»

(*affectio societatis*), méritent d'être renforcés, au-delà des exigences d'égalité citoyenne en matière économique ou sociale. Leur apport à la vie de la nation devrait être davantage valorisé par les pouvoirs publics et enseigné dans les établissements scolaires, notamment la mémoire de leurs plus beaux fleurons tels que Félix Éboué, Gaston Monnerville, Victor Sablé, Paul Vergès, Aimé Césaire, Lucette Michaux-Chevry, Raymond Barre, Poovana'a a Oopa, Jean-Marie Tjibaou ou Jacques Lafleur.

Il en est de même de leurs richesses linguistiques, culturelles et artistiques. Le français y coexiste avec une cinquantaine des soixante-quinze langues de France. Les grandes religions mondiales y cohabitent avec harmonie. On y trouve une diversité ethnique remarquable et des métissages uniques. Les territoires ultramarins comptent des hommes et des femmes de lettres de classe mondiale tels que Saint-John Perse, Aimé Césaire, Frantz Fanon, Édouard Glissant, Maryse Condé, Simone Schwarz-Bart, Patrick Chamoiseau ou Raphaël Confiant. Leurs arts, traditions populaires et sites historiques sont reconnus internationalement. Toutefois, la France, qui a pourtant été à la pointe du combat pour la diversité culturelle, ne les valorise pas suffisamment dans son récit national et la projection de son image internationale. ●

(1) Seuls Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon affichent des valeurs moyennes sensiblement équivalentes à celles de la France continentale.
(2) Ces chiffres sont tirés du rapport de la fondation Abbé-Pierre sur le logement outre-mer, publié en 2023.
(3) Notamment en Guadeloupe et en Martinique, devenues une zone de rebond pour le trafic de drogue à destination de l'Europe.
(4) Michèle Chay et Sarah Mouhoussoune, «L'accès aux services publics dans les outre-mer », Conseil économique, social et environnemental (CESE), 2020.



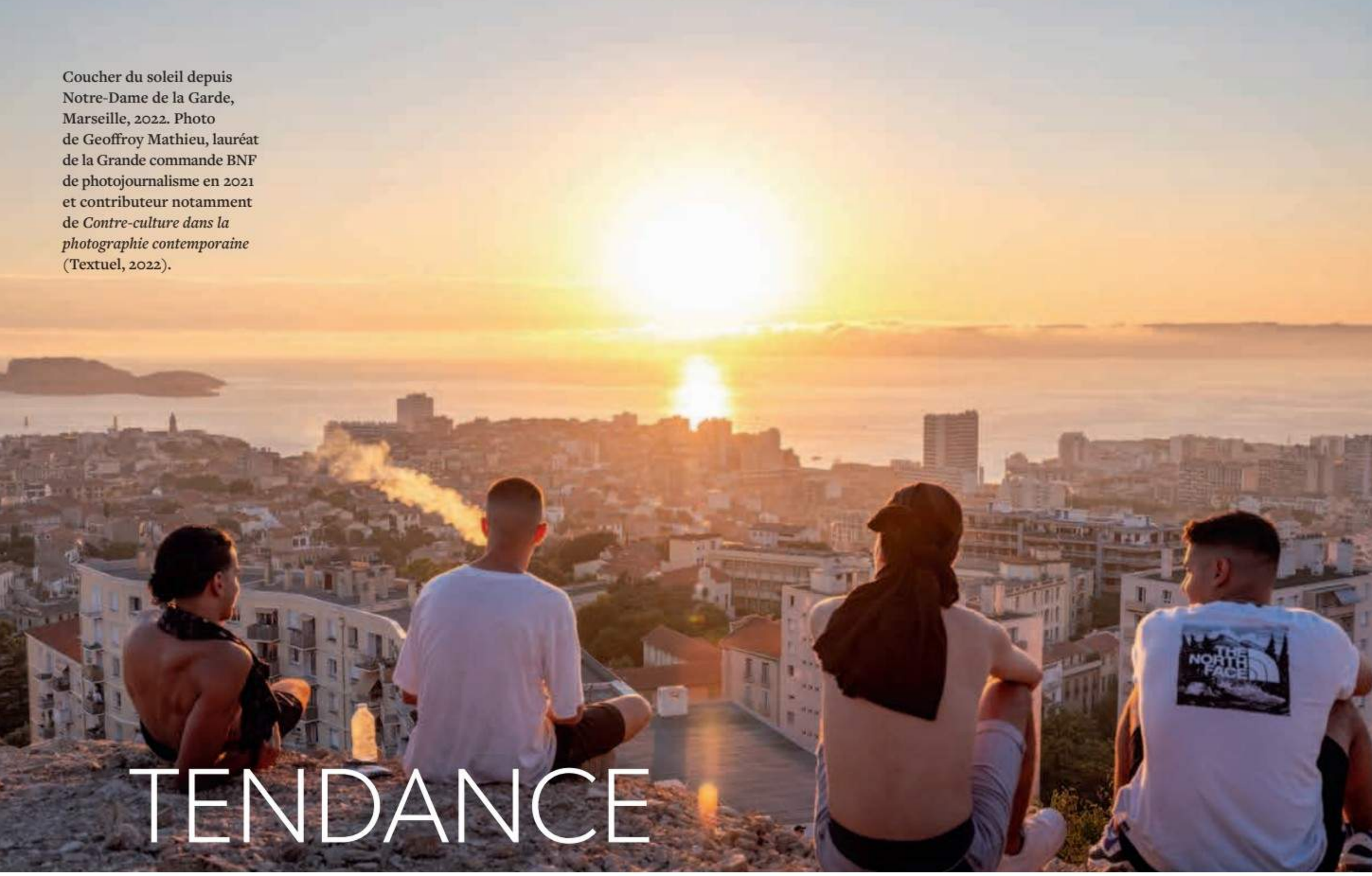
NOUVELLE-CALÉDONIE-KANAKY
Vers une indépendance hybride ?

Le destin de tous les Calédoniens est lié : «Caldoches», kanak, «Océaniens» et autres, sont condamnés à prospérer ou à sombrer ensemble. Pour avoir ignoré cette évidence (ainsi que le poids du legs colonial) en tentant d'imposer des réformes unilatérales sur fond d'intérêts géostratégiques, les autorités françaises ont dilapidé le capital politique de trois décennies de progrès et de paix que les accords de Matignon (1988) et de Nouméa (1998) avaient rendu possible. La décision d'actualiser la composition du corps électoral (qui avait été gelé en 1998 pour consolider les équilibres démographiques et politiques d'alors), a déclenché en mai 2024 une violence insurrectionnelle aussi brutale que prévisible, avec son cortège de morts, de blessés, de dégradations matérielles ainsi que la mise à mal d'une économie déjà fragilisée.

Sous l'impulsion de Manuel Valls, le dialogue est rétabli en mars 2025 lors du conclave de Déva qui se solde néanmoins par un échec. Les loyalistes s'arcboutent sur le projet d'une «fédération territoriale au sein de la République» tandis que les indépendantistes et l'Éveil océanien revendiquent un «projet de souveraineté en association avec la France». À l'initiative du président de la République, un sommet «de la dernière chance» est organisé à Bougival en juillet 2025. Contre toute attente, il aboutit in extremis à la signature d'un accord politique. Outre une Constitution propre, un régime de double nationalité et une reconnaissance internationale, il institue un «État de la Nouvelle-Calédonie dans l'ensemble national», le principe d'un transfert des compétences régaliennes (défense, sécurité, justice, monnaie) ainsi qu'un pacte de refondation économique et financière.

Cependant, sa mise en œuvre reste subordonnée à des équilibres politiques (nationaux et locaux) indispensables pour faire approuver l'accord par les Calédoniens, réviser le titre XIII de la Constitution française et adopter la loi organique spéciale. ● **F.C.**

© Rarrarorro / Getty



Coucher du soleil depuis Notre-Dame de la Garde, Marseille, 2022. Photo de Geoffroy Mathieu, lauréat de la Grande commande BNF de photojournalisme en 2021 et contributeur notamment de *Contre-culture dans la photographie contemporaine* (Textuel, 2022).

Marseille, entre attraction et répulsion

Entre nouvelle image sexy, amorce de gentrification, recul de la place de la voiture et même inflexions de l'accent local, Marseille se transforme, comme toutes les métropoles. Mais la vie quotidienne y a-t-elle évolué pour autant ?

Août 2020. Cela fait trois mois que les Français sont déconfinés. Ils ne le savent pas encore, mais ils devront regagner leurs intérieurs en octobre de la même année pour affronter la deuxième vague du coronavirus. C'est dans l'intervalle entre ces deux mauvais souvenirs que quelques notes suraiguës et entêtantes transpercent l'été. SCH, Naps, Soso Maness..., huit rappeurs marseillais de premier plan, réunis par l'incontournable Jul, rendent public le single *Bande organisée*, dont le clip a été tourné sur les pelouses du stade Vélodrome de Marseille.

Succès populaire massif et instantané, *Bande organisée* devient rapidement le titre le plus écouté et le plus visionné de l'année. Touristes, Marseillais ou Parisiens entonnent en chœur les mêmes refrains: «*Oui ma gâtée*», «*Le J, c'est le S*» et, bien sûr, «*C'est Marseille, bébé*», devenu signe de ralliement de tous ceux que la ville méditerranéenne séduit et attire. L'été 2020 sera celui de la redécouverte de la cité phocéenne par des bataillons de touristes qui affluent sur la plage des Catalans, dans les pizzerias du Panier ou sur les terrasses du cours Julien.

C'est enfin la même année, à l'issue d'élections municipales elles aussi scindées en deux par le covid, qu'une quasi-inconnue du grand public (et des Marseillais), la médecin Michèle Rubirola, est élue maire de Marseille sous la bannière de l'union de la gauche, marquant une alternance historique après vingt-cinq ans de règne de Jean-Claude Gaudin. En 2021, le président Macron annoncera solennellement depuis le palais du Pharo son plan «Marseille en Grand» pour réhabiliter les écoles et les infrastructures de la ville, trois ans

© Geoffroy Mathieu

après le traumatisme causé par l'effondrement meurtrier d'un immeuble de la rue d'Aubagne.

UN CHANGEMENT DE PHYSIONOMIE ET D'IMAGE

Marseille occupe le devant de la scène depuis plus d'une décennie. Lorsqu'on interroge observateurs et acteurs de la ville sur sa mutation, beaucoup remontent à 2013, l'année où elle a porté le titre de Capitale européenne de la culture et cristallisé une nouvelle posture. Tous citent les projets qui ont transformé sa physionomie, son littoral et son espace public: le Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Mucem), la restitution aux piétons du bas de la Canebière ou d'une partie du Vieux-Port, mais également l'avènement d'une myriade de lieux festifs, gastronomiques et culturels. «*On a pu accueillir la flamme olympique devant 200000 Marseillais réunis sur le Vieux-Port sans un seul incident, avec des images sublimes qui ont fait le tour du monde*», s'enthousiasme Olivia Fortin. La maire des 6e et 8e arrondissements, le plus beau secteur de la ville avec Notre-Dame de la Garde, le stade Vélodrome et les plages des quartiers Sud – et l'un des deux qui, symboliquement, a été repris à la droite en 2020 –, mentionne dans un même élan la visite du pape François ou le concert de Beyoncé en 2023.

Une myriade de lieux festifs, gastronomiques et culturels rajeunissent l'image de la ville.

C'est l'autre changement clé de la ville, son image, de Marseille bébé au Printemps marseillais, le mouvement politique d'union de la gauche, qui s'est présenté avec un programme de rupture vis-à-vis des pratiques clientélistes locales: tout serait désormais frais, sexy et renouvelé. Une fascination s'empare à intervalles réguliers des médias et des milieux culturels, au point de construire une Marseille fantasmée parfois en décalage avec la réalité quotidienne. Un renouvellement qu'est d'ailleurs venue incarner de manière parodique, dans le champ académique, la création en 2013 par des chercheurs d'une «Nouvelle société savante de marseillologie» dédiée à l'étude des stéréotypes associés à Marseille.

Une question, notamment, anime et divise les spécialistes de Marseille: l'arrivée de populations extérieures, très commentée dans les médias, est-elle si massive qu'on le dit? Marseille a-t-elle vraiment changé sous l'impulsion de ceux qu'on appelle les «venants», surnom trouvé en 2020 par Hadrien Bels, un écrivain originaire du Panier, dans *Cinq dans tes yeux* (2020), un roman croquant avec une ironie féroce les modes de vie des néo-Marseillais?

Le doctorant en démographie Émile Duflot travaille précisément sur les mouvements résidentiels à Marseille. «*Il y a un sentiment général d'une gentrification à la marseillaise, qu'on commence à nommer comme telle alors qu'on a longtemps dit que le phénomène n'existait pas ici.*» Grâce aux données fiscales qui permettent de suivre un individu sur deux années à une échelle locale très fine, le chercheur a mesuré que chaque année, entre 2015 et 2022, les nouveaux arrivants représentaient environ 3% de la population de la ville, une moyenne qui masque des flux plus importants dans le centre-ville et les beaux quartiers au sud. Soit 24000 à 28000 arrivées annuelles. «*Mais en réalité, le covid a plutôt boosté les départs,* explique Émile Duflot, *puisque cette même année 2022, ce sont… environ 37600 habitants qui l'ont quittée!*» Arrivées de couples sans enfants ou de jeunes fraîchement diplômés, départ de familles vers les quartiers périphériques et les communes de l'arrière-pays: ce chassé-croisé marseillais ressemble à celui observé dans d'autres grandes villes depuis les confinements.

LE (NOUVEAU) PARLER MARSEILLAIS

Marseillais jusqu'au bout des ongles – il a beaucoup de mal à accepter la victoire du PSG en Ligue des champions –, le linguiste Médéric Gasquet-Cyrus, maître de conférences à l'université Aix-Marseille (1), note lui aussi la coexistence d'indices de renouveau et de permanence, par exemple au travers des inflexions de l'accent marseillais ou de l'introduction de nouvelles expressions. «*Évidemment, le phénomène des néo-Marseillais n'est pas massif en termes démographiques; en revanche, ils ont un certain poids symbolique. Ils parlent un français qu'on dit plus nivelé, celui qu'on entend dans les médias. Comme ces personnes sont désormais en contact avec des habitants de plus longue date, il y a deux possibilités: soit les nouveaux arrivants s'adaptent et prennent le pli, soit ce sont les Marseillais qui se mettent à parler "pointu"!*»

Verdict: entre acoquinement et volonté d'intégration, le linguiste a constaté qu'un certain parler marseillais, populaire et gouailleur, atteignait des couches sociales qui en sont pourtant éloignées: «*Cela commence souvent par une imitation légèrement moqueuse, puis, l'expression entre dans l'usage courant et ça devient cool de parler comme ça.*» Exemples: «*Le succès de l'affrication, le fait de prononcer "la Valentchine" pour désigner le quartier de la Valentine dans les quartiers Est. Ou encore cette tendance qui consiste à transformer la fin des mots en "é" avec la diphtongue "ew". C'est quelque chose qui vient de programmes de téléréalité comme* Les Marseillais *et qui s'est diffusé avec les réseaux sociaux. Or, la jeunesse qui popularise ces expressions vient de la petite bourgeoisie locale, souvent en lien à la fois avec le Marseille populaire du foot et du rap, et avec le nouveau Marseille,*

celui des restaurants branchés, des rooftops *ou des quartiers à la mode comme Malmousque.*» Dans une métropole marseillaise traversée par les migrations, la mobilité et la diversité culturelle, il n'y aurait pas ou plus de césure nette entre néo-Marseillais et anciens: les deux peuvent se côtoyer sur le bas de la Canebière, au stade ou dans les calanques, et donc adopter les mêmes expressions. Et la césure même entre Marseillais et reste de la France s'estompe quelque peu: l'affrication s'est diffusée sur l'ensemble du territoire, au point de devenir récemment un sujet de curiosité dans des médias lancés dans l'analyse du «*nouveau tic de langage des jeunes*».

TOUT-VOITURE FACE AU «MARSEILLE DU QUART D'HEURE»

Trottoirs sales et chaussée défoncée, métro à l'arrêt après 21 heures, règlements de compte liés au narcotrafic... Au-delà de «*la douceur qu'on lui prête sur la carte postale ou les belles images des réseaux sociaux*», la vie quotidienne marseillaise, reconnaît l'élue Olivia Fortin, peut cependant s'avérer déstabilisante. Un point de focalisation revient sur le terrain, l'incivilité au volant, «*qu'on a tendance à relativiser sous prétexte que c'est couleur locale, alors que pour moi cela relève d'une criminalité*», juge Médéric Gasquet-Cyrus. «*La route fait deux fois plus de morts à Marseille que le narcotrafic,* renchérit la maire des 6e et 8e. *L'État a pris en main le second sujet, mais nous devons faire changer le comportement routier. Ce que j'adorerais, c'est rendre sexy le fait de conduire comme une mamie à Marseille!*»
Au-delà des infractions routières, les élus subissent une levée de boucliers lorsqu'ils suppriment le stationnement à cheval pour permettre le passage des poussettes sur les trottoirs. Les commerçants du centre-ville vivent mal les restrictions du stationnement au profit des pistes cyclables, les accusant de faire chuter leur chiffre d'affaires. À quelques mois des élections municipales, et à l'image de ce qu'on constate dans d'autres grandes villes conquises par la gauche et les écologistes, comme Lyon, «*tout ce qui concerne la place de l'automobile sera le principal sujet de clivage politique entre réacs et progressistes, anciens et nouveaux*», anticipe l'élue marseillaise. En attendant, la place de la voiture a bel et bien reculé au profit d'une antinomique «ville du quart d'heure» à la marseillaise plus ou moins bien acceptée. Une fois par mois, la Corniche, véritable voie rapide qui serpente le long du littoral sud, est interdite à la circulation et réservée aux piétons. Un événement qui aurait été impensable une décennie plus tôt. ●

(1) Médéric Gasquet-Cyrus a codirigé avec Jean-Michel Géa le numéro «Marseille, entre gentrification et ségrégation langagière», *Langage et société*, n° 162, 2017/4.

JEAN-LAURENT CASSELY



© Stuart Freedman/ Getty

NÉO-MARSEILLAIS
Un aller pas simple

Cinq ans après que l'auteur marseillais Hadrien Bels a popularisé le terme «venants» pour désigner les néo-Marseillais (*lire ci-contre*), l'écrivaine Esther Teillard racontait, dans une tribune parue dans *Libération* en avril 2025 **(1)**, les déconvenues et la déception de ces jeunes couples branchés qui se sont installés à Marseille pour l'espace et le soleil et se heurtent à l'incivisme et à la saleté. Les réactions et contre-tribunes n'ont pas tardé à se multiplier dans les médias et sur les réseaux sociaux. Tempête dans une calanque... ou une crique néo-marseillaise?
Le cri de colère de la romancière et la polémique qui s'est ouverte en avril dernier sont pourtant révélateurs d'un «*trouble dans les identités marseillaises*», a souligné le sociologue Nicolas Maisetti, maître de conférences à Paris 8 et cofondateur de la «Nouvelle société savante de marseillologie», toujours dans les colonnes de *Libération* **(2)**. Le chercheur concède des «*transformations spatiales et sociales*» depuis la nouvelle vague d'arrivées, mais regrette que la gentrification soit devenue «*l'unique grille de lecture de la ville*» au risque de «*faire écran aux autres problèmes de Marseille*», comme la question de l'habitat, la transition écologique ou la rénovation des écoles. Effet TGV, apparition des boîtes à clés dans les quartiers touristiques, repartage de l'espace public entre les modes de transport: ces transformations à l'œuvre à Marseille s'observent dans d'autres grandes agglomérations, comme Rennes ou Bordeaux. Et les mêmes causes y produisent les mêmes effets, tels que le rejet des populations nouvellement arrivées. ● **J.-L.C.**

(1) Esther Teillard, «Les Parisiens qui débarquent à Marseille prennent leurs clics et une claque», *Libération*, 10 avril 2025.
(2) Nicolas Maisetti, «Marseille n'accepte ni ne rejette personne, pour la bonne raison que ce n'est pas un personnage», *Libération*, 24 avril 2025.

GÉOGRAPHIE
TECTONIQUE DES PLAQUES

A-t-on le choix du lieu où l'on habite? Si oui, toujours sous contrainte. Des Français déménagent à la campagne, d'autres affluent dans les grandes villes ou à la périphérie tandis que les «montagnards» s'interrogent sur leur avenir.

RURAUX

Le mythe d'un « exode urbain » a vécu

Les confinements provoqués par le covid-19, l'essor du télétravail, la crise du logement et l'urgence écologique ont alimenté, au début des années 2020, l'hypothèse médiatique d'un «exode urbain», un demi-siècle environ après la fin de l'exode rural. Une grande étude parue en 2022 à l'initiative du Réseau rural français et menée à partir de sources originales (recherches immobilières sur le Bon Coin, contrats de réexpédition de courrier de la Poste...) nuance pourtant beaucoup cette tendance. Les grands pôles métropolitains (au premier rang desquels le Grand Paris) continuent de jouer un rôle structurant majeur. On constate bien des départs depuis le cœur des métropoles mais qui participent moins d'un exode que d'un «*desserrement urbain*» au profit des zones périurbaines ou d'un «*rééquilibrage urbain*» au profit de villes de taille inférieure. Un processus de «*renaissance rurale*» est par ailleurs à l'œuvre, avec un solde migratoire positif dans les zones rurales, mais il a préexisté à la pandémie de covid-19 et se révèle sélectif: toutes les zones rurales ne tirent pas de la même façon leur épingle du jeu. Au final, l'expression «exode urbain» se révèle doublement trompeuse: le premier terme est très exagéré, le second erroné.



URBAINS

Villes moyennes, entre crise et revanche

Les Français veulent-ils revoir Vesoul ou Vierzon? Ces dernières années, le destin des «villes moyennes» a suscité beaucoup d'attention de la part des pouvoirs publics: disparition des services publics, pénurie d'emplois, logements vacants, crise du commerce de centre-ville concurrencé par les zones commerciales en périphérie... De cette crise supposée, ces villes moyennes (catégorie par ailleurs très élastique, puisqu'elle peut désigner une ville de 10000 comme de 100000 habitants) seraient aujourd'hui passées à une «revanche» dans la foulée de la pandémie. La recherche nuance les deux constats. Non, les villes moyennes ne sont pas toutes en crise; en revanche, pour une partie d'entre elles, l'emploi et le logement souffrent davantage dans la ville-centre que dans la périphérie, ce qu'on ne constate pas dans les grandes agglomérations. Par ailleurs, avant même la pandémie, certaines de ces villes connaissaient déjà un certain dynamisme, le long des littoraux et dans la vallée du Rhône; en revanche, plusieurs dizaines d'entre elles, plutôt situées dans un grand quart nord-est, se révèlent effectivement en retrait quand on examine leur dynamique démographique ou économique.

IMAGINAIRES

France des places, France des ronds-points

Le mouvement des Gilets jaunes, grand moment politique de la décennie écoulée, s'est déployé à partir du 17 novembre 2018: au sommet de la mobilisation, on a recensé jusqu'à 800 points de blocage sur tout le territoire français et jusqu'à 3 millions de protestataires arborant le fameux gilet jaune fluo à bandes réfléchissantes. Il est parti des ronds-points, parkings de zones commerciales et péages d'autoroute – des «*non-lieux*» selon l'anthropologue Marc Augé, qui sont les lieux bien réels de la France périurbaine – avant d'investir les centres-villes, avec des degrés de violence et de répression croissants: la place de l'Étoile à Paris, où l'Arc de Triomphe est vandalisé le 1er décembre 2018, la place du Capitole à Toulouse, la place Bellecour de Lyon... «*Le mouvement des Gilets jaunes, de par sa diversité et son efficacité spatiale inédite, nous force* [...] *à refaire la géographie de la France*», écrivait le géographe Samuel Depraz dans *Libération* du 16 janvier 2019.

Avant que les Gilets jaunes révèlent l'importance politique du périurbain, celui-ci avait fait l'objet d'un débat esthétique retentissant. Dans une enquête de 2010, *Télérama* dénonçait «*la France moche*», celle des paysages sans âme des abords de villes et de villages, enfilade monotone de zones commerciales reliées par des voies rapides et des ronds-points. Tout le quotidien de la «*France contrainte*» – qui n'est pas la plus pauvre, mais où les déplacements, la voiture, l'énergie, les crédits pèsent plus lourd qu'ailleurs – se trouvait publiquement dévalorisé. Dans le même temps, les centres-villes faisaient l'objet d'investissements massifs destinés à compenser le dépérissement des activités administratives et industrielles.

Tout aussi spectaculaires que les mutations de l'étalement urbain sont celles d'une France de places centrales rénovées, de mobilier urbain soigné, de friches réinvesties, de commerces de bouche, de musées et de festivals culturels. Paris, Lille, Bordeaux, Metz, Nantes et d'autres villes plus petites ont opéré cette mue. Potentiel touristique et «gentrification» sont allés de pair (avec d'un côté l'essor d'Airbnb et de l'autre celui du télétravail à partir de la crise du covid-19), faisant monter les prix de l'immobilier. De nouvelles franges de la population ont ainsi rejoint la périphérie...

> ***«Pour la première fois* [...] *en France depuis Jean-Jacques Rousseau, la campagne était redevenue* tendance.»**
>
> **Michel Houellebecq,** ***La carte et le territoire*** **(Flammarion, 2010)**

MONTAGNE

Le défi de l'après-ski

Y aura-t-il de la neige à Noël 2030? Alors que la France accueillera cette année-là les Jeux olympiques d'hiver dans les Alpes, la question de l'avenir des stations de montagne se pose plus que jamais. L'urgence climatique accentue l'essoufflement d'un modèle de tourisme fondé sur l'exploitation d'un «or blanc» qui se raréfie. Et dont le substitut artificiel, sous la forme d'une «neige de culture», pose lui-même toute une série de problèmes environnementaux... Ces dernières années, la façon dont les stations de montagne tentent – ou ne tentent pas – d'entamer une «transition soutenable» a fait l'objet d'une attention accrue chez les urbanistes et les géographes. Ceux-ci identifient des éléments de réflexion autour d'un nouveau modèle et de nouvelles activités, mais aussi une forte inertie provoquée par une croyance, parfois excessive, dans des solutions techniques ou par la volonté de profiter à plein des dernières années de rentabilité du modèle actuel. Selon un concept classique des sciences sociales, appliqué à ce cas précis par l'urbaniste Vincent Vlès, les stations de montagne subissent ce qu'on appelle une «dépendance au sentier», trop engagées qu'elles sont dans un modèle pour le redéfinir.

SOPHIE GHERARDI ET JEAN-MARIE POTTIER

80 km/h

En 2018, la loi a imposé cette limitation de vitesse sur certains tronçons particulièrement accidentogènes de routes départementales. Une mesure devenue un point de crispation durant la crise des Gilets jaunes, et depuis assouplie: en 2025, une majorité de départements sont revenus aux 90 km/h.





De nouveaux visages dans les campagnes

Par **Cécile Gazo**

Tout doit changer, alors que la démographie agricole ne cesse de décliner. L'arrivée de nouveaux exploitants, sans lien préalable avec l'agriculture, apportera-t-elle le renouveau espéré ?

Le poids des attentes qui reposent sur les épaules des futurs agriculteurs est colossal. Il leur faut renouveler les réflexions sur la façon d'exercer le métier et sur les conditions de travail dans les exploitations agricoles, prendre davantage en compte les enjeux climatiques et les adaptations nécessaires, contribuer à l'aménagement et à la vitalité des territoires, fournir une alimentation abondante et de qualité en misant sur les dynamiques d'innovation pour produire autant, si ce n'est plus, en réduisant les dommages causés à l'environnement. Et tout ceci alors que la démographie agricole est en berne.

En effet, il n'y a jamais eu aussi peu d'agriculteurs et le nombre d'installations annuelles (13 000) est loin de compenser le nombre de départs (21 000). Sachant que la moitié des agriculteurs ont plus de 55 ans, une nouvelle diminution du nombre d'exploitations au prochain recensement agricole de 2030 est à prévoir. La loi d'orientation de 2025 ambitionne de rehausser le nombre d'exploitations au-dessus de la barre des 500000 (390 000 aujourd'hui), alors que d'après les projections de l'Insee, ce chiffre devrait passer en dessous de 300000 en 2035.

Dans ce contexte, une nouvelle catégorie de prétendants à l'installation, éloignés du monde agricole par leur origine ou leur parcours professionnel initial, est parfois présentée

Cécile Gazo est docteure en sociologie à l'INP-ENSAT (École nationale supérieure agronomique de Toulouse).

© Anne-Claire Héraud

Viviane, de la ferme holistique du Château Palmer, Margaux-Cantenac, 2022. Marie et Clément de la ferme Bacotte avec leurs chèvres, Saint-Sever, 2022. Photos de Anne-Claire Héraud, photo-reporter engagée pour une une alimentation nourrie de convictions.

comme salvatrice. Cependant, le sujet des conditions d'accès au métier est chargé d'histoire et les représentants de la profession agricole tiennent à préserver des exigences quant aux pratiques et aux modèles agricoles, actuels et à venir.

MICROFERME ET FERME COLLECTIVE

Le débat prend une nouvelle tournure avec l'implication de plus en plus marquée de la société civile. Une chose est sûre, le secteur agricole attire au-delà de ses frontières et les médias insistent sur la figure de personnes en reconversion professionnelle, prêtes à se lancer dans l'aventure. Les personnes non issues du monde agricole représenteraient environ 60% des 21000 personnes qui sollicitent les «Points accueil installation» sans que quiconque puisse fournir de statistiques plus précises faute de données suffisantes. Elles sont souvent présentées comme porteuses d'idées nouvelles, à même de transformer un secteur qui peine à renouveler aussi bien ses pratiques que les personnes qui le font vivre. Les modèles plébiscités sont généralement de deux types: la «microferme» sur laquelle il est possible de combiner un accès facilité aux moyens de production et une plus grande maîtrise des stratégies de commercialisation, et la «ferme collective» au sein de laquelle l'association entre tiers offre un partage de la prise de risque, une complémentarité des différents ateliers productifs et une diminution des temps d'astreinte, améliorant les conditions de vie.
Ces modèles d'agriculture, souvent reliés à des personnes non issues du monde agricole, sont soutenus depuis plusieurs décennies par de nombreuses associations, le plus souvent proches des idées de la Confédération paysanne et de sa vision de l'agriculture familiale et paysanne. Plus récemment, certaines collectivités territoriales ont commencé à les soutenir, en particulier *via* leurs projets alimentaires territoriaux (PAT). Plus nouveau et inédit, des entreprises à mission sont de plus en plus nombreuses à s'impliquer sur le sujet depuis le début de la décennie 2020. Toutes ces organisations insistent sur la diversité croissante des candidats à l'installation et de leur projet et ont bâti des méthodes d'accompagnement spécifiques pour ceux qui sont les plus éloignés des standards professionnels habituels. Tous les projets présentent la particularité d'être sans détour tournés vers le développement de l'agroécologie.

LE MODÈLE «FAMILIAL CONJUGAL» ATTIRE MOINS

Mais qui sont réellement les nouveaux installés, comment caractériser leur diversité et mesurer en quoi ils sont porteurs d'innovation? Vont-ils «changer les campagnes»? À côté du profil conventionnel des enfants d'agriculteurs en reprise familiale après avoir suivi un cursus de formation agricole, se démarquent ces nouveaux profils d'actifs pouvant associer pluriactivité, mobilité professionnelle, «bifurcation», et se projetant sur des formes atypiques d'exploitation, éloignées du modèle «familial conjugal» longtemps au centre des politiques publiques agricoles.
Avec l'essor des reconversions professionnelles qui touchent tous les secteurs d'activité, l'origine agricole ou non n'est plus une variable déterminante dans le choix des modèles d'agriculture retenus. Ce ne sont plus la diversité des profils socioéconomiques ni celle des structures d'exploitation, étudiées de manière disjointe, qui permettent de comprendre les évolutions prévisibles du monde agricole. Ce qui compte le plus, ce sont leurs interactions et leurs mutations pendant le laps de temps que dure l'installation-transmission, ou la création d'entreprise à partir de la restructuration d'exploitations à céder qui ne trouvent pas preneur dans leur état actuel. Réfléchir sur le triptyque «profil-projet-structure» permet d'appréhender ces évolutions. Les décalages et les réalignements du projet des nouveaux installés avec les structures d'exploitation en place tendent à bousculer les catégories, en rendant possibles

La véritable nouveauté réside dans la pluralité des trajectoires et des formes d'installation.

toutes les combinaisons. De ces décalages peuvent naître des agencements inédits ou des formes d'enchevêtrements entre «l'ancien» et «le nouveau» en matière de profil socio-économique, de projet entrepreneurial et d'organisation de la production agricole, qui vont jusqu'à remettre en question la définition de «l'actif agricole»: sera-t-il seulement un producteur de biens agricoles ou combinera-t-il de multiples activités?
Il apparaît très nettement que derrière chaque installation, il existe une pluralité de profils, de projets et de processus menant à l'installation effective. La véritable nouveauté réside dans cette pluralité des formes et des trajectoires d'installation. Les nouveaux enjeux deviennent alors d'arriver à accompagner, soutenir et faire se côtoyer tous les nouveaux installés pour faire vivre les organisations collectives existantes et assurer la souveraineté alimentaire attendue par la société. ●


RADIO PHONE
OFF ON
POWER
88
92
96
100
106
108
FM
MHz
VOLUME
LO
HI

QUE CROIRE, QUI CROIRE ?

Les informations, vraies ou fausses, nous arrivent par tous les réseaux. Se faire une idée du monde et de la vérité est paradoxalement plus difficile qu'avant : l'adulte, le sage, l'expert font moins le poids face à ces figures nouvelles que sont les influenceurs de toutes sortes. Pourtant les Français croient : certains croient en Dieu, moins souvent qu'autrefois mais avec intensité ; certains croient que la planète est fichue mais qu'on peut la sauver et se sauver, certains croient que les partis des extrêmes amènent des solutions à leurs problèmes…

© Lucas Barioulet / Grande commande BNF de photojournalisme

Le Vernoy, Doubs, 2022. Photo de Lucas Barioulet, distingué par le 2e prix du Sony World Photography Awards «Sport category» en 2022, et le prix Rémi Ochlik dans le cadre du festival Visa pour l'image en 2022.



Quand l'influenceur prime sur l'expert

Les jeunes utilisateurs très réguliers des réseaux sociaux sont aussi les plus adeptes des théories du complot et autres vérités alternatives. Une tendance qui s'explique par la crise des autorités traditionnelles.

Une robe qui forme un pli, un brushing trop parfait… Sur les réseaux sociaux, chaque partie du corps de Brigitte Macron est scrutée à la loupe pour documenter une fausse rumeur, alimentée par quantité de photos et vidéos: l'épouse du président de la République serait née homme. Cette théorie transphobe circulait à bas bruit depuis des années avant de décoller sous l'impulsion d'une influenceuse trumpiste, Candace Owens, autrice d'un podcast mis en ligne sur YouTube en janvier 2025. Elle a depuis été reprise massivement, y compris sur des plateformes très fréquentées par les jeunes utilisateurs comme TikTok, où l'ONG américaine de surveillance des médias Media Matters en a repéré des résumés, en anglais mais aussi en français, visionnés des millions de fois.

La perméabilité de la jeunesse aux thèses conspirationnistes, et aux croyances irrationnelles en général, est

© Jérôme Gence / Grande commande BNF de photojournalisme

Collégiens, Poitiers, 2022. Photo de Jérôme Gence, distingué par le prix Pierre et Alexandra Boulat en 2020.

largement avérée. En janvier 2023, l'institut de sondages Ifop a interrogé une batterie de 18-24 ans sur leur adhésion aux «vérités alternatives», pour une enquête réalisée en partenariat par la fondation Reboot et la fondation Jean-Jaurès. Il s'agissait de les faire réagir à des propositions telles que «*Les êtres humains ne sont pas le fruit d'une longue évolution d'autres espèces comme les singes mais ont été créés par une force spirituelle*», «*Les Américains ne sont jamais allés sur la Lune*», «*Les pyramides égyptiennes ont été bâties par des extraterrestres*», «*Il est possible que la Terre soit plate et non pas ronde comme on nous le dit depuis l'école*» ou «*On peut avorter sans risque avec des produits à base de plantes*». Parmi les jeunes sondés, entre un sur six et un sur quatre, selon les propositions, se disaient d'accord.

«*Entre platisme, astrologie, sorcellerie et vaccinophobie, cette étude montre la sécession d'une partie de la jeunesse avec le consensus scientifique*», résumait alors François Kraus, le directeur du pôle «Politique/actualités» à l'Ifop, en soulignant le rôle des réseaux sociaux: «*C'est chez les utilisateurs très réguliers des réseaux sociaux qu'on observe le plus d'adeptes de ces vérités alternatives, réseaux où leurs partisans trouvent une grande liberté pour populariser leurs thèses. Ainsi, la proportion de jeunes adhérant à au moins une de ces contre-vérités atteint des sommets chez les utilisateurs pluriquotidiens de réseaux sociaux de microblogging, avec un pic chez les tiktokeurs utilisant le réseau chinois quotidiennement comme moteur de recherche.*»

BULLES INFORMATIONNELLES

Et pour cause, car les réseaux sociaux sont devenus le canal d'information numéro un des adolescents et jeunes adultes, loin devant les médias traditionnels comme les journaux et la télévision. «*Les jeunes vont plus spontanément chercher des informations sur YouTube ou d'autres réseaux sociaux numériques que sur un site de presse en ligne. Des médias comme* Brut *ont assez bien saisi ces changements et développent des vidéos courtes attrayantes*», relève Valérie Schafer, historienne des cultures numériques et directrice adjointe du Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History (C²DH) à l'université du Luxembourg. Les jeunes sont aussi très réceptifs aux recommandations algorithmiques qui peuvent leur être faites, lesquelles ne sont pas triées en fonction de leur fiabilité mais de leur attractivité: «*Les réseaux sociaux numériques ont la capacité non seulement de pousser des contenus polarisants et polarisés, ceux qui font le "buzz", qui sont populaires, mais aussi de créer des bulles informationnelles et de renforcer les tendances ou intérêts décelés chez le consommateur. Et je parle bien ici de consommateurs et non d'usagers ou de citoyens, car c'est bien la consommation, l'effet réseau, l'attention et la mobilisation des affects qui sont recherchés et non de fournir une information neutre, vérifiée ou juste*», ajoute la chercheuse.

Les influenceurs du Net ont une force de frappe bien supérieure à celle des experts – chercheurs et journalistes, notamment. Tous ne postent pas de *fake news* et certains sont même d'habiles médiateurs scientifiques. Il n'en reste pas moins que la relation qu'ils fondent avec les internautes constitue un terreau favorable à la propagation d'idées irrationnelles dans le domaine de la politique, de la santé ou autre. «*Ils créent de nouveaux modes de partage et de communication qui peuvent donner aux jeunes l'impression d'une forme de proximité, d'authenticité, d'un langage qui est plus proche du leur, sans "filtre", alors que leurs contenus sont extrêmement travaillés*», développe Valérie Schafer. S'ajoute à cela un usage de l'image qui confère une forme de véracité aux fausses informations. Par exemple, cette vidéo postée sur Facebook en 2018 et aussitôt partagée dans le monde entier par des partis d'extrême droite, qui s'accompagnait d'une légende: «*Des migrants envahissent la gare de Paris.*» Sauf que la séquence avait en fait été tournée à l'occasion d'un rassemblement antiraciste contre les violences policières... Ou encore ces vidéos diffusées sur Snapchat et Facebook montrant deux hommes en train de se faire lyncher, images censées donner de la véracité à une histoire infondée de Roumains en camionnette blanche qui kidnapperaient des petites filles en Seine-Saint-Denis pour vendre leurs organes. «*Sur les réseaux sociaux pullulent les vidéos récupérées dans les tréfonds numériques d'il y a cinq ou dix ans, qui sont reprises sans autre forme de procès, avec la volonté d'illustrer ou de tromper. D'autres images sont manipulées, transformées numériquement, ainsi que des textes, avec des outils de plus en plus efficaces*», relève Paul Bertrand, professeur en histoire médiévale à l'Université catholique de Louvain, dans son ouvrage intitulé *Forger le faux. Les usages de l'écrit au Moyen Âge* (Seuil, 2025). L'irruption de l'intelligence artificielle a ainsi permis à quantité d'internautes de fabriquer de toutes pièces des

Les réseaux sociaux sont devenus le canal d'information n° 1 des jeunes adultes.

preuves qui semblent plus vraies que nature. «*L'empire de la rumeur s'est encore étendu – et il s'appuie désormais sur des documents numériques falsifiés ou simplement détournés*», poursuit l'historien.

FAILLITE DE L'AUTORITÉ

L'adhésion d'une partie de la jeunesse à des croyances sans fondement s'explique-t-elle uniquement par ces évolutions technologiques, ou constitue-t-elle simplement un effet de l'âge, susceptible d'être constaté de manière égale génération après génération? Selon la fondation Reboot et la fondation Jean-Jaurès, ces deux facteurs se conjuguent probablement. «*Les études menées depuis des décennies sur le rapport à la science montraient déjà qu'avant l'ère du numérique, les jeunes étaient plus sensibles à ces croyances*», relève leur étude. Dès le milieu des années 1980, les sociologues Daniel Boy et Guy Michelat voyaient dans l'adhésion aux parasciences (astrologie, sorcellerie, fantômes...) un «*refuge ou* [un] *substitut idéologique pour des classes d'âge dont l'intégration sociale n'est pas achevée (statut conjugal, professionnel, social)*» (1). Cet effet s'avérerait cependant plus visible du fait des changements technologiques: «*Notre hypothèse serait donc plutôt qu'il s'agit à la fois d'un effet de génération et d'un effet d'âge, les désordres informationnels de l'ère Internet venant sans doute accentuer la perméabilité traditionnelle des jeunes générations à ces croyances surnaturelles*», avancent les auteurs de l'étude fondée sur le sondage de l'Ifop.

Des jeunes médecins imitent les influenceurs pour dénoncer leurs pseudo-remèdes.

Mais ce n'est pas tout. Derrière cette porosité vis-à-vis des *fake news* et croyances parascientifiques se cache une défiance envers les autorités traditionnelles. Jusque-là, le savoir était vérifié. Il se transmettait par l'intermédiaire d'institutions qui faisaient autorité: l'État, la presse, l'école, l'université, la science... Sauf que la confiance à leur égard s'est effritée, *a fortiori* en France. Selon le dernier Baromètre de la confiance politique du Cevipof, paru en février 2025, 52% des Français considèrent qu'il n'y a pas de quoi être fier de notre système démocratique, contre 42% en Italie et 33% en Allemagne. De plus, seuls 28% des Français estiment que la démocratie fonctionne bien, loin derrière les Italiens (37%) et les Allemands (51%). «*On assiste à une faillite de l'autorité traditionnelle. En Martinique et en Guadeloupe, le scandale du chlordécone, un pesticide accusé de provoquer des cancers de la prostate, a alimenté la défiance envers l'État français. Pas étonnant qu'au moment de la pandémie de covid-19, les populations se soient méfiées des vaccins... Quand on est malmené par les autorités, on va se fier à d'autres autorités!*», analyse le spécialiste des humanités numériques Frédéric Clavert, professeur assistant au Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History à l'université du Luxembourg. «*La crise de l'authenticité et de l'autorité est apparue très clairement lors du covid, qui a révélé des tensions dans les discours eux-mêmes. Les autorités traditionnelles peinaient à se faire entendre, tandis que des microautorités prenaient le dessus, porteuses de contre-discours comme celui des "antivax"*», abonde Paul Bertrand.

Confortée dans des moments où le consensus se fissure, comme les pandémies ou les attentats, cette faillite de l'autorité est aggravée par les nouvelles technologies, qui mettent à l'épreuve les canaux classiques d'information. «*Les réseaux sociaux permettent à tout le monde d'avoir un discours qui a la même apparence. Sur X, chaque tweet est sur le même pied. Il n'y a plus de hiérarchie de l'information, et à la place des autorités classiques, on fait désormais face à une myriade de microautorités qui manipulent à leur guise l'information, ce qui explique l'incapacité à distinguer le vrai du faux*», estime cet historien.

Sur la Toile, le syndicat représentatif des jeunes médecins généralistes (ReAGJIR) a utilisé les moyens de l'adversaire: ses membres se sont servis de la technologie du *deepfake* pour prendre les traits d'influenceurs, détournant des vidéos afin de dénoncer leurs pseudo-remèdes miracles. Sans oublier l'arrivée sur les réseaux sociaux d'influenceurs issus du monde scientifique qui bousculent les codes... «*Il faut investir ces espaces méprisés par une partie de la classe intellectuelle, qui sont aussi des espaces d'éducation. Peut-être que ces influenceurs venus de l'institution vont remettre de la clarté, en essayant d'avoir un discours audible pour les jeunes*», veut croire Paul Bertrand. «*Certains parmi eux sont extrêmement talentueux, mais ils touchent surtout un public intéressé*», pondère Valérie Schafer, convaincue par les vertus de l'éducation aux médias. «*Il faut apprendre aux jeunes à vérifier et croiser leurs sources, à s'intéresser aux producteurs d'informations, à comprendre le fonctionnement des réseaux sociaux et la manière dont ils vont recevoir des recommandations*», clame-t-elle. Une chose est sûre, la riposte s'organise. ●

(1) Daniel Boy et Guy Michelat, «Croyances aux parasciences: dimensions sociales et culturelles», *Revue française de sociologie*, vol. 27, 1986/2.

MARION ROUSSET



Hénin-Beaumont
avant les élections législatives
françaises de 2024.
Photo de Cyril Abad, lauréat
de la Grande commande BNF
de photojournalisme et
de la bourse de photojournalime
du Cnap en 2021.

EXTRÊME DROITE

Le vote RN est-il toujours antisystème ?

Par **Félicien Faury**

La formation d'extrême droite est depuis longtemps présentée comme le réceptacle d'un vote de colère. Une analyse à fortement nuancer à l'heure où elle est devenue le premier parti de France.

Le Rassemblement national (RN) a toujours su manier une rhétorique «antisystème» en se présentant comme un outsider au champ politique – tout en y participant activement. Jean-Marie Le Pen, déjà, dénonçait dans les années 1990 le «*gang de l'établissement*» auquel s'opposerait sa formation politique. On en retrouve l'écho dans les plaintes actuelles de Marine Le Pen contre la classe politique dirigeante, les médias ou le «*gouvernement des juges*».

Qu'en est-il des électeurs de ce parti, à l'heure où ce dernier peut attirer sur son nom autour de 30% des bulletins exprimés au premier tour d'une élection, en 2022 comme en 2024, et plus de 40% au second lors de la dernière présidentielle? Le vote pour le RN est souvent présenté, lui aussi, comme un vote «protestataire», de «colère», du «peuple» contre les «élites». Pourtant, il ne saurait se résumer à des raisons uniquement négatives.

UN VOTE CONFORMISTE

C'est un des grands résultats de la sociologie politique: nous votons en groupes. Même dans l'isoloir, même à bulletin secret, notre vote est conditionné par notre entourage le plus proche, par les personnes dont les avis comptent pour nous, par les groupes sociaux dans lesquels nous nous sentons inclus.

Félicien Faury est sociologue et politiste. Il a récemment publié *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite* (Seuil, 2024).

© Cyril Abad / Inland Stories

Le vote RN ne fait pas exception. Si cette orientation électorale peut être stigmatisée dans certains milieux sociaux, elle est au contraire, dans tout un ensemble d'autres contextes, une ressource symbolique permettant d'exprimer une appartenance collective valorisante. Comme en attestent les enquêtes de sciences sociales, voter RN, c'est ainsi se placer, hier comme aujourd'hui, du côté de «*ceux qui travaillent*», à distance des «*chômeurs*» ou des «*assistés*» (1). C'est aussi se définir comme un «*vrai Français*», opposé aux «*immigrés*», «*étrangers*» ou «*musulmans*» stigmatisés. Caractériser trop rapidement le vote RN d'antisystème empêche donc de voir qu'il s'agit aussi d'un vote d'intégration.

La « normalité » depuis laquelle s'exprime le vote d'extrême droite est perçue comme fragile.

Nombre d'électeurs du RN ont le sentiment d'avoir fourni beaucoup d'efforts pour arriver au statut qui est le leur (posséder un emploi, être propriétaire de son logement, fonder une famille...), tout en sentant que cette stabilité s'effrite peu à peu. Peur du déclassement pour soi et ses enfants, impression de ne plus être «*chez soi*» dans son quartier ou son pays: la «normalité» depuis laquelle s'exprime le vote d'extrême droite est perçue comme fragile, non assurée. C'est ce qui rend le vote RN à la fois conservateur et protestataire (et au fond, au sens strict, réactionnaire): il manifeste un attachement inquiet à un ordre social et moral jugé menacé, qu'il faut défendre activement pour continuer d'y appartenir.

QUI SONT LES «ÉLITES»?

La composante populiste du vote RN est souvent résumée à une détestation des «élites», sans pour autant que ces dernières soient réellement définies. Je propose de distinguer, suivant Pierre Bourdieu, entre les dominants du «pôle économique» de l'espace social, caractérisés avant tout par leur capital économique et leur patrimoine, et ceux du «pôle culturel», qui se démarquent par un capital scolaire élevé et une spécialisation dans le maniement des savoirs et des symboles.

Élites économiques et élites culturelles font l'objet de critiques distinctes de la part des électeurs du RN. Aux premières, on reproche une richesse jugée démesurée, imméritée ou trop ostentatoire. Ce sont ceux «*qui se gavent*», les «*gros bourges*» qui «*veulent montrer qu'ils ont de l'argent*», ou qui «*regardent juste l'argent rentrer*». Notons que ce sont ici avant tout les trop riches qui sont désignés négativement (héritiers, rentiers, ultrariches). En revanche, certains profils intermédiaires – chefs d'entreprise, petits ou moyens patrons – sont très valorisés et constituent des modèles pour beaucoup d'électeurs du RN.

S'agissant des élites culturelles, ce qui est critiqué est alors moins l'argent que la parole. On leur reproche de «*parler beaucoup*» mais «*sans rien faire*», de «*bien parler*» pour mieux «*nous la faire à l'envers*», et surtout de «*donner de grandes leçons*» sans rien connaître à la vie des «*gens comme nous*». Ce rejet des groupes du pôle culturel (enseignants, journalistes, artistes...) apparaît plus systématique, et souvent plus virulent, que celui vis-à-vis du pôle économique. Cela s'explique notamment par le rapport qu'entretiennent les électeurs du RN à l'école et à ce qui lui est associé. Souvent peu diplômés, perdants de la démocratisation scolaire, ils ont beaucoup de raisons sociales de cultiver un ressentiment particulier envers ces «*élites du diplôme*» (2) à qui on reproche leur surplomb et leur arrogance.

LA HAINE DES POLITIQUES

Un groupe semble cependant réunir ces deux types de critiques: les responsables politiques. Si des distinctions apparaissent entre la gauche (davantage «*donneuse de leçons*») et la droite (davantage associée aux mondes de l'argent), il reste que les dirigeants politiques, et en particulier les membres du gouvernement, sont en général regardés comme un tout homogène, alliant toutes les tares auparavant mentionnées. Les responsables politiques sont en effet à la fois accusés de «*se gaver*» (des chiffres très précis circulent sur les salaires et le patrimoine des députés et des ministres) et de faire de «*grands discours*» pour cacher leur hypocrisie ou leur impuissance. Précisons cependant que la chose n'est pas ici propre aux seuls électeurs du RN, tant cette défiance vis-à-vis des institutions politiques et de leurs représentants apparaît désormais largement partagée (*lire ci-contre*).

Le RN échappe-t-il à ce ressentiment général? Les discours des électeurs témoignent de sentiments ambivalents vis-à-vis de cette offre politique. Une défiance de principe peut certes persister: comme on me l'a beaucoup répété, «*le RN, ça reste un parti politique*», c'est-à-dire une institution en laquelle on ne peut pleinement accorder sa confiance. Il reste que le projet lepéniste leur paraît «*moins pire*» que les autres, notamment sur les questions d'insécurité et d'immigration. Ce dernier point peut expliquer pourquoi, malgré la condamnation en première instance de Marine Le Pen suite à l'affaire des assistants parlementaires en mars 2025, son parti n'a guère vu sa popularité électorale diminuer,

© Telmo Pinto / SOPA Images / LightRocket / Getty

comme en attestent la plupart des sondages menés à la suite du verdict.
Ces mêmes enquêtes montrent par ailleurs que Jordan Bardella, l'actuel président du parti, est placé à des ordres de grandeur comparables, sinon identiques, à ceux de Marine Le Pen. Cette interchangeabilité électorale doit inciter à ne pas surestimer le charisme individuel des dirigeants politiques, sinon à céder à ce que le sociologue Michel Dobry nommait l'«illusion héroïque» à propos de l'explication des phénomènes politiques (3). Les rapports de force électoraux sont avant tout la traduction de rapports de force sociaux. Certes, l'incarnation compte, et peut être plus ou moins réussie. Mais la force actuelle de l'extrême droite ne peut se résumer ni à une question de personnes ni, contrairement à ce qu'on a longtemps pu croire, à une «marque» Le Pen.

UN ÉLECTORAT QUI SE FIDÉLISE

La réduction du vote RN à un vote purement protestataire pose donc problème en ce que la «colère» exprimée dans ce choix n'est jamais sans objet, mais orientée contre certains groupes spécifiques. Et, on l'a dit, si protestation il y a, celle-ci se double d'un désir d'intégration et de conservation d'un ordre établi qu'on juge menacé. Le vote RN ne saurait donc être défini par des raisons uniquement négatives.
De façon plus générale, peut-on toujours qualifier le vote RN de vote «antisystème» dans un contexte où cette formation politique parvient par trois fois au second tour des élections présidentielles et obtient 120 députés à l'Assemblée nationale en 2024? Cette extension électorale s'accompagne par ailleurs d'une fidélisation croissante. En effet, alors que le vote RN a souvent été volatil par le passé, cet électorat semble peu à peu, en tout cas dans certains territoires comme le Nord-Est ou le Sud-Est, se fixer durablement, offrant au parti une base solide et fidèle, mobilisée à chaque élection.
À ce titre, on peut aussi douter du caractère «dégagiste» souvent prêté à cette orientation électorale. Au niveau local en tout cas, on a vu que la majorité des municipalités remportées par le RN en 2014 ont été reconduites aux élections suivantes, en 2020, et ce souvent dès le premier tour, par exemple à Hénin-Beaumont, Fréjus ou Beaucaire. Dans ces villes, des pans entiers de l'électorat local s'accommodent progressivement de la présence du RN à la tête de la mairie, jusqu'à basculer et lui accorder leurs suffrages lors du mandat suivant. Les exemples étrangers de gouvernements d'extrême droite qui parviennent à se maintenir une fois au pouvoir ne manquent pas non plus. Ainsi, lorsque le «système» est d'extrême droite, le soutien collectif dont il fait l'objet peut perdurer – et, bien souvent, s'accroître. ●

(1) Jacqueline Blondel et Bernard Lacroix, «Pourquoi votent-ils Front national?», dans Nonna Mayer et Pascal Perrineau (dir.), *Le Front national à découvert*, Presses de Sciences Po, 1996.
(2) Raphaël Challier, «S'engager "du côté des gens bien"», *Politix*, n° 122, 2018/2.
(3) Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, 3e éd., Presses de Sciences Po, 2009.



DÉFIANCE

Le rejet des gouvernants

La défiance envers les responsables politiques, déjà très élevée, ne cesse d'augmenter dans la société française. D'après le «Baromètre de la confiance politique» du Cevipof, entre 2009 et 2025, le niveau de confiance envers les députés est passé de 47% à 40% et celui envers le président de la République de 32% à 23%. Cette baisse se vérifie aussi pour les maires, traditionnellement plus populaires (de 65% à 61%). Cela n'est pas forcément une mauvaise nouvelle, si on considère que cette défiance peut aussi témoigner du sens critique des citoyens vis-à-vis de leur classe politique, comme le suggère le politiste Vincent Tiberj dans son livre *La Droitisation française. Mythes et réalités* (PUF, 2024). Elle est cependant aussi le signe de la distance sociale qui sépare de façon croissante gouvernants et gouvernés. Avec une Assemblée nationale et un champ politique largement dominés par les classes supérieures, aux trajectoires et aux profils très homogènes, l'expression «tous les mêmes» à propos des responsables politiques, souvent décriée comme populiste, n'apparaît pas si fausse sociologiquement... ● **F.F.**

ÉCOLOGIE
LES IDÉES SE POLARISENT

L'environnement au sens large est devenu un sujet de clivages politiques et même moraux. Sur le climat, l'alimentation, le nucléaire ou les droits des animaux, les convictions sont fortes et antagoniques.

CLIMAT

Le scepticisme fait de la résistance

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) mène chaque année une enquête par sondage sur la façon dont les Français se représentent le changement climatique. En 2004, deux ans après le «*Notre maison brûle et nous regardons ailleurs*» de Jacques Chirac, 67% des personnes interrogées présentaient l'impact de l'effet de serre sur le réchauffement climatique comme une certitude scientifique, et 26% comme une hypothèse faisant débat. En 2024, pour les deux mêmes propositions, les scores respectifs étaient de 66% et 33%. 71% font confiance aux scientifiques pour évaluer correctement les conséquences du changement climatique, ordre de grandeur qui est à peu près le même que dix ans plus tôt.

Quant aux désordres climatiques, particulièrement nombreux ces dernières années (incendies de forêt, inondations meurtrières...), ils sont 29% à considérer qu'il s'agit de «*phénomènes naturels comme il y en a toujours eu*», chiffre record depuis la création du baromètre. Comme si, à deux décennies d'écart, les camps «climatoconscient» et «climatosceptique» s'étaient renforcés dans leurs croyances, qui tendent d'ailleurs à se polariser en fonction du positionnement politique: seuls 49% des sondés classés à droite se disent convaincus par l'origine anthropique du changement climatique. Cette stabilité apparente et cette polarisation peuvent dissimuler d'autres évolutions de fond: la proportion de ceux qui disent avoir déjà subi les conséquences de désordres climatiques dans leur quotidien a doublé en dix ans, et la demande de politiques publiques de lutte contre l'effet de serre est en hausse sensible. ●

46%

Fin 2022, près d'un Français sur deux se disait favorable à l'énergie nucléaire, contre 12% défavorables, selon le baromètre de l'Autorité de sûreté nucléaire. Un chiffre qui a connu d'importantes fluctuations en vingt ans, de l'accident de Fukushima à l'invasion de l'Ukraine. Ce qui n'a pas changé, c'est le chiffre des hésitants: 40% à 50% chaque année.

ANIMALISME

Les bêtes s'invitent dans la campagne

Les petits chats, bientôt plus forts que la faucille et le marteau? Aux européennes 2019 puis lors de celles de 2024, une nouvelle formation politique, le Parti animaliste, a talonné le Parti communiste et devancé d'autres partis plus connus, avec à chaque fois un peu moins de 500000 voix, soit environ 2%. Un score modeste mais significatif, à l'issue d'une décennie où le combat dit «animaliste» ou «antispéciste» a gagné en visibilité, entre têtes de gondole médiatiques et luttes marquantes (le sort des bêtes d'abattoir, la suppression des corridas...). Le parti a aussi conquis un siège d'élu régional en Île-de-France et une dizaine de sièges de conseillers municipaux. Des conquêtes électorales qui sont notamment passées par la présence de ses militants sur des listes de gauche, ce qui ne reflète pas forcément son implantation électorale: les premières analyses de ses scores montrent qu'il est puissant là où les écologistes le sont peu, notamment dans les zones périurbaines du Nord-Est. Il recueille ainsi ses meilleurs scores (pas loin du double de sa moyenne nationale) dans des villes moyennes comme Coudekerque-Branche, Boulogne-sur-Mer, Béthune ou Saint-Dié-des-Vosges. ●

© Sophie Debowe / Getty



VOCABULAIRE

« Écoanxiété » et « solastalgie »

De nouveaux mots sont apparus dans notre vocabulaire pour désigner les souffrances psychologiques engendrées par notre degré d'information sur le changement climatique, au premier rang desquels «écoanxiété» et «solastalgie». Le premier, qui résulte d'une contraction entre les mots «écologie» et «anxiété», nomme l'état de stress prétraumatique provoqué par la prise de conscience d'une catastrophe environnementale à venir. Il a été conceptualisé en 1970 par l'historien américain Theodore Roszak, puis popularisé, dans sa version francophone, par la chercheuse belgo-canadienne Véronique Lapaige avant de se répandre dans les médias au tournant des années 2020. Dû au philosophe australien Glenn Albrecht, le second est construit sur le modèle du mot «nostalgie», mais où le grec «*algia*» (douleur) ne serait plus combiné à «*nóstos*» (retour), mais au latin «*solacium*» (réconfort): il désigne la douleur générée par la perte d'un lieu réconfortant détruit par le changement climatique, un paysage par exemple. De premières enquêtes se sont depuis attelées à tenter de cerner le profil de ces «écoanxieux» en France: il s'agirait en majorité de jeunes femmes, plutôt citadines et diplômées. ●

«Et là où ça devient grave, c'est que même la montagne s'effondre. Faute de cohésion, à cause de la glace qui fond, faute à la canicule. Les prises cassent, les rochers tombent, voilà la réalité.»

Nastassja Martin, *Croire aux fauves* (Gallimard, 2019)

ANGOISSES ALIMENTAIRES

Manger sain, une obsession ?

Entre le scandale en 2013 des lasagnes à la viande de cheval et celui en 2025 des PFAS, ces «polluants éternels» présents à haute dose dans certaines eaux du robinet, le soupçon ne fait que croître: l'industrie agroalimentaire nous cache des choses, et ces choses se révèlent mauvaises pour la santé. Pour se défendre, la transparence devient le maître mot. La France, suivie depuis par de nombreux pays, a adopté en janvier 2016 le Nutri-Score: avec son code couleur *flashy*, de A (vert) à E (rouge), l'étiquette informe le consommateur sur la qualité nutritionnelle des produits, notamment leur apport en sucres, sel, matières grasses saturées et, en positif, leur contenu en fibres, protéines... Combattu par un intense lobbying, le Nutri-Score s'est imposé, poussant les consommateurs à acheter plus sain, et les producteurs à alléger leurs recettes.

En France encore, on commence en 2017 à observer un étrange manège dans les rayons: les clients prennent un produit, flashent le code-barres... et le reposent. Ils utilisent l'application Yuka, qui donne des informations ultradétaillées pour chaque produit, y compris les additifs et les colorants suspects. Autre évolution significative: entre 2015 et 2024, les ventes d'aliments bio sont passées de 6 milliards à 12 milliards d'euros, repartant à la hausse après le tassement des années d'inflation. Manger sain est devenu une préoccupation majeure, et pour certains une obsession. Un mot est venu désigner l'hypervigilance et l'hyperrigidité nutritionnelles: l'orthorexie. ●

SOPHIE GHERARDI
ET JEAN-MARIE POTTIER



RELIGION

L'âge des born again

La croyance en Dieu et la pratique religieuse ne cessent de reculer en France. Ce qui n'empêche pas les conversions ou les retours à la foi individuels, vécus avec intensité.

Ce n'était pas arrivé depuis neuf ans: l'ordination d'un prêtre catholique dans le département du Gard. Le 23 septembre 2024, Samuel Roux, 29 ans, barbe de hipster et carrure de rugbyman, célébrait sa première messe dans l'église de son village, Saint-André-d'Olérargues, où il était fêté comme l'enfant du miracle. Au milieu des fidèles d'âge mûr, quelques séminaristes en soutane et quatre religieuses d'une vingtaine d'années dûment voilées attiraient les regards. Il se trouve donc de jeunes Français nés au tournant du 21e siècle suffisamment sûrs de leur foi pour entrer dans les ordres?

Lors des fêtes de Pâques 2025, plus de 10 000 adultes ont reçu le baptême catholique en France, alors que le chiffre tourne d'ordinaire autour de 4000 par an. À quoi est dû ce sursaut d'adhésion à la religion catholique, historiquement majoritaire en France, mais notoirement déclinante? On sait qu'il faut entre quatre et cinq ans aux personnes qui commencent à s'intéresser à la foi pour franchir le pas. Ce qui ramène à 2020-2021, les années covid. Les bouleversements intimes induits par la pandémie et les confinements semblent bien avoir été l'élément déclencheur de la vague 2025 des nouveaux baptisés.

© Alexis Bethune / Le Midi Libre / MaxPPP

Samuel Roux, tout juste ordonné prêtre à la cathédrale de Nîmes, le 22 septembre 2024.

Ces conversions très médiatisées ne doivent pas dissimuler que le fait majeur du premier quart du 21e siècle en France, c'est en réalité le recul de la religion. En 2000, il y avait encore 400000 baptêmes dans l'année, soit la moitié du nombre de naissances; en 2023, le chiffre était divisé par deux. Les catholiques ne sont plus majoritaires. 51% des 18-59 ans interrogés par l'Insee en 2020 déclaraient ne pas croire en Dieu (contre 66% de croyants dans les années 1950). 29% s'identifiaient comme catholiques, 10% comme musulmans, 9% comme d'une autre religion chrétienne, les religions telles que le bouddhisme et le judaïsme tournant autour de 1%.

Toujours d'après l'Insee **(1)**, la transmission de la religion est très différenciée selon les origines: 91% des personnes élevées dans une famille musulmane suivent la religion de leurs parents, 84% dans les familles juives, mais seulement 67% dans les familles catholiques. L'intensité de la pratique varie aussi: 8% des catholiques fréquentent régulièrement un lieu de culte, mais 20% des musulmans, des autres chrétiens et des bouddhistes, et 34% des juifs.

Ces chiffres constituent une photographie de la France après la décennie marquée par les attentats jihadistes. Les conversions express à l'islam ultrafondamentaliste, notamment *via* les réseaux sociaux, ont marqué les esprits, même si elles ne concernaient que quelques centaines de personnes. Il faut dire que la figure du «combattant de Daesh» partant pour la Syrie ou y prenant ses ordres, la mise en scène des pires violences présentées comme une guerre sainte ont contribué à ternir l'image des religions en général. Le chercheur Pierre Bréchon **(2)** a montré que les Français considèrent qu'elles «*apportent plus de conflit que de paix*» (64%); les personnes qui ont de fortes convictions religieuses sont jugées «*souvent trop intolérantes envers les autres*» (61%).

Dans un tel contexte – indifférence religieuse majoritaire, déprise du catholicisme, méfiance envers les religions et en particulier envers l'islam, souvent identifié à l'islamisme –, il se trouve donc pourtant un nombre non négligeable de Français pour se tourner vers la religion. Catholiques se convertissant à l'islam ou au protestantisme évangélique, musulmans se convertissant au catholicisme ou au protestantisme, athées de toutes origines devenant croyants, tous les cas de figure existent. Julien Agoud, chercheur à Sciences Po et auteur du récent *De Mohamed à Jésus. La conversion au catholicisme en France pour les croyants issus de l'islam* (L'Harmattan, 2025), note que les convertis se dirigent souvent vers les courants «charismatiques», une forme intense et traditionaliste de croyance. C'est vrai aussi des nouveaux pratiquants de l'islam ou du judaïsme. On rejoint (ou on redécouvre) une religion pour la vivre avec intensité, ce qu'évoque bien le qualificatif américain de *born again*, «né à nouveau». Olivier Roy, dans *La Sainte Ignorance. Le temps de la religion sans culture* (Seuil, 2008), constate que la religion aujourd'hui est devenue un isolat, sortie des cultures traditionnelles où elle est née, écartée des nouvelles cultures où elle est censée s'intégrer. Elle n'en demeure pas moins un refuge, identitaire ou spirituel, qui garde toute sa puissance d'attraction.

C'est une nouvelle vie que cherchent, et souvent trouvent, les convertis. Personne n'a mieux décrit le phénomène que Paul Claudel. À 18 ans, plongé dans le «*bagne matérialiste*» des années 1880 où «*tout ce qui avait un nom dans l'art, dans la science et dans la littérature, était irréligieux*», le futur écrivain se rendit un soir de Noël à Notre-Dame, par curiosité. Mais voilà que «*près du second pilier à l'entrée du chœur à droite*» se produisit en lui une conversion soudaine et définitive. «*En un instant, mon cœur fut touché et je crus. Je crus, d'une telle force d'adhésion, d'un tel soulèvement de tout mon être, d'une conviction si puissante, d'une telle certitude ne laissant place à aucune espèce de doute, que, depuis, tous les livres, tous les raisonnements, tous les hasards d'une vie agitée, n'ont pu ébranler ma foi, ni, à vrai dire, la toucher.*» (*Ma conversion*, 1913)

La conversion résulte souvent d'un choc émotionnel comme celui décrit par Paul Claudel.

Tous les ingrédients de la conversion moderne se situent là: l'ignorance préalable de la religion, le matérialisme ambiant, le vide intérieur (Claudel se décrit comme un «*malheureux enfant*» en proie au désespoir), et le choc émotionnel soudain. En 2025, Notre-Dame reste d'ailleurs une sorte d'aimant spirituel: selon une étude du journal *La Croix*, 16% des adultes baptisés à Pâques disent avoir été marqués par l'incendie de la cathédrale, et certains font remonter le début de leur foi à ce 15 avril 2019. ●

(1) Lucas Drouhot, Patrick Simon et Vincent Tiberj, «La diversité religieuse en France: transmissions intergénérationnelles et pratiques selon les origines», dans Insee, *Immigrés et descendants d'immigrés*, éd. 2023.
(2) Pierre Bréchon, «Les attitudes religieuses en France: quelles évolutions depuis vingt ans?», rapport de recherche, Sciences Po Grenoble, 2021.

SOPHIE GHERARDI



TOUJOURS PLUS CLIVÉS ?

La sérénité n'est pas ce qui caractérise les Français, secoués par des crises inédites, de l'effondrement financier de 2009 à la pandémie de 2020, des attentats jihadistes de 2015-2016 aux mouvements sociaux et aux émeutes urbaines. Il est compréhensible dans ce contexte que chacun cherche des explications ou des responsables. Mais les modalités de nos divisions ou de nos alignements ont beaucoup changé. Vous êtes antiraciste, ne seriez-vous pas woke ? Vous aimez la viande, pensez-vous à la planète ? Vous êtes de famille musulmane, êtes-vous bien républicain ? Dans cet entrelacs de méfiances réciproques qui brouillent le clivage droite-gauche sans jamais l'abolir, certaines choses rassemblent tout de même les Français : le fait de regarder des séries, ou de fêter les exploits sportifs…

© Bim / Getty

«Les attentats nous ont à la fois unis et divisés»



Entretien avec **Gérôme Truc**

La France a subi plusieurs vagues d'attentats jihadistes. La société a été marquée par ces traumatismes à répétition, mais de quelle façon ?

La France a été durablement ébranlée par le terrorisme ces dernières années, depuis les assassinats de Toulouse et Montauban en 2012 jusqu'à ceux des professeurs Samuel Paty et Dominique Bernard en 2020 et 2023, en passant par les attentats de janvier et novembre 2015. Comment analysez-vous cette période?

Il est vrai que les experts en terrorisme considèrent que Toulouse et Montauban en 2012 affichent un tournant, car ce sont les premières attaques terroristes perpétrées en France par un «loup solitaire», sauf qu'à l'époque, les médias ne parlent pas d'attentats terroristes, mais d'un «*tueur au scooter*» puis d'une «*affaire Merah*». Donc, ce qui a surtout marqué les esprits, c'est 2015. L'assaut contre la rédaction de *Charlie Hebdo* fait descendre le soir même des milliers de gens dans la rue, si bien que le journal *Le Monde* parle d'un «*11-Septembre français*». Et quelques mois après, ce sont les attaques du 13-Novembre, qui font 130 morts, elles-mêmes suivies encore à l'été 2016 par l'attaque de Nice qui en fait plus de 80: c'est du jamais-vu. Pour la société française, il y a clairement un avant et un après cette vague d'attentats.

Ces attentats de 2015-2016, quelles traces ont-ils laissées dans la société?

La difficulté est que, dans le domaine des sciences sociales, on ne peut pas faire abstraction du reste, on ne peut pas raisonner «toutes choses égales par ailleurs». Si on prend 2015 comme point de départ, comment déterminer ce qui, dans la situation actuelle, découle directement et en propre des attentats, ou d'autres événements? Car depuis dix ans, nous avons aussi vécu le mouvement des Gilets jaunes, la pandémie de covid-19, la crise politique ouverte par la dissolution de l'Assemblée nationale... Tout cela influe sur la société française telle qu'on la connaît aujourd'hui. Il est donc très difficile, sur un plan scientifique, de dire ce qui tiendrait spécifiquement à un effet attentats. Par contre, ce dont on peut parler, c'est ce par quoi on est passé avec ces attaques terroristes, le processus social qui s'enclenche quand on est en proie à des attaques si massives, qui mettent la société à l'épreuve.

Pourriez-vous décrire ce processus?

Il comporte différentes phases. Après le choc initial, qui dure quelques heures, une réponse collective se met rapidement en place: des rassemblements s'organisent, des mémoriaux apparaissent en hommage aux victimes près des sites frappés, des slogans et des symboles s'imposent pour exprimer la solidarité. C'est ainsi que dans les heures qui ont suivi l'attaque contre *Charlie Hebdo*, le slogan «Je suis Charlie» a émergé et s'est répandu de manière virale, ou le hashtag #PrayforParis après les attaques du 13-Novembre. Cela traduit un renforcement de la cohésion sociale face à l'attaque. C'est un mécanisme bien établi par la sociologie depuis Georg Simmel: quand un groupe est agressé, son premier réflexe est de faire front, en oubliant temporairement ses divisions internes.

Mais vient ensuite une troisième phase, la plus longue et la plus importante selon le sociologue américain Randall Collins, qui a étudié ça de près aux États-Unis après les

Gérôme Truc est sociologue au CNRS, où il travaille sur les réactions aux attentats et leur mémorialisation dans les sociétés occidentales. Il a récemment publié, avec Fabien Truong, *Grands ensembles. Violence, solidarité et ressentiment dans les quartiers populaires* (La Découverte, 2025).

© Claire Delfino



La une de *Charlie Hebdo* une semaine après les attentats, Nice, 14 janvier 2015.

© Éric Gaillard / Reuters

attentats du 11 septembre 2001. C'est ce qu'il appelle la «zone d'hystérie»: pendant plusieurs semaines, toute la société reste focalisée sur ce qui s'est passé, ne parle que de ça. Les gens sont alors comme à fleur de peau. C'est une période où, après des attentats islamistes, on observe une recrudescence des agressions racistes et islamophobes, où il y a plus souvent de fausses alertes à la bombe, des mouvements de panique, etc. Et c'est donc aussi une période qui attise les tensions, où le débat public est très polarisé, autour précisément de ce qui nous rassemble: c'est ainsi qu'en 2015 on a eu tout un débat autour de qui était, ou n'était pas, Charlie. Ce sont en fait les deux faces d'un même processus. Dans de tels moments, on est à la fois plus unis et plus divisés: plus divisés du fait même qu'on est plus unis. On est attaqué, on fait front, mais le processus même qui nous amène à faire front suscite des débats qui peuvent cliver, qui attisent des tensions. On discute avec des amis, des collègues ou des voisins, et on se rend compte qu'on n'a pas la même vision des choses qu'eux, que certains pensent par exemple que ces attentats sont en fait des complots, et on peut alors se fâcher plus ou moins durablement. À ce niveau-là, ça peut en effet laisser quelques traces…

Après une attaque majeure, il faut 6 à 9 mois pour qu'une société sorte de l'hystérie post-attentat.

Ces traces sont-elles durables?

Randall Collins estime qu'il faut 6 à 9 mois, dans le cas d'une attaque majeure, pour qu'une société sorte de cet emballement… Sauf qu'en France, nous avons enchaîné ce processus à trois reprises en moins de deux ans, ce qu'aucun autre pays occidental n'a connu. Après les attentats de janvier 2015, le pays commençait à passer à autre chose lorsque survient le 13 novembre, et on replonge… Le Premier ministre de l'époque, Manuel Valls, déclare alors que vouloir expliquer le terrorisme, c'est déjà un peu l'excuser, et dit en avoir assez «*de ceux qui cherchent en permanence des excuses ou des explications culturelles ou sociologiques*». Ce genre de déclaration à l'emporte-pièce est typique d'une zone d'hystérie post-attentats. On pourrait espérer qu'en de telles circonstances, les élites dirigeantes montrent l'exemple en faisant preuve de discernement et de retenue. C'est malheureusement le contraire qu'on constate parfois… Un dérapage, passe encore. Mais c'est la répétition

qui est problématique: après l'assassinat de Samuel Paty, en octobre 2020, il y a de nouveau une polémique sur «l'islamo-gauchisme» à l'université, lancée cette fois-ci par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. À force, cela contribue à dégrader dans le pays le statut des chercheurs en sciences humaines et sociales, alors qu'on a plus que jamais besoin d'eux pour faire face aux épreuves terroristes et éviter les pièges qu'elles recèlent!
Ce qui s'est passé aussi après l'attentat du 14 juillet 2016 à Nice est emblématique de ces pièges. On est alors huit mois après le 13-Novembre, la tension commence de nouveau à retomber un peu, la France se passionne pour l'Euro de foot, le président François Hollande, dans son allocution du 14 juillet 2016, évoque la levée à venir de l'état d'urgence. Et quelques heures après, une attaque au camion bélier fauche des vies par dizaines sur la promenade des Anglais... On rentre alors dans une nouvelle zone d'hystérie, marquée par la polémique sur le burkini. Plusieurs communes de la Côte d'Azur prennent des arrêtés pour interdire sur leurs plages le port de ces maillots couvrants, présentés comme un péril pour la République: si on n'adoptait pas des mesures, on allait vite se retrouver avec une invasion de femmes en burkini sur les plages. Les arrêtés ont été invalidés par le Conseil d'État. À ce jour, le raz-de-marée de burkinis ne s'est pas produit et on réalise à quel point tout cela était irrationnel. C'est ce qu'on appelle en sociologie une «panique morale». Les moments d'hystérie post-attentats y sont très propices.

Les médias jouent-ils un rôle dans ces paniques morales?
Oui, un rôle central! Régulièrement, une réflexion se fait jour chez les journalistes sur les bonnes pratiques à adopter lorsqu'un attentat survient. Mais par-delà les bonnes volontés individuelles, des facteurs structurants prévalent.



© Maskot / Getty

COMBAT IDÉOLOGIQUE
Les habits neufs de la laïcité

Le combat laïque traverse la culture politique française depuis plus de 150 ans. «*Laïcité, le mot sent la poudre*», disait le juriste Jean Rivero. La laïcité est une relation entre l'État et les religions, mais elle est aussi un combat politique et culturel toujours prêt à ressurgir, notamment autour de l'école. Longtemps, il s'est agi d'émanciper les jeunes esprits de l'influence de l'Église catholique, désormais, c'est de celle des intégristes musulmans. Les crises récurrentes autour des signes religieux reflètent une focalisation anxieuse sur l'islam, réactivée au fil des attentats jihadistes, mais aussi une sécularisation de la société: les Français sont en majorité sans religion, sauf dans le cas où ils sont issus de l'immigration récente.
Après les attentats de janvier 2015, le président Hollande engage la laïcité parmi les outils de mobilisation nationale. Il y avait déjà eu la Charte de la laïcité en 2013, la création des référents laïcité en 2014, l'instauration de l'enseignement moral et civique (un temps appelé enseignement de la morale laïque, ou enseignement laïque de la morale)... Mais c'est Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale à partir de 2017, qui instaure une véritable politique publique consistant à recenser les «atteintes à la laïcité» commises par des élèves, voire des parents ou des personnels scolaires. Cette nouveauté juridique a-t-elle renforcé l'attachement à la laïcité? On constate plutôt que les jeunes sont moins inconditionnels de la laïcité que leurs aînés: dans une étude Viavoice menée en 2021, 65% des 18-24 ans disaient y être attachés, contre 85% des plus de 65 ans. Plus de la moitié des jeunes se disent favorables à la liberté de porter des signes religieux à l'école ou au travail. ● **S.G.**

Choqués comme les autres par les attentats, les musulmans font face, en outre, à la suspicion.

La logique du marché, à l'heure des réseaux sociaux, pousse plus que jamais au *buzz* et à la scandalisation… De plus, certains milliardaires propriétaires de médias avec un agenda politique à peine caché peuvent avoir un intérêt objectif à ce qu'on alimente les paniques morales: c'est le cas, par exemple, des médias de Vincent Bolloré. C'est quelque chose dont on prend conscience seulement aujourd'hui, mais qui est à l'œuvre depuis un moment: I-Télé est devenu CNews en 2017, quelques mois après l'attentat de Nice…

Y a-t-il des conséquences à mettre à l'index les étrangers et les musulmans dans ces moments de stress collectif?

Dans leur livre *Musulmans de France. La grande épreuve* (L'Atelier, 2017), Vincent Geisser et ses collègues livrent les résultats d'une enquête sur la façon dont les musulmans de France ont vécu les attentats de 2015-2016. Ils montrent d'abord qu'ils y ont réagi comme tous les Français: avec la même stupéfaction, le même choc. Leur réaction n'est en rien spécifique, ce qui traduit le fait qu'ils sont tout à fait partie prenante de la société française, qu'ils ne forment pas une communauté à part. C'est clairement établi par la recherche scientifique, et pourtant nié par tout un discours médiatico-politique selon lequel il y aurait un problème en France avec les musulmans. Et là est, du coup, pour les musulmans de France la grande épreuve: alors même qu'ils sont choqués comme tout un chacun par les attentats, ils sont confrontés à un discours politico-médiatique qui met en doute leur émotion et leur solidarité. Quelque part, pour eux, c'est comme une épreuve au carré. Et tout le drame, c'est que ces discours qui stigmatisent les musulmans, à force d'être répétés, en viennent à avoir des effets pratiques bien réels. On l'a vu récemment avec l'assassinat d'Aboubakar Cissé à la mosquée de La Grand-Combe et celui d'Hichem Miraoui à Puget-sur-Argens: on finit par avoir peur d'être tué en France en tant que musulman, ce qui contribue à affermir un sentiment d'identification communautaire chez des personnes qui jusqu'alors se vivaient d'abord et avant tout comme français. C'est là une triste illustration d'un mécanisme mis au jour lui aussi depuis longtemps par la sociologie, ce qu'on appelle le «théorème de Thomas»: quand les individus définissent une situation comme réelle, alors même qu'elle ne l'est pas, elle finit par l'être dans ses conséquences…

Diriez-vous que l'augmentation des mesures de sécurité est un effet durable des attentats terroristes?

Il existe en effet des mesures antiterroristes créées en contexte post-attentats, comme l'opération Sentinelle, qui sont toujours en vigueur dans notre pays aujourd'hui. Certaines d'entre elles, d'abord présentées comme exceptionnelles, finissent par entrer dans le droit commun et se banaliser. Mais c'est une tendance longue des sociétés occidentales, qui n'est pas directement corrélée à la chronologie des événements terroristes. Ce n'est pas un attentat qui fait que, du jour au lendemain, on bascule dans une surveillance généralisée, même si un attentat ou une vague d'attentats particulièrement éprouvante peuvent, parfois, créer un contexte favorable à des prises de décision avec ensuite un «effet de cliquet», qui fait qu'on ne peut plus, ou à grand-peine, revenir en arrière…

Les mesures de sécurité dans les aéroports en sont assez emblématiques. Il fut un temps où on prenait l'avion «*comme le bus*», disait mon grand-père. Depuis le 11-Septembre, nous sommes habitués aux portiques de sécurité, aux liquides qu'il faut mettre dans un sac transparent, etc., et revenir en arrière semble impensable. Le paysage urbain porte lui aussi la trace de ces mesures post-attentats qui s'installent dans nos vies, avec par exemple ces blocs de béton à l'entrée des zones piétonnières pour éviter des attaques aux véhicules bélier…

En 2015, on s'était félicité des réactions très mesurées des Français après les attentats.

De fait, il n'y a pas eu de pogroms antimusulmans en représailles, à la différence de ce qui se passait au 19e siècle, lors des attentats commis par des anarchistes italiens comme Caserio, où les gens pouvaient ensuite descendre dans les rues pour vandaliser les boutiques tenues par des immigrés italiens et s'en prendre à eux. La société française, de ce point de vue, a progressé. La plupart des Français ne font pas d'amalgames entre les musulmans qu'ils connaissent autour d'eux et les terroristes islamistes. Malgré la répétition des attentats et des zones d'hystérie à traverser, et quoi qu'en disent certains discours alarmistes, la société française tient bon. Elle a bien plus de cohésion qu'on le dit souvent. La crainte que le pays bascule dans une guerre civile a pu agiter jusqu'à la présidence de la République dans le contexte de 2015-2016, alors que les sociologues sont nombreux à l'affirmer et à le documenter: il s'agit d'un fantasme.

PROPOS RECUEILLIS PAR SOPHIE GHERARDI

IDENTITÉ
FRACTURES EN TOUS GENRES

Les crispations identitaires ont marqué le quart de siècle, avec en toile de fond les attentats terroristes et des agressions visant juifs ou musulmans. L'aspiration à l'unité, pourtant, reste puissante.

QUERELLE

Êtes-vous « woke » ?

«Woke», adjectif invariable: «*Se dit d'un courant de pensée dénonçant toutes les formes d'injustices et de discriminations subies par les minorités ethniques, sexuelles ou religieuses.*» Importés et adaptés du vocabulaire américain, les mots «woke» et «wokisme» («*Idéologie d'inspiration woke,* [...] *parfois perçue comme attentatoire à l'universalisme républicain*») ont fait leur entrée dans le *Larousse* en 2022, quelques mois à peine après l'explosion de leur présence dans le débat public. Ils sont devenus le symbole de la question identitaire et de batailles acharnées autour de concepts aussi variés que le «privilège blanc», le «racisme systémique», la «*cancel culture*», la relecture d'œuvres anciennes devenues «problématiques», le déboulonnage des statues ou l'écriture inclusive. Dans le milieu intellectuel, deux camps se sont formés. D'un côté, ceux qui, à l'image des sociologues Nathalie Heinich et Pierre-André Taguieff ou du philosophe Pierre-Henri Tavoillot, discernent dans le discours woke une idéologie victimaire ou un nouvel avatar simpliste des pensées de la déconstruction. De l'autre, des penseurs comme Alain Policar ou Philippe Corcuff, qui voient dans la dénonciation jugée obsessionnelle du wokisme une «*panique morale*» et un discours antiémancipateur. ●



FÉMINISME

Universalisme contre différentialisme, la bataille continue

L'opposition entre féministes «universalistes» et féministes «différentialistes», entre l'égalité passant par une suspension de la différence et l'égalité passant par une revendication de la différence, n'est pas nouvelle en France: dans les années 1990, elle s'était par exemple manifestée autour de la question de l'obligation de parité lors des élections, critiquée par les premières, défendue par les secondes. Ces dernières années, cette ligne de fracture entre universalistes et différentialistes (parfois aussi accolées aux féministes dites «intersectionnelles», c'est-à-dire attentives à la façon dont les inégalités de genre s'imbriquent avec des inégalités de couleur de peau, d'orientation sexuelle ou de classe sociale) a conservé toute sa vigueur. On en retrouve la trace autour de questions comme les conséquences judiciaires et sociétales du mouvement #MeToo, la présence du voile dans l'espace public ou encore l'écriture inclusive.

Le féminisme universaliste est vu comme excluant par ses adversaires en raison de son inattention supposée aux minorités; le féminisme différentialiste est vu comme excluant par ses adversaires pour la même raison. Déjà au premier plan des débats entre universalistes et différentialistes dans les années 1990, la philosophe Élisabeth Badinter, aujourd'hui pourfendeuse du «néoféminisme» et extrêmement critiquée par les différentialistes, reste encore un des symboles intellectuels de ce clivage. ●

© Telmo Pinto / Sopa Images / LightRocket / Getty

61%

Les Français pour qui les JO ont favorisé le vivre-ensemble. Les Jeux olympiques de Paris 2024 ont laissé une empreinte positive : réussite, fierté, sont les mots associés à cet événement sportif, selon une enquête BVA de juin 2025. Les Français ont aimé ce moment d'unité.



PASSAGES À L'ACTE

Le nouveau terreau de l'antisémitisme

Dans les années 1990, les faits antisémites avec dépôt de plainte tournaient autour de 100 par an. En 2024, selon le rapport annuel de la CNCDH, il y en a eu 1570, dont 106 cas de violence physique. Depuis le début du siècle, on a déploré plus d'une dizaine d'assassinats de Français juifs ciblés comme tels. Le chercheur allemand Günther Jikeli, auteur de plusieurs livres sur l'antisémitisme, ne craint pas de dire que «*les meurtres de juifs ont tous été commis par des musulmans*» (*Le Monde*, 24 avril 2018). Ayant enquêté auprès des jeunes de confession musulmane, il note, bien avant l'actuelle guerre de Gaza, que «*la haine antijuive est particulièrement répandue en France –et ailleurs– parmi les musulmans. Cela ne signifie pas que tous les musulmans sont antisémites ou que les incidents antisémites soient le fait des seuls musulmans, ce qui serait loin d'être la vérité. L'antisémitisme reste répandu parmi l'important électorat du Front national et dans l'extrême gauche "anti-impérialiste".*» Conséquence silencieuse de cette insécurité: 68437 juifs de nationalité française ont émigré en Israël entre 2000 et 2022, selon l'historien Marc Knobel. Le chiffre est impressionnant rapporté au nombre de juifs en France, estimé au minimum à 450000 et au maximum à 600000.

«Ah, j'oubliais, vous êtes universalistes. La carte joker: **U.N.I.V.E.R.S.A.L.I.S.T.E.S.** *Pour vous, il n'y a que des hommes et des femmes libres. Je la connais, cette chanson.»*

Abel Quentin, *Le Voyant d'Étampes* (L'Observatoire, 2021)

MOT QUI FÂCHE

Islamophobie

En 2022, l'ONU a fait du 15 mars la Journée internationale de lutte contre l'islamophobie. Pourtant, ce mot, défini par le *Robert* comme une «*hostilité envers l'islam et les musulmans*», suscite la polémique en France. Le politologue Vincent Geisser, auteur en 2003 de *La Nouvelle Islamophobie*, voit dans celle-ci «*un racisme antimusulman profondément moderne*». La Commission nationale consultative des droits de l'homme, dans ses rapports annuels, emploie régulièrement l'expression tout en lui préférant celle de «*haine et discrimination antimusulmans*». D'autres en ont contesté l'usage, à l'image de Charb, le directeur de *Charlie Hebdo* assassiné le 7 janvier 2015, dans son livre posthume *Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*: «*Les militants communautaristes qui essaient d'imposer aux autorités judiciaires et politiques la notion d'"islamophobie" n'ont pas d'autre but que de pousser les victimes de racisme à s'affirmer musulmanes.*» Les ingrédients du débat sont là: s'attaquer à des individus est répréhensible, critiquer une religion ne l'est pas. Or, selon Gilles Kepel, «*le combat contre l'islamophobie fait de toute réflexion critique sur l'islam un interdit absolu.*»

SOPHIE GHERARDI ET JEAN-MARIE POTTIER

Pourquoi l'intégration échoue dès l'école



Débat entre **Laura Foy et Hakim El Karoui**

Ils ne regardent pas la société sous le même angle, mais ils partagent un constat: les politiques d'intégration n'ont pas bien fonctionné pour beaucoup d'enfants d'immigrés. Au détriment de la cohésion nationale.

Hakim El Karoui, vous êtes l'auteur d'un rapport sur l'intégration des enfants d'immigrés. Qu'est-ce qui a motivé cette recherche?

HAKIM EL KAROUI: Pour moi, c'est une boucle. J'ai commencé à travailler après les attentats de 2015 sur les musulmans de France, puis sur la fabrique de l'islamisme, ensuite sur les jihadistes. Après, j'ai étudié les politiques publiques dans les quartiers populaires – pour ma part, je dis les quartiers pauvres. Et là, j'ai fini par un regard sur les gens, et donc les enfants d'immigrés, en cartographiant les communautés pour comprendre les processus de réussite ou d'échec de l'intégration.

Et vous, Laura Foy, qu'est-ce qui a motivé votre thèse «Quand la race fait école…»?

LAURA FOY: Enseignante dans les quartiers nord de Marseille, je voyais des élèves qui, en difficulté scolaire, étaient surtout la cible de racisme de la part des équipes enseignantes. C'était compliqué d'en discuter avec mes collègues, parce que «racisme» est un mot tabou: l'utiliser, c'est comme condamner quelqu'un et toute sa descendance! Pour avoir un cadre qui me permette de poser la question de manière scientifique, de faire la preuve de ce que j'avançais, c'est-à-dire qu'il y avait des processus de racialisation au sein même du système scolaire, faire une thèse était la solution.

Hakim El Karoui, comment les choses ont-elles évolué dans l'intégration des jeunes dont les parents étaient immigrés ou qui sont eux-mêmes immigrés?

H.E.K.: Je vais prendre deux événements, les émeutes de 2005 et celles de 2023. En 2005, le président de la République, Jacques Chirac à l'époque, tire une conclusion des événements. Tout en disant «*il faut que ça s'arrête*», il ajoute que les émeutiers sont les fils et les filles de la République. Il y a alors une forme de responsabilité partagée dans ce qui s'est passé. En 2023, face à des émeutes beaucoup plus larges et plus violentes, la seule réponse est: «*L'ordre, l'ordre, l'ordre!*» Entretemps, on a changé de projet. En 2005, il y avait l'idée qu'il fallait raccrocher les quartiers pauvres à la dynamique républicaine: ce sont des Français comme les autres, on leur doit une égale participation dans le projet collectif national. En 2023, il n'y a plus que l'obsession de l'ordre qui traduit une sorte de rancœur dans l'appareil d'État, parce que ce qui a été tenté a échoué.

Laura Foy, diriez-vous aussi que la société et l'État ont changé de regard sur les enfants des quartiers pauvres?

L.F.: Le changement a été très progressif. À partir des attentats d'Al-Qaida en 2001, on commence à stigmatiser l'islam. Puis la loi de 2004 sur les signes religieux modifie le rapport de l'institution scolaire aux élèves, avec un ciblage sur ceux qui sont perçus comme musulmans – et ce sera encore plus vrai après les attentats de *Charlie Hebdo*. Dans les événements de 2005, je vois une dénonciation du racisme structurel, avec une revendication majeure: «*On ne veut plus mourir parce*

Laura Foy est sociologue et enseignante. Sa thèse, «Quand la race fait école: place et rôle de la race dans l'activité professionnelle des enseignant·es des territoires hyperpaupérisés», a reçu le dixième prix de thèse du Défenseur des droits en 2024.

Hakim El Karoui est agrégé de géographie et fondateur du cabinet de conseil Volentia.

De gauche à droite: © Collection personnelle, © HEK / Photo L'Esplanade



Cour d'école, 2009. Photo issue de la série *Récréation*, réalisée par Marion Poussier, distinguée par le prix Lucien et Rodolf Hervé en 2006, le prix de l'Académie des beaux-arts en 2010 et lauréate de la Grande commande BNF de photojournalisme en 2022.

qu'on est noir ou arabe.» C'est un mouvement social, et les personnes qui y ont participé lui donnent un sens très fort: le droit de vivre, tout simplement. Martin Luther King disait que les dominés ne choisissent jamais la forme de leur lutte, c'est les dominants qui la leur imposent. Et quand la domination est violente, la réponse est violente. En 2023, la société est devenue plus stigmatisante et les perspectives d'avenir plus sombres pour cette jeunesse. Il y a eu le covid, dont les quartiers populaires ont énormément souffert: des élèves ont eu faim, parce qu'ils n'avaient plus accès à la cantine. Dans l'école, le ciblage sur l'islam s'est accru. C'est l'islam qui devient le pivot de l'altérité, plus que le phénotype. Un groupe religieux finit par être constitué en groupe racial.

Est-ce que l'école a échoué à intégrer, génération après génération, la jeunesse issue de l'immigration?

H.E.K.: Le sujet est beaucoup plus global que l'école. L'intégration est une transformation anthropologique: il s'agit de passer d'une culture A à une culture B, et au passage, on perd tout ou partie de la culture A. Le processus est long et risqué, parce qu'il commence par une forme de désintégration du lien familial, du lien d'autorité, du lien de transmission. C'est vrai pour toutes les conditions sociales, mais encore plus quand les distances culturelles sont grandes entre la société d'origine et la société d'accueil, et quand s'y ajoutent la pauvreté et la concentration géographique des populations d'origine étrangère. On demande à l'école de régler tout ça, ce qui s'avère, de mon point de vue, totalement impossible. Les statistiques ne montrent pas que l'intégration était merveilleuse il y a vingt ou quarante ans. Le problème, c'est le pourcentage de population qui reste à l'écart de la société, fort important et très différent suivant les origines. Ce n'est pas lié à la religion, parce que ça se passe mieux pour les Turcs ou les Subsahariens que pour les Maghrébins, et chez ces derniers, mieux pour les filles que pour les garçons. Paradoxalement, cela tient à l'absence

© Marion Poussier

de communauté car, en contradiction avec le mythe urbain, il n'y a pas pratiquement pas de lien communautaire chez les Maghrébins: en France, ils n'ont pas le sentiment de se retrouver à l'étranger. Même l'islam n'est pas structuré, et on voit d'ailleurs à peu près la même chose chez les évangéliques.

C'est différent chez les gens d'autres origines?

H.E.K.: Oui, les gens d'origine portugaise ou turque vivent dans un cadre plus communautaire. Chez eux, le taux de chômage est bien plus bas et il y a beaucoup moins de NEET (jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation). Cela se traduit aussi par une forte endogamie. Alors que les Maghrébins, garçons et filles, sont 45% à avoir des conjoints d'autres origines, chez les Turcs, on est à 7%. Les filles turques réussissent mieux que les garçons jusqu'au bac, mais elles font très peu d'études supérieures et se marient en général avec un Turc de Turquie. L'assimilation est très mal vue, le président turc Erdogan dit même que c'est un crime contre l'humanité!

« On ne peut pas parler d'une destinée qui soit commune aux enfants d'immigrés. »

Vous constatez la même chose, Laura Foy?

L.F.: Mes travaux ne portent pas sur l'intégration, mais à l'inverse, sur la mise en altérité. Je travaille sur les processus mentaux d'assignation des individus à l'altérité raciale, qui peut être définie à partir de critères phénotypiques, par exemple la couleur de peau, mais aussi de critères ethniques comme la culture, la religion, la langue. L'idée que ces élèves «*ne sont pas comme nous*» entraîne les enseignants à adopter d'autres pratiques, d'autres propositions pédagogiques. Le regard porté sur les élèves change la gestion de classe, la gestion de l'ordre scolaire, de l'indiscipline au sens large.

Voulez-vous dire qu'en classe, les élèves blonds sont avantagés par rapport aux enfants d'autres origines ethniques?

L.F.: Oui. Une enquête de 1991 de Jean-Claude Durand montre que les items «beau», «plaisant», «agréable» sont associés d'abord aux élèves qui appartiennent au groupe racial majoritaire et aux classes bourgeoises, ensuite aux enfants des milieux populaires blancs, et enfin aux enfants racisés. Juliana Rossi a fait évaluer à l'aveugle des copies d'élèves par des enseignants *via* une plateforme numérique, selon des critères précis, mais en changeant le prénom de l'élève. Et on s'est aperçu que les plus mal notés étaient ceux dont le prénom n'appartenait pas au stock patronymique majoritaire.

C'est-à-dire que Fatoumata obtient une moins bonne note que Mathilde?

L.F.: Exactement. Depuis Jules Ferry, l'école porte un projet intégrateur. Et malgré cela, toute une série de processus soutenus par l'institution a pour effet de signifier leur altérité raciale aux élèves. On leur dit «*vous êtes tous français*» mais on ne les traite pas comme tels.

H.E.K.: Vous pouvez nous donner des exemples?

L.F.: Les langues étrangères sont très bien vues si c'est l'anglais, l'allemand ou l'italien qui est parlé à la maison, mais soudain, elles deviennent un problème si ce sont des langues non occidentales, et on va reprocher aux familles de ne pas parler français à la maison. C'est pour ça que je dis qu'il ne s'agit pas de xénophobie mais de racisme, puisqu'on établit une hiérarchie des langues.

H.E.K.: Les enquêtes d'histoire familiale montrent que, dans les cas où les enfants réussissent, il y a toujours eu un mouvement pour sortir du ghetto. Aujourd'hui, il y a davantage de zones où on peut avoir 50, 60, 70% d'immigration. Sur deux générations, on se retrouve avec presque exclusivement des enfants d'immigrés, ou immigrés eux-mêmes. Et là, on est sûr que l'intégration ne va pas se faire, parce que la marche à franchir est trop haute. Sachant que les quartiers «politique de la ville» ont un taux de pauvreté trois fois supérieur au reste de la population, il faudrait y mettre plus de moyens, or on sous-investit: on dépense moins pour l'éducation – on y envoie des professeurs jeunes qui coûtent moins cher – et on dépense moins en sécurité: il y a trente fois moins de policiers par habitant en Seine-Saint-Denis, pondérés par le nombre de crimes et délits, qu'en Indre-et-Loire. C'est pourquoi je dis qu'on a changé de projet. Au lieu de faire des Français comme les autres, on cherche juste à gérer la situation.

Or, cantonner les gens, ça ne marche pas et finalement ça déborde. Ça déborde avec le narcotrafic, ou avec les émeutes, ou avec une forme d'islam identitaire régressif qui peut dans certains cas mal tourner. On est à mille lieues du projet politique affiché. Quand je lis les programmes des uns et des autres, ce qui est en train d'émerger, c'est la remise en cause des libertés publiques et de l'ordre constitutionnel. Le Rassemblement national veut faire un référendum sur l'immigration – pas pour ou contre l'immigration, mais pour instituer la préférence nationale, ce qui suppose de casser l'ordre constitutionnel français et européen.

Du point de vue des élèves et de leur destinée scolaire, ce qui donne ensuite leur destinée dans la société, diriez-vous que les enfants d'immigrés sont bloqués dans leur ascension?

H.E.K.: Il n'y a pas une destinée commune aux enfants d'immigrés. Dans l'immigration du Sud-Est asiatique, les enfants réussissent beaucoup mieux que la moyenne générale des Français. Dans la population maghrébine, les destinées sont très différentes. Il y a 15% d'enfants de cadres qu'on retrouve cadres ou cadres supérieurs à la génération d'après; à l'autre bout du spectre, il y a les 20-25% qui sont sortis du système. Et au milieu, une bonne partie va intégrer le système social et s'élever. Pas très vite et moins haut que ce que je croyais il y a vingt ans, car le plafond de verre existe, tout en haut de la société comme entre les catégories intermédiaires et les cadres. Mais il y a quand même une dynamique d'ascension majoritaire – ce qui est moins le cas pour les enfants d'ouvriers français depuis des générations. Le cas le plus problématique est celui des familles monoparentales, où c'est vraiment la trappe à pauvreté, avec des conséquences sur le destin des enfants.

L.F.: Très souvent, la migration s'accompagne d'un déclassement social, économique et professionnel. En fonction de la catégorie socioéconomique dans le pays d'origine, il y a des ambitions scolaires, un capital culturel qui va être transmis aux enfants. Pour autant, la dernière enquête Pisa révèle que si les trajectoires scolaires sont comparables jusqu'au bac, le niveau des acquis des élèves, lui, ne l'est pas. Et ça, on le voit quand ils arrivent dans le supérieur, qui est une nouvelle étape de la machine à trier entre les enfants d'immigrés et les natifs. Les travaux de Fabrice Dhume par exemple sur la discrimination, ou ceux d'Ugo Palheta sur le lycée professionnel, montrent que les filières les moins rentables d'un point de vue socioéconomique sont celles vers lesquelles sont massivement orientés les élèves racisés ou avec ascendance migratoire. L'origine influe donc sur les destinées professionnelles.

Pouvons-nous évoquer les éventuelles solutions?

L.F.: Dans l'école, puisque c'est ma spécialité, je crois très fort aux pédagogies critiques et en particulier à tous les travaux qui permettent, dans la lignée du Brésilien Paulo Freire, de prendre conscience des rapports de domination et de les «dénaturaliser», et qui proposent des clés d'*empowerment*. Dans les manuels scolaires ou les outils pédagogiques à destination des élèves, ce sont surtout des hommes blancs qui sont représentés. L'an 1, c'est toujours celui des sociétés occidentales, jamais celui du calendrier musulman ou de la Chine. Les femmes, les personnes racisées sont très peu citées en position d'expertes. Si systématiquement on montre les personnes noires en position d'esclaves, il y a des conséquences en termes d'ambition scolaire. Souvent, les filles qui aiment l'école disent «*plus tard, je serai tata*» (le nom qu'on donne, à Marseille, au personnel municipal des écoles). Et quand on leur demande, «*mais pourquoi pas maîtresse, si tu aimes l'école?*», elles répondent: «*C'est un métier de Blanc.*»

« Dans les manuels scolaires, ce sont surtout des hommes blancs qui sont représentés. »

Les maîtresses sont blanches, en général, dans les écoles?

L.F.: Sur les 67 enseignants et enseignantes de mon enquête, il y avait sept enseignantes racisées et j'ai dû les chercher. Dans beaucoup d'écoles, il n'y a que des enseignantes blanches face à des élèves racisés. Ces élèves qu'on reprend quand ils disent «*je suis algérien*» ou «*je suis marocaine*» mais dont les enseignants parlent en disant «*le petit Comorien*», «*la petite Marocaine*». L'école demande aux enfants d'adhérer à la République *via* l'injonction à être français ou française – en leur disant «*tu es français, regarde ta carte d'identité, tu verras*» –, mais en même temps elle les perçoit comme racisés. L'ambivalence est profonde.

Hakim El Karoui, je vous pose la même question: que peut-on améliorer pour que cette partie de la jeunesse ne connaisse pas l'échec dès l'école?

H.E.K.: J'ai plusieurs propositions. Je plaide pour qu'on mette des plafonds d'étrangers dans les classes ainsi que dans les logements sociaux. Du reste, dans certaines communes, le nombre de logements sociaux est tel qu'il nuit à la dynamique d'intégration. L'intérêt de ces plafonnements serait de répartir les gens vers les centres-villes.

L.F.: Je suis assez sensible à l'idée de l'habitat social diffus, c'est-à-dire un appartement social par immeuble, y compris dans les quartiers riches, pour casser les ghettos.

H.E.K.: C'est absolument essentiel. La grande différence avec ce qui a pu se passer il y a quelques décennies, c'est la concentration de la population et l'homogénéisation dans les quartiers pauvres. Si nous continuons, l'échec est assuré.

PROPOS RECUEILLIS PAR SOPHIE GHERARDI



CULTURE

Chacun cherche sa série

Par **Hervé Glevarec**

Le rapport des Français avec leurs écrans change : la vidéo à la demande surpasse désormais le direct télévisé. La boulimie de séries ne faiblit pas, nourrissant une culture à la fois commune et fragmentée.

Objet culturel majeur depuis les années 2000, la série télévisée est devenue le lieu d'une massification et d'une différenciation sociologique. Elle est en cela semblable à la musique, dont elle partage les caractéristiques de médiaculture contemporaine, c'est-à-dire d'être une culture articulée à un média (télévision, radio, presse…) (1). Objet d'une attention croissante de la part des médias et des acteurs politiques à travers des festivals comme Canneséries ou Séries Mania, elle constitue désormais un enjeu industriel, esthétique et social de premier plan dans l'offre médiatique et les représentations sociales. Elle a contribué à élargir le champ du dicible et du pensable. Enfin, la plateformisation récente de sa diffusion participe d'un mouvement de délocalisation par rapport au téléviseur et de relocalisation de sa consommation sur les écrans portables qui accentue une individualisation de sa consommation.

Dans le cadre d'une récente recherche conduite avec Clément Combes et Thibaut de Saint Maurice, une enquête sur

Hervé Glevarec est directeur de recherche au CNRS, spécialiste de la sociologie de la culture et des médias. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les séries, dont *Des Français·es et des séries au temps des plateformes. Pratiques, goûts et effets* (avec Clément Combes et Thibaut de Saint Maurice, L'Aube, à paraître en 2025) et *Séries. Enquête sur les pratiques et les goûts des Français* (avec Clément Combes, Presses des Mines, 2021).

© Dejan Marjanovic / Getty

la consommation de séries a été menée en novembre 2022 par le cabinet d'études Verian auprès de 2015 Français représentatifs de la population des 18 ans et plus. Parmi eux, deux sur cinq (42,5%) déclarent regarder des séries au moins trois fois par semaine. Pour un ou une Française sur cinq, c'est même une pratique quotidienne. Cette consommation journalière est d'abord féminine et populaire, et à la fois juvénile et senior. Les publics des séries profitent de la diversification des écrans (ordinateur, smartphone, tablette et, de façon moindre, vidéoprojecteur) tout en continuant de privilégier massivement la télévision, toujours très installée au centre du salon et, parfois, de la chambre.

LA VOD DÉSORMAIS MAJORITAIRE

Dans la foulée de l'arrivée en France de Netflix, en septembre 2014, l'offre de plateformes de vidéo à la demande (VOD) s'est multipliée, d'Amazon Prime et Disney+ à Apple TV+ et Max. D'un usage quotidien ou hebdomadaire, la VOD est désormais le principal service mobilisé par les Français pour consommer des séries, davantage que le direct télévisé, ce qui témoigne de son large déploiement dans la population depuis dix ans. Hier deuxième service le plus utilisé, le replay des chaînes télévisées est désormais relégué à la troisième position. Les sites de streaming, licites (YouTube, Twitch...) ou illicites, arrivent loin derrière. Ce déplacement de la consommation a suscité une réaction des chaînes de télévision qui se sont rapprochées des plateformes en cherchant à y intégrer leur flux: en 2026, Netflix prévoit d'intégrer les chaînes linéaires du groupe TF1 à son offre.

Deux dispositifs de visionnage cohabitent dorénavant: le dispositif «télévision», caractérisé par le visionnage au téléviseur, en direct, le soir, dans le salon, et avec une autre personne (la plupart du temps, le conjoint ou la conjointe); et le «dispositif audio-visuel» récent, non majoritaire mais en plein développement, caractérisé par l'écran d'ordinateur ou de smartphone, le différé, le catalogue de plateforme, le temps interstitiel entre deux activités et la chambre, et, enfin, la dimension solitaire. Le dispositif «audio-visuel» permet une individuation de la pratique, par exemple celle du visionnage au lit pendant que le ou la conjointe lit un livre, un magazine ou visionne lui-même une série de son côté.

UNE DIVERSIFICATION DES RÉFÉRENCES

En 2022, les spectateurs de séries interrogés citent au total 1661 séries différentes vues au cours des trois dernières années, ce qui laisse entendre une dispersion des références, caractéristique de ce qu'on désigne comme une «longue traîne», à savoir une multitude de produits de niche par rapport aux quelques best-sellers. Quelques séries, qui ne captent cependant pas l'essentiel du public, se détachent d'une très longue liste de séries citées une seule fois par un seul enquêté. Le palmarès des séries vues (en intégralité ou presque) au cours des trois dernières années place *Game of Thrones*, *The Crown*, *La casa de papel*, *Stranger Things* et *Peaky Blinders* aux cinq premières places, à savoir deux séries états-uniennes, une anglo-états-unienne (*The Crown*), une anglaise et enfin une espagnole. La première production française, *Alex Hugo*, arrive dixième.

Le taux de visionnage déclaré des cinq premières séries se situe entre 7% et 12% des spectateurs de séries. Au regard des discours médiatiques tenus sur le succès «grand public» qui de *Game of Thrones*, qui de *Squid Game*, qui de *HPI*, on peut être surpris par ces faibles taux puisque aucune série ne rassemble plus d'un ou d'une Française sur dix. L'enquête «Pratiques culturelles des Français» de 1989, dans un contexte télévisuel sans Internet, rendait compte de taux de citation par les plus de 15 ans bien supérieurs pour des séries comme *Les Enquêtes du commissaire Maigret*, *Santa Barbara* et *Maguy*, «*regardées plusieurs fois*» par respectivement 55%, 32% et 42% des sondés **(2)**. Au-delà de la consigne plus restrictive formulée dans notre questionnaire («*en intégralité ou presque* [*plusieurs saisons*]»), l'écart entre ces audiences à trente-cinq ans d'intervalle s'explique par une dispersion des consommations liée à l'élargissement considérable de l'offre. Pour autant, les 12% recueillis par *Game of Thrones* en 2022 représentent en valeur absolue plus de six millions de personnes, chiffre considérable en soi. S'il n'y a pas de culture commune des séries, des millions de spectateurs constituent le public des plus regardées d'entre elles.

En 2022, les spectateurs interrogés citent au total 1 661 séries différentes visionnées.

Le goût des Français va en majorité vers des séries qui articulent le réel et la fiction. Les genres audiovisuels traditionnels (histoire, policier, science-fiction et comédie) continuent de structurer à grande échelle les préférences. Et ces mêmes préférences sont essentiellement différenciées selon l'âge, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle. Ainsi, l'univers des séries issues du monde de la télévision est-il plutôt âgé et peu diplômé, tandis que celui des séries issues de l'univers des plateformes est plus jeune et plus fortement diplômé. Les individus les plus jeunes privilé-

gient des séries telles que *The Mandalorian*, *Boys* ou encore *Andor* tandis que les plus âgés regardent *Les Combattantes*, *Engrenages* et *The Crown*. Les cadres se tournent davantage vers des séries politiques et fantastiques, *Le Bureau des légendes* ou *Game of Thrones* par exemple, tandis que les catégories populaires optent plutôt pour l'action et le genre romantique, comme *Grey's anatomy* et *Emily in Paris*.

BEAUCOUP DE MONDE MAIS PEU DE CULTURE COMMUNE

Imaginons un gradient de «culture commune» des Français qui va de l'absence de partage – correspondant à une absence de connaissance – à la culture partagée (par un groupe à la taille variable), correspondant au visionnage en intégralité d'une série ou de plusieurs. Entre les deux se situe le ouï-dire, la série dont on a entendu parler sans en avoir une connaissance directe. On ne peut y voir le fondement d'une culture commune. Puis vient l'aperçu, à savoir l'épisode ou la partie d'épisode entrevu. Il ne peut non plus raisonnablement fonder une culture commune. Celle-ci n'est identifiable qu'à partir des deux degrés supérieurs de visionnage, et donc de connaissance, que sont le visionnage de plusieurs épisodes, voire d'une saison, qui témoigne d'un intérêt minimal, et le visionnage en intégralité ou quasi-intégralité d'une série. Notre questionnement, par son niveau d'exigence («*séries vues en intégralité ou presque*»), fait ainsi correspondre une «*culture sérielle commune aux Français*» au visionnage prolongé et non pas à une simple connaissance par ouï-dire ou aperçu.

Si la série dessine une culture commune, c'est moins autour d'œuvres que d'une forme partagée.

À cette aune, la culture sérielle récente commune des Français demeure relativement limitée en 2022. Une autre façon de le dire est de souligner la fragmentation ou la différenciation des goûts sériels dans la France contemporaine. Il n'en demeure pas moins que les séries, par leur niveau de pénétration, dessinent, en tant que forme culturelle, une culture commune. La série fait culture commune grâce à sa diversité. Cette fragmentation de l'audience sérielle ne souffre pas d'exception générationnelle. Les 18-35 ans ne se retrouvent guère plus autour de séries qu'ils partageraient massivement de façon engagée: les cinq premières séries qu'ils citent, *Game of Thrones*, *Stranger Things*, *Peaky Blinders*, *La casa de papel* et *Élite*, affichent des taux de visionnage compris entre environ 11 et 18%. Avec l'âge, cette fragmentation tend à s'accentuer davantage encore même si elle porte sur d'autres séries: parmi les plus de 55 ans, ce sont *Alex Hugo* (vu par 10,6% de cette tranche d'âge), *The Crown* (10,3%), *Plus belle la vie* (7%), *Un si grand soleil* (6,6%) et *La casa de papel* (6,5%) qui s'imposent en premier. Paradoxe que celui d'une consommation moins fragmentée pour les générations les plus connectées face à une offre abondante, qui tient à leur plus haut niveau de pratique et donc de partage.

L'HYPOTHÈSE DU CONCERNEMENT

L'évolution d'un dispositif ancien stabilisé autour du téléviseur et de la télévision-programme en direct vers un dispositif que nous avons appelé «audio-visuel» distribue cette pratique culturelle dans le temps et dans l'espace; elle l'articule bien davantage à la vie quotidienne et aux centres d'intérêt particularisés, à ce que nous nommons les «concernements» des spectateurs, rapprochant la série de la musique.

Le «concernement sociobiographique» désigne les raisons sociobiographiques spécifiques qui expliquent pour chacun ses préférences et ses pratiques: par exemple, se sentir concerné par certaines thématiques en tant que femme, en tant que jeune ou encore en tant que détenteur d'un savoir. À la façon dont elle l'est pour les biens culturels que sont les romans ou la musique, la dimension de «concernement» est particulièrement décisive dans le goût pour les séries, comme le montre la façon dont nos enquêtés articulent le leur avec leurs caractéristiques sociobiographiques. De *Stranger Things*, qui met en scène des adolescents américains dans les années 1980, une femme cadre de 50 ans dit l'intérêt de «*voir la série avec* [son] *fils ado et découvrir cet univers qui parlait à* [leurs] *deux âges*». «*C'est ma vie*», dit de *The IT Crowd*, série dont les héros sont des informaticiens, un cadre de 38 ans.

La série est progressivement devenue une forme audiovisuelle – un genre – à part entière et, en cela, elle opère une transformation de l'œuvre audiovisuelle par rapport au cinéma et au long métrage. En effet, la série n'est pas un long film de 5, 10 ou 50 heures. Si pour plus d'un spectateur sur deux, films et séries n'ont rien à voir, n'est-ce pas leur manière d'être des fictions qui se différencie? Du point de vue formel, la différence de la série par rapport au long métrage de cinéma apparaît en termes d'incarnation, de conséquence et d'inachèvement de leur narration. Parce que les séries ont le temps long pour elles, elles montrent tandis que les films signifient. ●

(1) Éric Maigret et Éric Macé (dir.), *Penser les médiacultures. Nouvelles pratiques et nouvelles approches de la représentation du monde*, Le Bord de l'eau, 2005.
(2) Olivier Donnat et Denis Cogneau, *Les Pratiques culturelles des Français, 1973-1989*, La Découverte/La Documentation française, 1990.

On prend de la hauteur avec *Philosophie magazine*

Avec *Philosophie magazine*, découvrez chaque mois un éclairage philosophique sur l'actualité et les grandes questions de l'existence, et découvrez en cahier central un grand texte classique de philosophie. Comme Nietzsche, avec la rentrée, préparez-vous à affronter un nouveau cycle annuel, car « *chaque pensée et chaque gémissement et tout ce qu'il y a d'indiciblement petit et grand dans ta vie devront revenir pour toi* ».

OFFRES D'ABONNEMENT
au choix

5,90 €* par mois
+ 2 hors-séries offerts

ou

59 €** pour un an
+ 2 hors-séries offerts

- Chaque mois, le magazine dans votre boîte aux lettres.
- Chaque jour, des éclairages philosophiques sur l'actualité.
- Chaque soir, le billet de la rédaction dans votre boîte mail.
- À tout moment, l'encyclopédie en ligne : 12 000 articles, 400 dossiers, 500 entretiens...
- *Expresso*, les parcours interactifs sur philomag.com.
- Des invitations aux expositions et spectacles partenaires.
- *Les masterclass*, offertes aux abonnés : pour rencontrer et échanger avec des philosophes.

Abonnement Rapide
Scannez le QRcode ou **téléphonez** au 09 88 99 47 73

* Offre d'abonnement réservée aux nouveaux abonnés particuliers ou étudiants. Valable jusqu'au 31 décembre 2025. Arrêtez quand vous voulez à partir du 7e mois (engagement de 6 mois minimum). DOM-TOM, UE et pays étrangers, veuillez scanner le QRcode du bon de commande et cliquer sur « autres zones ».
** Offre d'abonnement réservée aux nouveaux abonnés particuliers ou étudiants. Valable jusqu'au 31 décembre 2025. Abonnement en tacite reconduction annuelle. Vous pouvez l'interrompre avant la fin de la première année sur notre site ou par mail : relationlecteurs@philomag.com. France métropolitaine : 59 € la première année, puis 69 € les années suivantes. DOM-TOM, UE et pays étrangers veuillez scanner le QRcode du bon de commande et cliquer sur « autres zones ».

EN CADEAU

Deux hors-séries, pour compléter votre collection... ou à offrir à un proche.



En cette rentrée, quel sens donner au travail ? Faut-il se contenter de gagner sa vie ou vouloir changer le monde ? Sommes-nous condamnés à osciller entre l'ennui et le burn-out ? C'est l'objet de ce dossier, à lire et relire en cette rentrée 2025.



Il y a un peu plus de cent trente ans, le « marteau » nietzschéen tombait sur les « préjugés moraux » de son temps : le bien et le mal, le vrai et le faux, le juste et l'injuste... Nous sommes bien les héritiers de Nietzsche. De ce même homme qui déclare ainsi sa « foi » dans la vie: « *La joie est plus profonde que la tristesse.* »

© William L. pour PM.

ALIMENTATION
Quand la viande divise

Par **Faustine Régnier**

Manger de la viande reste, notamment dans les classes populaires, une conquête historique. La diffusion des goûts dans la société en imitation des élites rencontre dans ce cas une résistance.

Autrefois perçue comme indispensable pour ses vertus fortifiantes et sa valeur symbolique, la viande est aujourd'hui l'objet d'une double mise à l'index, pour des raisons sanitaires (cancérogénicité probable selon l'Organisation mondiale de la santé) et écologiques (fort impact carbone). À quoi s'ajoute une dimension sociale: la viande cristallise des oppositions entre classes. Après les fruits et légumes, déjà marqueurs d'oppositions entre catégories sociales, la viande devient un révélateur des clivages sociaux: le rapport à la viande est-il devenu une nouvelle ligne de fracture dans une société où les goûts se polarisent?

UN CLIVAGE SOCIAL ET POLITIQUE

Comme l'ont montré Maurice Halbwachs et Pierre Bourdieu à sa suite, les goûts alimentaires ne relèvent pas uniquement de préférences personnelles: ils s'ancrent dans des structures sociales, circulent entre les groupes, et peuvent devenir des marqueurs de distinction. Le cas de la viande en est un révélateur.

Centrale dans la gastronomie française, la consommation de viande en France a fortement augmenté jusqu'aux années 1980, avant de baisser à partir des années 1990. Si les viandes de boucherie sont en recul, la volaille a longtemps compensé cette baisse, avec un repli sans doute plus net depuis 2023. Parallèlement, les appels à «*manger moins de viande*» se sont intensifiés, accompagnés d'un intérêt croissant pour les régimes végétariens, bien que ceux-ci concernent moins de 3% des Français.

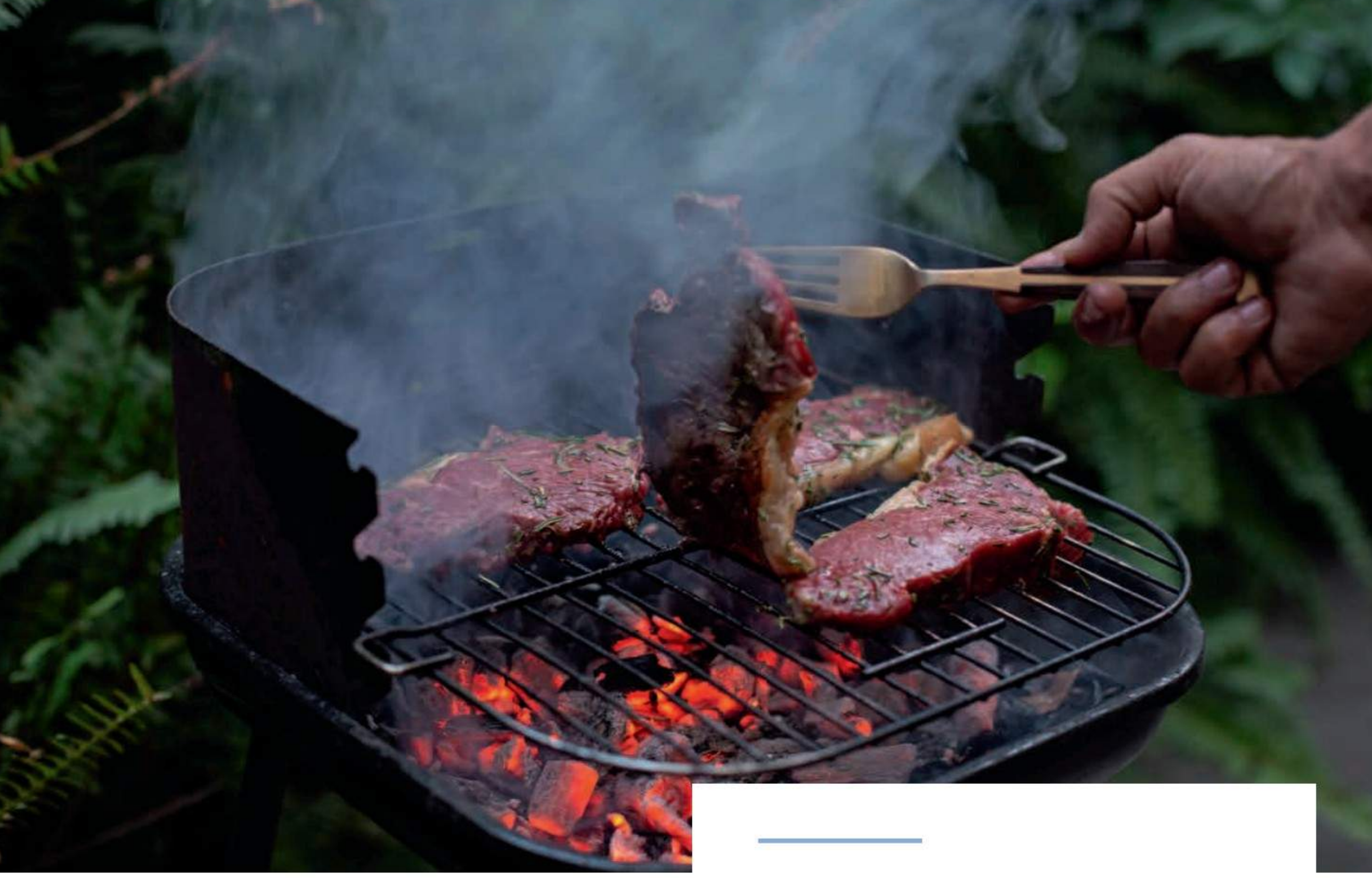
En la matière, les différences sociales sont fortes. Les catégories aisées et moyennes adhèrent plus volontiers à l'idée de réduire, voire d'exclure, les produits carnés. Cette posture s'exprime par un registre mêlant plaisir, équilibre et responsabilité écologique. La dimension hédoniste persiste, surtout chez les hommes, avec une concession: la viande est appréciée, mais il ne faut pas en abuser. Même si la pratique ne suit pas toujours, cette réduction devient une norme intériorisée, éthique et sanitaire, autant qu'un signe de conformité aux discours dominants et une logique de distinction sociale.

Dans les classes populaires, en revanche, la viande reste centrale: elle incarne plaisir, satiété, force physique. Cet attachement s'ancre dans une mémoire sociale où son accès, autrefois réservé aux riches, symbolise une conquête. Y renoncer est perçu comme une privation ou le signe de difficultés économiques. Si certains déclarent une moindre appétence (plutôt liée à l'âge ou au genre), les restrictions relèvent surtout de contraintes budgétaires ou d'habitudes de privation, plus que d'un souci écologique ou sanitaire.

Des clivages internes complexifient ce tableau: les hommes, tous milieux confondus, sont plus attachés à la viande que les femmes, souvent prescriptrices de modération. De même, les jeunes actifs issus des classes populaires contrastent avec les étudiants, souvent plus engagés écologiquement, qui valorisent une alimentation végétale.

La viande est aussi un objet politique, cristallisant des enjeux liés à l'identité nationale, à la virilité, à la culture populaire : Sandrine Rousseau, élue écologiste, affirme vouloir «*changer de mentalité pour que manger une entrecôte ne soit plus un symbole de virilité*», provoquant une réponse

Faustine Régnier est sociologue, spécialiste de l'alimentation, à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae). Elle vient de publier Distinctions alimentaires (PUF, 2025).



de Fabien Roussel, du Parti communiste, défenseur d'un art de vivre «*fait de viande, de fromage et de vin*».

La viande concentre aujourd'hui les discours critiques. Elle se trouve au carrefour des enjeux de santé publique et de transition écologique, soumettant les individus à un double impératif: bien manger pour leur santé, mais aussi pour la planète. Les recommandations convergent vers une alimentation plus végétale, locale, saisonnière, moins transformée. En miroir, la surconsommation de viande est stigmatisée.

Ce cumul d'injonctions, nutritionnelles et écologiques, accentue la pression sur les choix alimentaires. La viande révèle la fracture écologique. Les mesures de transition suscitent des réactions vives, surtout dans les milieux populaires. Ce rejet ne porte pas tant sur l'écologie elle-même que sur les formes qu'elle prend: normes perçues comme inégalitaires, contraintes imposées d'en haut, injonctions moralisatrices.

Dans ce contexte, les discours prescriptifs – pour la santé, pour l'environnement – sont parfois vécus comme culpabilisants, renforçant le sentiment de stigmatisation, de déclassement, et les réactions de rejet critique.

VERS UNE POLARISATION?

On sait que la circulation des goûts repose sur un processus de diffusion verticale: les classes supérieures initient les tendances, reprises ensuite par les catégories intermédiaires, puis diffusées dans les classes populaires.

Les individus sont soumis à un double impératif: bien manger pour leur santé, et pour la planète.

Mais les pratiques alimentaires révèlent aujourd'hui des dynamiques de polarisation et de fragmentation, de segmentation des goûts et de marginalisation croissante de certains groupes. Le modèle classique de diffusion s'effrite sous l'effet d'une crise de légitimité des autorités, d'une défiance généralisée et de la pluralisation des références culturelles.

La circulation des goûts est rendue plus complexe par différentes évolutions: la montée des inégalités, la fragilisation des classes moyennes – traversées par un malaise alimentaire, clivées entre adhésion aux normes dominantes et formes de réactions populaires –, sans parler des usages numériques. Les recommandations nutritionnelles peinent à se diffuser de manière homogène, renforçant les fractures sociales et les inégalités d'accès à une alimentation de qualité.

Le processus de diffusion verticale devient moins opérant. La circulation des goûts se fait aussi, et sans doute davantage qu'autrefois, entre pairs. Le clivage autour de la viande vient refléter une fragmentation plus large: entre classes, générations, valeurs et styles de vie.

© Kathrin Ziegler



FOOT, JO

Nos joies sportives, miroir ou mirage ?

Par **Stéphane Beaud**

Victorieuse pour la deuxième fois de la Coupe du monde en 2018, organisatrice de Jeux olympiques réussis en 2024, la France a connu ces dernières années des joies sportives aussi fortes qu'éphémères.

Souvenons-nous. Le 15 juillet 2018, l'équipe de France masculine de football, multiculturelle en diable, gagne la Coupe du monde en Russie devant 21 millions de téléspectateurs en France (et pas moins d'un milliard dans le monde), provoquant une effusion de joie collective. Et il y a un an, le 26 juillet 2024, la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) de Paris, organisée de manière inédite à l'extérieur d'une enceinte sportive, le long de la Seine, place la France au centre de l'attention mondiale. Outre l'enthousiasme quasi unanime des médias internationaux, cette cérémonie, suivie par 23 millions de téléspectateurs en France, déclenche un élan de fierté nationale rarement atteint depuis longtemps.

Voilà deux moments forts de liesse populaire propres à attirer l'attention des sociologues même si, paradoxalement, ces véritables événements ne font pas l'objet d'enquêtes fouillées, laissant le terrain d'analyse aux sondages d'opinion plus ou moins approximatifs. Sans cette boussole de l'enquête, risquons quand même quelques considérations. Il est possible d'avancer que si ces moments collectifs ont frappé l'opinion publique, c'est avant tout parce qu'ils offrent

Stéphane Beaud est professeur de science politique à Sciences Po Lille. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le sport dont *Traîtres à la nation? Un autre regard sur la grève des Bleus en Afrique du Sud* (avec Philippe Guimard, La Découverte, 2011) et *Sociologie du football* (avec Frédéric Rasera, La Découverte, coll. «Repères», 2020).

© Odhrán Dunne

Coupe du monde 2018, Paris. Photo de Odhràn Dunne, lauréat de la Grande commande BNF de photojournalisme en 2021 et premier prix de l'ANI Pixtrak dans le cadre du festival Visa pour L'image en 2022.

des images rares de rassemblement, de cohésion, de fête, voire de communion. En particulier, celle d'un peuple pour une fois uni (certains préciseront aussitôt «*en apparence*») parvenant, fût-ce pour un temps, à surmonter ses divisions et à offrir de lui-même un visage de bonheur collectif. De telles occasions exercent un effet miroir, sinon grisant, du moins apaisant pour bien des individus confrontés à diverses épreuves existentielles. Cette parenthèse enchantée tranche heureusement avec la grisaille ambiante, la pesanteur des temps et du climat géopolitique, et la noirceur du monde et de la France que se complaisent à mettre en scène certains médias, tels CNews et ses commentateurs attitrés.

Distinguons toutefois ces deux événements, qui se sont déroulés dans des contextes différents. La grande liesse de juillet 2018 rappelait, par bien des côtés, celle des 12 et 13 juillet 1998 lors de la première victoire de la France en Coupe du monde, époque marquée par une cohabitation politique relativement apaisée, une croissance qui repartait et le rêve d'une France «black-blanc-beur» unie.

La fête de 2018 s'est déroulée avec quelques illusions en moins, dans une société française encore meurtrie par la longue et dramatique série des attentats jihadistes de 2015-2016. Par ailleurs, cette victoire de 2018 venait conclure une longue séquence historique ouverte par la fameuse «grève du bus» lors de la Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud, au cours de laquelle la légitimité de ces Bleus à porter le maillot national et à représenter le pays avait été remise en cause. Parce que beaucoup d'entre eux étaient d'origine africaine et/ou musulmans, ils ont longtemps été suspectés de ne pas pouvoir appartenir au «nous» national. À travers eux était en fait souvent contestée la légitimité des jeunes issus de l'immigration postcoloniale à prendre place dans la société française. Or, derrière la liesse collective de juillet 2018, les problèmes structurels des banlieues (échec scolaire, emploi, relations entre population et forces de l'ordre...) demeuraient.

LE TEMPS SUSPENDU

Six ans plus tard, la cérémonie d'ouverture des JO de Paris a lieu dans un contexte national et politique très particulier. D'une part, ces Jeux ont longtemps été dénigrés voire vilipendés en France, les Parisiens (*intra-muros*) ayant été nombreux à vouloir fuir la capitale face aux problèmes logistiques annoncés et à l'afflux à venir de «hordes» de touristes – les Français se conformant ainsi aux yeux de l'étranger à l'image qui leur colle à la peau, celle de râleurs impénitents, désespérément grincheux. D'autre part, une période de turbulences politiques à haut risque, déclenchée par la dissolution insensée de l'Assemblée nationale par le président Macron, s'est ouverte juste avant les JO. Les élections législatives de juin et juillet 2024 se sont en effet déroulées sous la menace de l'accession au pouvoir du Rassemblement national, véritable épée de Damoclès pesant désormais sur la démocratie française. Le pays est, au moment de la cérémonie d'ouverture, encore convalescent, à long terme marqué par une campagne sous haute tension au cours de laquelle s'est diffusée dans l'espace public une idéologie ouvertement xénophobe et où ont été commis une série d'actes relevant d'un racisme décomplexé (le RN et Reconquête de Zemmour rassemblant au total près de 40% des voix des votants).

Dans ce contexte, la dimension inclusive de la cérémonie de Thomas Jolly, le pas de deux sur le pont des Arts entre Aya Nakamura et un musicien de la garde républicaine, le démarrage du parcours de la flamme olympique par Zinedine Zidane, puis l'allumage de la vasque aux Tuileries par Marie-José Perec et Teddy Riner, deux grands héros sportifs originaires de la Guadeloupe, ont constitué autant d'images iconiques permettant de redonner corps à la devise républicaine, «Liberté, Égalité, Fraternité». Même s'il ne faut pas oublier que cette cérémonie d'ouverture a fait l'objet de controverses médiatiques, notamment au travers d'une représentation de la Cène (les organisateurs ont parlé d'un simple banquet) qui a suscité de fortes protestations, dont celle des évêques de France. Et que l'autoportrait flatteur qu'elle a donné de la France aux yeux du monde n'a duré qu'un «moment».

Lors de la cérémonie d'ouverture des JO 2024, le pays est encore sonné par la dissolution.

Un an plus tard, ce temps de bonheur collectif apparaît déjà bien lointain, assez vite recouvert par le fracas des armes (plus que jamais en Ukraine, mais aussi à Gaza et en Iran notamment), les soubresauts de l'économie mondiale face aux oukases douaniers de Donald Trump, les attaques multiples à l'encontre de l'écologie et, *last but not least*, l'exploitation de toutes ces misères par les populistes de tout poil qui prospèrent dans un monde désorienté. Mais rien n'empêchera ces beaux souvenirs sportifs de perdurer dans les têtes avec, en sourdine, le refrain de Charles Trenet, «*Y'a d'la joie!*»

Notre sélection de lecture

— DES OUVRAGES SUR LES MÉTAMORPHOSES DE LA FRANCE DES ANNÉES 2010-2020

Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier et Sandrine Astor (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions,* PUG, 2019.

Antoine Bristielle (dir.), *Que veulent les Français ? L'opinion publique dans tous ses états,* L'Aube, 2022.

Louis Chauvel, Anne Lambert, Dominique Merllie et Françoise Milewski, *Les mutations de la société française,* La Découverte, 3e éd., 2019.

Frédéric Dabi, avec Stewart Chau, *La Fracture. Comment la jeunesse d'aujourd'hui fait sécession : ses valeurs, ses choix, ses révoltes, ses espoirs...,* Les Arènes, 2021.

David Djaïz, *Le nouveau modèle français,* Allary Éditions, 2021.

Jérôme Fourquet, *L'archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée,* Seuil, 2019 ; avec Jean-Laurent Cassely, *La France sous nos yeux. Économie, paysages, nouveaux modes de vie,* Seuil, 2021.

Sandra Hoibian, *La mosaïque française. Comment (re)faire société aujourd'hui,* Flammarion, 2024.

Hervé Le Bras, *Se sentir mal dans une France qui va bien. La société paradoxale,* L'Aube, 2019.

Vincent Tiberj, *La droitisation française, mythe et réalités,* PUF, 2024.

— DES ATLAS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Aurélien Delpirou, Frédéric Gilli et Martin Vanier, *La France en perspectives. Imaginer 2050,* Autrement, 2024.

Benoist Simmat et Xemartin Laborde, *Atlas des richesses insoupçonnées de la France,* Les Arènes, 2018.

— QUELQUES ENQUÊTES CIBLÉES PUBLIÉES PAR NOS CONTRIBUTEURS

Marie Bergström (dir.), *La sexualité qui vient. Jeunesse et relations intimes après #Metoo,* La Découverte, 2025

Jean-Laurent Cassely, *Marseille, nouveau manuel de survie,* Les Beaux jours, 2014.

Clément Combes et Hervé Glévarec, *Séries. Enquête sur les pratiques et les goûts des Français,* Presses des Mines, 2021.

Fred Constant, *Géopolitique des outre-mer. Entre déclassement et (re)valorisation, Le Cavalier bleu,* 2e éd. révisée, 2025.

Hakim El Karoui, *L'islam, une religion française,* Gallimard, 2018.

Guillemette Faure et Louise Tourret, *Pourquoi les enfants de profs réussissent mieux,* Les Arènes, 2019.

Félicien Faury, *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite,* Seuil, 2024.

Michel Gandilhon, *Drugstore. Drogues illicites et trafics en France,* Le Cerf, 2023.

Serge Guérin, *Et si les vieux aussi sauvaient la planète,* Michalon, 2024.

Faustine Régnier, *Distinctions alimentaires,* PUF, 2025.

Gérôme Truc, *Sidérations. Une sociologie des attentats,* PUF, 2016.

Nadège Vezinat, *Le service public empêché,* PUF, 2024.

© Iryna Kushnarova / Dreamstime.com

SCIENCES HUMAINES
Faisons connaissance

Nos dernières publications

LE MENSUEL



N° 379 : parution 28/05/2025



N° 380 : parution 02/07/2025



N° 381 : parution 27/08/2025

LES GRANDS DOSSIERS



GDSH78 : parution 20/03/2025



GDSH79 : parution 25/06/2025

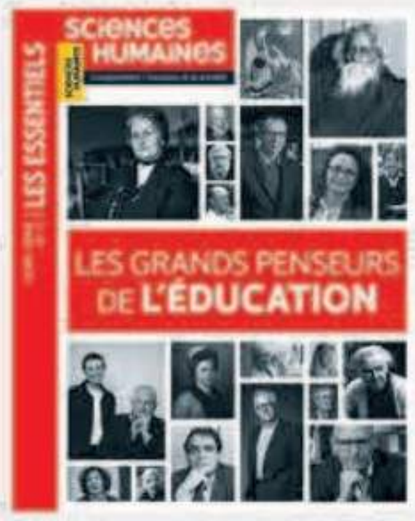


GDSH80 : parution 18/09/2025

LES ESSENTIELS



ESS16 : parution 17/04/2024

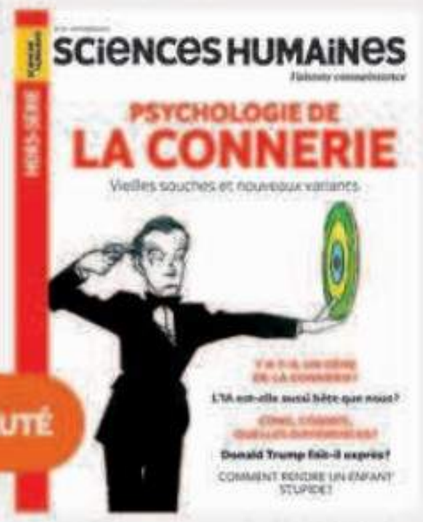


ESS17 : parution 17/10/2024



ESS18 : parution 17/04/2024

LES HORS-SÉRIES



HS32 : parution 24/07/2025

TOUTES NOS PUBLICATIONS (MAGAZINES – LIVRES)
SONT DISPONIBLES SUR COMMANDE
EN SCANNANT CE QRcode
WWW.SCIENCESHUMAINES.COM

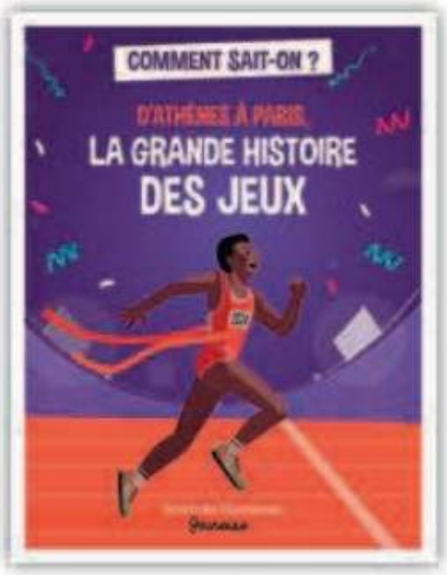
SCIENCES HUMAINES
Faisons connaissance

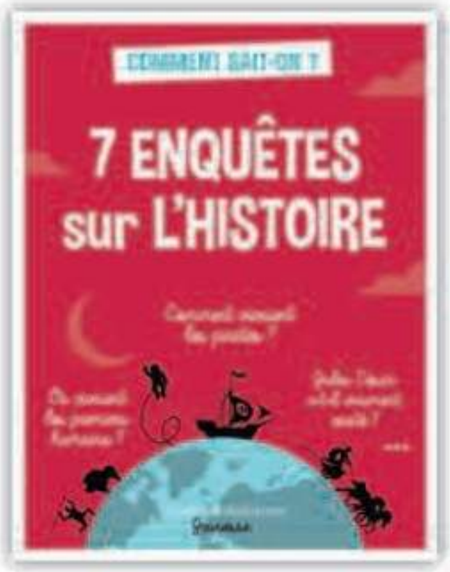


COMMENT SAIT-ON ?

UNE COLLECTION DE DOCUMENTAIRES À PARTIR DE 8 ANS

DERNIÈRE PARUTION

















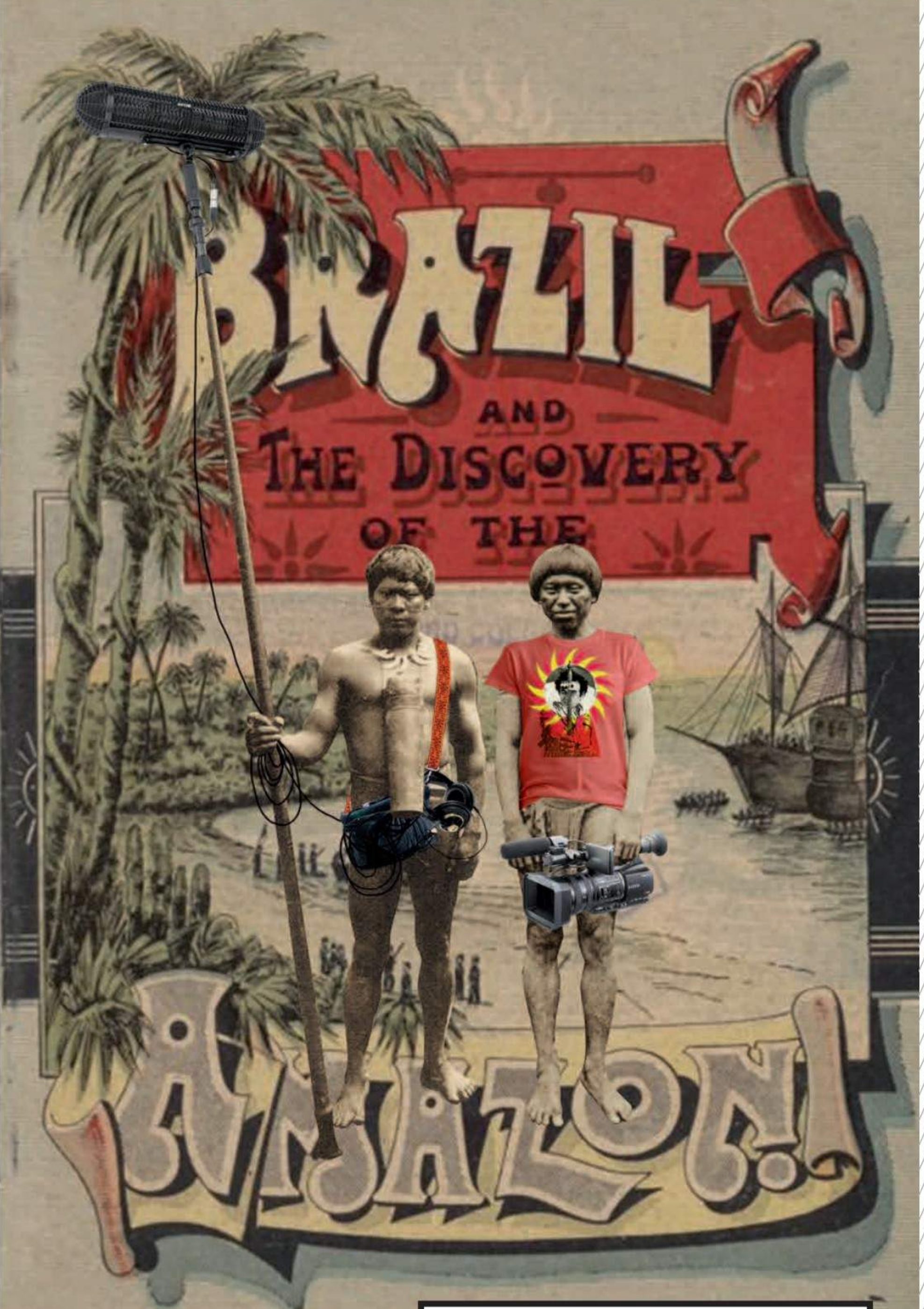
Cécile Guibert Brussel
met son savoir d'autrice au service des enfants et leur donne toutes les clés pour comprendre ce que sont et d'où viennent les guerres.



Sciences Humaines
Jeunesse

Éditions Sciences Humaines

RETROUVEZ TOUTE LA COLLECTION EN SCANNANT CE QRCODE DISPONIBLE EN LIBRAIRIE SUR WWW.SCIENCESHUMAINES.COM OU PAR TÉLÉPHONE AU 03 86 72 07 00



Découverte
84 Amazonie
Une forêt et des peuples
Entretien avec
Leandro Varison

Ethnomusicologie
90 Afrique
Un continent de paysages sonores
Entretien avec
Madeleine Leclair

Exposition
95 Travail et pauvreté
Comment sortir du paupérisme ?

Actus
97 Photographie
98 BD
98 Musique

Cacadores de Ficcoes Coloniais, série des *Chasseurs coloniales 1*, Denilson Baniwa.

© Denilson Baniwa / Musée du quai Branly - Jacques Chirac

Sommaire



DÉCOUVERTE

Amazonie
UNE FORÊT ET DES PEUPLES

Quelles visions les peuples autochtones ont-ils de leur territoire? Deux expositions, à Paris et à Lyon, donnent à découvrir une autre Amazonie.

À l'heure où l'Amazonie cristallise les débats sur la déforestation et le changement climatique, deux expositions d'envergure s'emparent de cette région emblématique pour en révéler la complexité. Au musée du Quai-Branly-Jacques-Chirac, «Amazônia. Créations et futurs autochtones», et au musée des Confluences à Lyon, «Amazonies» proposent de remettre en question l'ethnographie muséale traditionnelle pour redonner la parole aux peuples amazoniens eux-mêmes.



Waferinaipe ou les anciens héros de l'univers ouvrent le nombril du monde, **Denilson Baniwa.**

Ces manifestations questionnent frontalement les catégories traditionnelles de l'histoire de l'art occidentale. Plus qu'une simple présentation d'objets ethnographiques, elles expérimentent de nouvelles formes de collaboration avec les communautés autochtones et révèlent une Amazonie plurielle, traversée d'histoires et de créations contemporaines. En s'éloignant de l'exotisme et en s'intéressant au regard des populations autochtones, elles posent une question centrale: quelles visions les peuples autochtones ont-ils de leur propre modernité?

REPENSER L'EXPOSITION ETHNOGRAPHIQUE

Des flèches, des plumes, des hamacs: pendant longtemps, les musées ethnographiques européens ont présenté l'Amazonie comme une terre hors du temps, peuplée d'objets dits «primitifs» et figée dans un passé lointain. Ce regard colonial et exotisant cède désormais la place à une vision plus dynamique, renouvelant en profondeur la construction des expositions ethnologiques. Les deux expositions illustrent cette volonté par leurs partis pris scientifiques et scénographiques. Nées d'une collaboration étroite avec des représentants de peuples autochtones, elles renouvellent les méthodes muséales traditionnelles.

UNE HISTOIRE CACHÉE SOUS LA CANOPÉE

L'exposition du Musée des confluences invite à découvrir l'Amazonie brésilienne d'aujourd'hui à travers le regard direct des habitants de trois villages – Ashaninka, Mebêngôkre et Wayana-Apalaï. Les objets présentés ont été collectés lors de missions de terrain menées en partenariat, chaque communauté ayant désigné des référents qui ont participé à leur sélection et à leur interprétation. La scénographie, très pédagogique, recrée l'univers de la canopée: bande sonore amazonienne, témoignages filmés, jeux de lumière.

Au musée du Quai-Branly, c'est un une immersion culturelle dans l'Amazonie qui attend le visiteur. Aux antipodes d'une forêt vierge, l'accent est mis sur les conceptions amazoniennes du monde et sur les créations contemporaines autochtones. «Amazônia» est le fruit d'un commissariat partagé entre le docteur en anthropologie Leandro Varison et l'artiste, conservateur et militant autochtone Denilson Baniwa, membre du peuple Baniwa. Ensemble, ils mettent en dialogue collections historiques et créations contemporaines, révélant la continuité créative qui les relie et questionnant les frontières entre «artisanat traditionnel» et «art contemporain». Ces démarches collaboratives transforment la vision de l'Amazonie contemporaine. Elles dévoilent d'abord l'extraordinaire diversité actuelle de cette région: 305 peuples autochtones vivent aujourd'hui au Brésil, parlant 175 langues différentes. Ni gardien figé du passé ni victime de la mondialisation, l'exposition montre que l'Indien générique n'existe pas.

Elle montre également comment cette modernité autochtone s'exprime dans l'urbanité méconnue de la région, où les peuples amazoniens naviguent entre village et ville sans renoncer à leur identité, proposant des modèles alternatifs de développement.

Cette diversité contemporaine s'enracine dans une histoire millénaire que les recherches récentes montrent sous un jour nouveau. Longtemps considérée comme une nature vierge, l'Amazonie se révèle au contraire comme un espace profondément transformé par les peuples autochtones, bien avant les temps coloniaux.

© Denilson Baniwa / Musée du quai Branly – Jacques Chirac

Les découvertes archéologiques récentes bouleversent notre vision de l'Amazonie précolombienne. Ainsi les géoglyphes, ces fossés géométriques géants creusés dans le sol, ont été détectés par centaines en Amazonie occidentale grâce au survol aérien de zones déforestées depuis 2017. Dissimulées sous la forêt depuis des siècles, ces mystérieuses tranchées témoignent d'une occupation organisée et ont notamment pu servir de lieux de rassemblement lors de cérémonies.

L'ampleur de cette urbanisation ancienne a de quoi surprendre. Une étude publiée en 2018 dans *Nature Communications* évalue à plus de 1300 le nombre de sites similaires répartis sur 400000 km² dans le sud de l'Amazonie. Cette civilisation aurait compté entre 500000 et un million d'habitants entre les 13e et 15e siècles.

Ces découvertes confirment ce que révèlent d'autres indices: l'Amazonie fut profondément anthropisée. Les peuples amazoniens ont ainsi créé la *terra preta* (terre noire), en sélectionnant des espèces végétales depuis plus de 13000 ans et en enrichissant les sols sans altérer le fonctionnement des écosystèmes forestiers. Ces sols artificiels, formés par l'accumulation de déchets organiques, charbon et cendres, présentent une fertilité exceptionnelle qui continue de s'étendre naturellement sous l'effet des pluies tropicales. Supportant la culture du manioc, du maïs et de nombreuses plantes alimentaires et médicinales, ils couvrent 0,3% du bassin amazonien et constituent un important patrimoine agricole.

Enfin, contrairement à une autre idée reçue sur l'Amazonie, elle n'était pas un territoire isolé. Des réseaux d'échanges reliaient la région aux Andes, à la côte atlantique, jusqu'aux

> La prétendue forêt vierge d'Amazonie a vu prospérer une civilisation complexe.

Caraïbes et à la Mésoamérique – cet ensemble de territoires occupés par les hautes civilisations précolombiennes. Les objets archéologiques retrouvés attestent de ces circulations étendues, révélant des sociétés intégrées dans des circuits commerciaux et culturels à l'échelle continentale.

SMARTPHONES ET COIFFES EN PAILLE

Aujourd'hui, cette porosité des peuples autochtones amazoniens se retrouve dans l'articulation entre héritage culturel et innovations, dans les objets du quotidien. L'exposition du Musée des confluences documente cette hybridation créative à travers des objets saisissants: un porte-bébé traditionnel mebêngôkre orné du logo Adidas, une coiffe confectionnée avec des pailles en plastique après qu'un incendie a détruit les plumes traditionnelles, des smartphones utilisés lors des rituels. Ces objets ne témoignent pas d'une «perte culturelle» mais bien d'une forte capacité d'adaptation, d'une alliance entre significations spirituelles et vie moderne.

Cette inventivité s'épanouit également dans l'art contemporain, comme le révèle l'exposition du Quai-Branly. Des artistes autochtones développent des langages plastiques qui puisent dans les cosmologies traditionnelles tout en dialoguant avec l'art contemporain international, créant de nouvelles catégories esthétiques. Ainsi, Rember Yahuar-



Coiffe, krôkrôkti, fin du 20e siècle, Brésil, culture mebêngôkre. Plumes d'aras, d'aigrette et de jabiru Collection du musée des Confluences, don du docteur Aldo Lo Curto.

PARADOXE

« Cités-jardins » amazoniennes

Un proto-urbanisme en Amazonie précolombienne? En 2024, l'équipe de l'archéologue Stéphen Rostain révèle dans *Science* une découverte spectaculaire. Grâce à la technologie LiDAR, qui cartographie les reliefs sous la canopée – cette couverture d'arbres très dense de la forêt –, ils mettent au jour un véritable réseau urbain dans la vallée de l'Upano, en Équateur. Plus de 6000 plateformes reliées par un système routier sophistiqué s'étendant sur des dizaines de kilomètres, occupées de 500 av. J.-C. à 600 apr. J.-C. Ces «cités-jardins» intégraient terrasses agricoles et réseaux de drainage, comparables aux systèmes mayas. C'est tout le «paradoxe amazonien» décrit par Rostain: l'intégration des Amérindiens dans la nature était si harmonieuse que leurs traces monumentales sont restées invisibles pendant des siècles. Loin de reconnaître la sophistication de cette urbanisation intégrée, les colons européens y ont vu une incapacité à faire fructifier les terres. Ce n'est qu'aujourd'hui qu'on redécouvre cette civilisation urbaine, dissimulée par la végétation qu'elle avait elle-même façonnée. ● **A.A.**

© Musée des Confluences / Photo Olivier Garcin



Une esthétique attributive, Iano Mac Yawalapiti.



Hii nomawe hipa, Sheroanawe Hakihiiwe.

cani, artiste uitoto d'Amazonie péruvienne, peint les récits mythologiques dans des formats contemporains. Ses œuvres, comme *El territorio de los abuelos* (2021), mêlent forêt multicolore et créatures mythiques, nourries des histoires de sa grand-mère chamane. Le «banc jaguar» de Karapüta Mehinaku illustre aussi la relativité de ces classifications: est-ce un objet d'usage, une sculpture contemporaine, un objet rituel? Cette indétermination volontaire remet en perspective les frontières définies par l'histoire occidentale de l'art.

Cette créativité s'exprime enfin dans l'engagement pour la défense territoriale. Loin de subir passivement les destructions de l'Amazonie, les peuples amazoniens développent des stratégies actives de résistance. Dans cette urbanité amazonienne méconnue, ils naviguent entre village et ville, se forment dans les universités, maîtrisent les réseaux sociaux, organisent des manifestations dans les capitales pour défendre leurs droits territoriaux et alerter sur les menaces environnementales.

QUAND LES MUSÉES DEVIENNENT DES ALLIÉS

Brasilia a ainsi accueilli d'importants rassemblements de représentants d'Amazonie en avril 2025, à l'approche de la COP30 qui se déroulera en novembre prochain à Belém, dans le nord de l'Amazonie. Cette circulation entre espaces urbains et territoires ancestraux leur permet donc d'investir l'espace public brésilien et international tout en maintenant leurs liens identitaires.

Devant à ces transformations accélérées, les cultures autochtones font face à de nouveaux défis. L'intégration de modes de vie modernes, qu'elle soit choisie ou subie, s'accompagne parfois d'une fragilisation du lien à la tradition chez les jeunes générations. Dans cette circulation entre village et ville, la transmission des savoirs se complexifie et certaines connaissances détenues par les anciens risquent de disparaître.

C'est dans ce contexte que certains peuples autochtones se tournent aujourd'hui vers les musées, y voyant des alliés inattendus pour la préservation de leur patrimoine. Ainsi, dans le cadre du partenariat avec le Musée des confluences, Shãtsi Piyãko, partenaire référente du peuple ashaninka, explique l'importance de la conservation de la culture matérielle et de l'histoire de son peuple dans un musée européen. À rebours d'une muséification de la culture ashaninka, elle saisit dans cette collaboration une manière de «*tisser des liens*», d'étendre la vision du monde de son peuple au-delà des frontières. Cette coopération prend des formes très concrètes: Shãtsi Piyãko a ainsi participé à l'étiquetage des objets collectés, apportant les précisions culturelles que seule la communauté peut fournir. Cette démarche transforme l'objet muséal en véritable témoignage vivant.

De gauche à droite: © Iano Mac Yawalapiti / Musée du quai Branly – Jacques Chirac, © Sheroanawe Hakihiiwe / Musée du quai Branly – Jacques Chirac / Photo Pauline Guyon



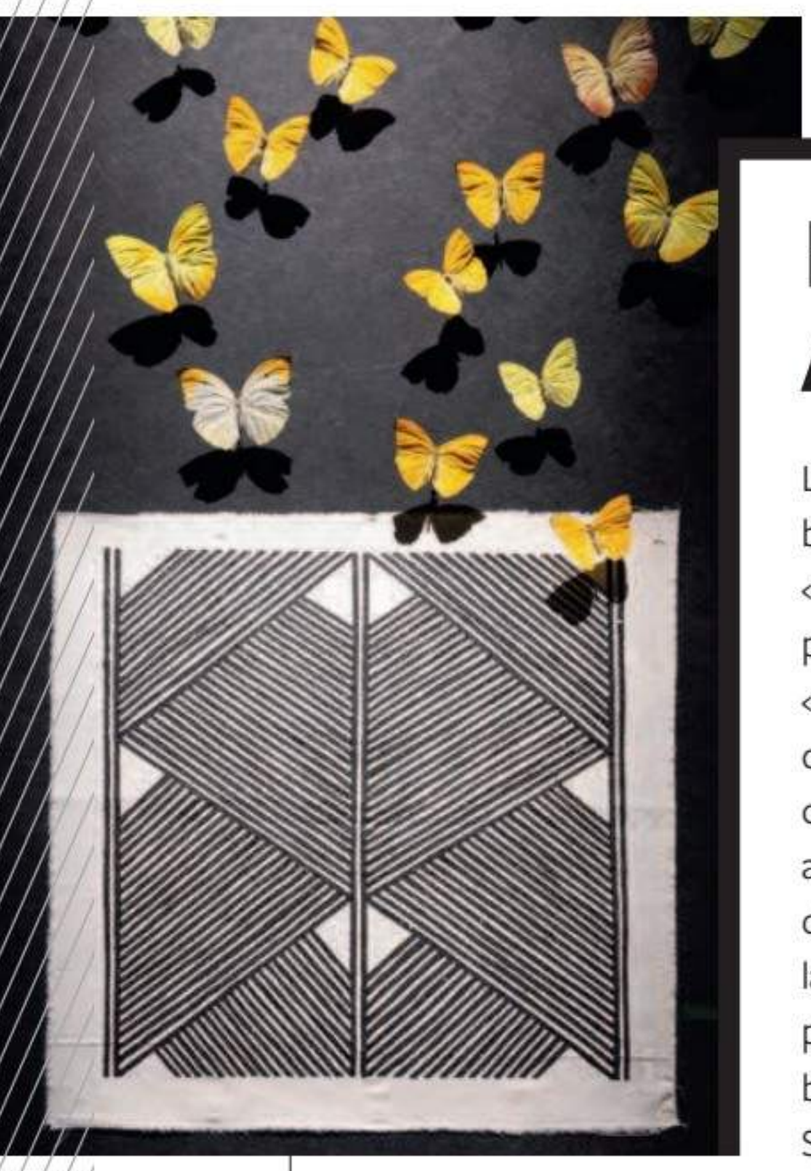
Contatos Imediatos de Terceiro Grau, série des *Chasseurs coloniales 13*, Denilson Baniwa.

Ces deux expositions révèlent la contemporanéité multiple des peuples amazoniens tout en participant d'un renouvellement des pratiques muséales. En faisant des communautés autochtones les coproductrices du savoir exposé, elles proposent de nouveaux modèles collaboratifs qui dépassent le regard ethnographique traditionnel. En dévoilant des cosmologies amazoniennes où humains, animaux, esprits et forêt constituent un même monde relationnel, «Amazonies» et «Amazônia» donnent à voir concrètement ces «*autres façons d'habiter la Terre*» théorisées par l'anthropologue Philippe Descola. Elles mettent en valeur, ainsi que le souligne Leandro Varison, que la forêt est un «*espace social*», peuplé d'êtres humains et non humains, avec qui se développe une «*diplomatie*». Les savoirs autochtones présentés ne relèvent plus de l'exotisme muséal, mais offrent donc des alternatives à notre modèle de développement. Dans la perspective de la COP30 de Belém, ces expositions préparent peut-être les esprits à entendre les voix amazoniennes comme des expertises légitimes d'une véritable politique du vivant. ●

À VOIR

Exposition «Amazônia. Créations et futurs autochtones», musée du Quai-Branly-Jacques-Chirac, Paris, du 30 septembre 2025 au 18 janvier 2026.
Exposition «Amazonies», musée des Confluences, Lyon, jusqu'au 8 février 2026.

ALBANE AKOUN



Weve, *Papillon*, Nhakti Kayapo.

ESTHÉTIQUE

Art ou artisanat ?

L'art contemporain autochtone amazonien bouscule les catégories occidentales entre «art», «artisanat» et «ethnographie». Jardins potagers, coiffes rituelles, peintures corporelles, «banc jaguar», tableaux imprégnés de cosmologies... Autant de créations revendiquées comme pleinement artistiques par des artistes autochtones. Carlos Jacanamijoy, artiste inga de Colombie, lie ainsi sa démarche créative à la mémoire des colliers de ses grands-parents, portés lors du carnaval Kalusturinda, dans les bains avec «l'arbre arc-en-ciel» de la vallée du Sibundoy. Pour lui, «*la mémoire de ces colliers arrive dans* [son] *esprit de peintre avec des sensations de froid, de chaleur* [qu'il] *exprime dans* [son] *œuvre*». Collier traditionnel et peinture participent alors du même processus créatif.

Le «Banc jaguar » de Karapüta Mehinaku illustre cette relativité des catégories : objet d'usage, sculpture ou pièce rituelle? Ces créations montrent que, du point de vue autochtone, ces distinctions n'ont pas forcément de sens. Les artistes autochtones revendiquent ainsi leur propre vision de la contemporanéité, créant de nouvelles catégories esthétiques qui échappent aux cadres occidentaux et interrogent nos définitions de l'art. ● **A.A.**

De haut en bas : © Denilson Baniwa / Musée du quai Branly – Jacques Chirac, © Nhakti Kayapo / Musée des Confluences / Photo Bertrand Stofleth

Entretien avec **Leandro Varison**

«Les autochtones inventent d'autres futurs possibles»

Avec le commissaire autochtone Denilson Baniwa, Leandro Varison a voulu faire entendre des voix amazoniennes.



LEANDRO VARISON, commissaire de l'exposition «Amazônia. Créations et futurs autochtones».

Quel a été le moteur initial de l'exposition?
Denilson Baniwa et moi-même avons observé que les expositions sur l'Amazonie portent toujours un regard extérieur: on pense à l'Amazonie soit pour la développer, soit pour la préserver. Nous avons voulu raconter l'Amazonie autochtone de l'intérieur. Le fil conducteur de l'exposition est celui des créations autochtones. Nous présentons des pièces où le regard occidental dit «*ça, c'est de l'artisanat*» alors que pour les autochtones, c'est de l'art contemporain. Par exemple, Creuza Brumkwyg, du peuple Krahô, décrit la beauté des jardins potagers comme manifestation esthétique à part entière. Denilson Baniwa, membre du peuple Baniwa, a sillonné l'Amazonie et est très au courant des nouveaux artistes. Nous avons aussi beaucoup travaillé virtuellement: WhatsApp a révolutionné la communication en Amazonie! Souvent on voit l'Amazonie comme en dehors de l'histoire, condamnant les autochtones à une posture exotisante ou figée. Or nous avons voulu montrer que ces cultures sont contemporaines à nous, et continuent d'évoluer, mais ont fait un choix de civilisation différent. L'exposition se termine sur la création des futurs: les autochtones imaginent d'autres futurs possibles... parfois des futurs dont nous sommes exclus! C'est une manière d'inviter les publics à s'intéresser aux futurs que les peuples autochtones conçoivent.



© Rafaela Campos, © Musée du quai Branly – Jacques Chirac / Photo Pauline Guyon

Figurine anthropomorphe Karaja représentant une femme.

Comment cette contemporanéité amazonienne se traduit-elle dans l'exposition?
Dans les expositions sur l'Amazonie, on montre toujours les couronnes en plumes derrière des vitrines de manière sacralisée: on prend des ornements avec une fonction sociale et on les transforme en objets de musée. Nous avons voulu briser cette logique, et montrer des collections issues des communautés elles-mêmes. Le patrimoine pour eux est vivant. Ainsi, les coiffes chez le peuple Iny Karaga sont confectionnées lors d'un rituel d'initiation masculine. Je me suis rendu chez eux en partenariat avec une association culturelle pour demander un prêt de coiffes. Ces coiffes ont vécu, elles ne sont pas rangées dans un tiroir de collection ou derrière une vitrine. Une fois l'exposition terminée, nous les renvoyons au propriétaire d'origine, et elles vont reprendre vie!

Quelle place accordez-vous à l'urbanité et l'anthropisation de l'Amazonie?
On oublie qu'il y a des villes avec des millions d'habitants en Amazonie, comme Belém. Il s'agit de se demander comment les autochtones vivent ces phénomènes urbains. Quant à l'anthropisation, on a tendance à penser qu'il n'y a pas d'archéologie en Amazonie. Mais s'il n'y a pas d'archéologie du paysage, il existe bien une archéologie des sols. La distribution des arbres n'est pas le résultat hasardeux de phénomènes naturels, mais le fruit d'une gestion de la forêt. Il existe une véritable agroforesterie: la diversité biologique du paysage est utilisée pour produire quelque chose d'utile à l'homme. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR A.A.



Le musicien Étienne 'Doko et son lamellophone sanzi, République centrafricaine, pays Gbaya, Gàló, 1977. Photographie de Vincent Dehoux, tirage photographique: Collection Vincent Dehoux

ETHNOMUSICOLOGIE

Afrique UN CONTINENT DE PAYSAGES SONORES

Entre l'Afrique et ses diasporas circulent des rythmes et des sonorités partagés par delà les frontières temporelles ou géographiques.

«Paysage sonore». L'expression peut décontenancer. Communément, le paysage renvoie à ce qui s'offre visuellement à celui qui observe. Mais, pour celui qui prête l'oreille, les lieux s'appréhendent aussi par les sons. C'est aussi la singularité de l'expérience auditive que le paysage sonore donne à comprendre: les sons ne restent pas extérieurs à nous, ils nous traversent. Le philosophe, musicologue et compositeur Murray Schafer forgea la notion de «paysage sonore» dans les années 1970 pour désigner notre environnement acoustique et y prêter davantage attention.

Les sons constituent une part importante des cultures humaines. Une passionnante exposition immersive, intitulée «Afrosonica. Paysages sonores», au Musée d'ethnographie de Genève (MEG), le montre avec force. Elle est une invitation à un voyage sonore à travers le continent africain et ses diasporas, hier mais aussi aujourd'hui. D'où le néologisme qui donne son nom à l'exposition: «Afrosonica» fusionne «Afro» qui renvoie aux identités culturelles, à l'histoire et aux luttes, et «sonica» qui évoque la dimension sonore. Conçue par Madeleine Leclair, conservatrice et ethnomusicologue spécialiste du Bénin, et Ntshepe Tsekere Bopape (Mo Laudi), artiste, DJ et chercheur, elle ne prétend pas offrir une lecture exhaustive résumant l'ensemble des paysages sonores d'un continent aussi vaste, mais l'éclairer à travers quelques exemples et récits. Plus que sur les sons en eux-mêmes, leurs caractéristiques formelles, c'est aux effets qu'ils produisent que s'attache l'exposition pour montrer le pouvoir de la musique et des sons.

L'HÉRITAGE DES GRIOTS

Si bien souvent l'expérience sonore et musicale est appréhendée comme une expérience collective, l'exposition rappelle qu'elle a également une dimension intime en reconnectant chacun avec son intériorité, en nourrissant sa méditation et sa réflexion tout en les reliant aux autres. C'est ce que donnent à voir certains usages, et notamment le lamellophone dont de très nombreux spécimens sont exposés, sanza, mbira ou likembe, fabriqués dans différents matériaux, avec parfois des traces d'usure ou de réparation. Ces instruments à doigts, constitués de lamelles le plus souvent en métal ou en bois, produisent une véritable «*musique à penser*». Les chants évoquent ainsi par exemple un père défunt, l'être aimé sous un mode souvent nostalgique. Les mélodies répétitives et cycliques plongent l'auditoire mais aussi le musicien dans un état contemplatif.

La parole et les musiques des griots, ces artisans de la parole et du son, jouent pour leur part un rôle crucial dans la transmission des récits enseignés oralement depuis des siècles. Ils jettent un pont entre passé et présent, donnent corps aux identités collectives et permettent à chacun de s'approprier son histoire. Plus récemment, le «*spoken word*» a repris ce flambeau, surtout dans le contexte des luttes sociales et politiques des diasporas africaines. Rythme et poésie se conjuguent alors pour mêler émotions et pensée.

> Le lamellophone, instrument à doigts, produit une «musique à penser»

Dans une histoire marquée par l'esclavage et la colonisation, la musique et la danse sont des leviers d'affirmation culturelle. Elles créent des ponts entre les continents, entre l'Afrique et ses diasporas, son passé et son présent par-delà les frontières temporelles ou géographiques. Les

© Vincent Dehoux

peintures rupestres du Sahara central, en particulier celles du Tassili n'Ajjer en Algérie ou du massif de l'Ennedi au Tchad, reproduites dans l'exposition, montrent des instruments et des danses qui font écho à ceux toujours en usage au Sahel. Avec l'esclavage et les traversées transatlantiques, des rythmes et des mélodies ont aussi essaimé. Une mémoire marquée par la violence dont porte trace par exemple le gospel. Mais bien d'autres genres se sont nourris de cet héritage musical, le jazz, le ska, le reggae, la samba jusqu'au hip-hop, et se sont répandus dans le monde entier.

RITUELS INITIATIQUES

La musique en Afrique est aussi une manière de communiquer avec des esprits ou avec les ancêtres. Cet usage s'inscrit souvent dans des rituels initiatiques pour entrer en contact ou maintenir le lien avec ces entités surnaturelles. En témoigne le son des rhombes. Cet instrument est constitué d'une planchette en bois perforée à l'une de ses extrémités pour y attacher une corde permettant de la faire tourner à grande vitesse. Elle produit alors un vrombissement très caractéristique qui vise souvent à délimiter un espace sacré matérialisé par le son et interdit aux profanes. Pour offrir aux visiteurs de vivre cette expérience sonore singulière, un musicien malien a fait le voyage au musée pour essayer les rhombes des collections et permettre l'enregistrement.

> La musique est aussi une manière de communiquer avec les ancêtres ou les esprits.

Il est apparu que les rhombes en question, acquis dans les années 1970 puis donnés au musée, ne fonctionnaient pas et avaient peut-être été produits pour des acheteurs étrangers. Fort heureusement, le musicien avait ses propres rhombes qui ont permis l'enregistrement et le visiteur peut ainsi se placer au cœur d'un espace où il entend à 360° le son de cet instrument si particulier.

Une autre installation du musée plonge le visiteur au cœur de l'usage sacré du son. Il s'agit d'une vitrine de masques où chacun d'eux est mis en regard d'une archive sonore de chants ou de sons, souvent inhabituels, produits par le porteur du masque lors d'un rite. Où on découvre ainsi la voix des masques trop souvent admirés pour leur seule apparence visuelle.

La musique crée un certain rapport à soi, à son histoire, aux autres, aux entités surnaturelles mais aussi à l'environnement. Les matériaux utilisés pour fabriquer les instruments en témoignent. Tels les hochets ou sonnailles constitués de graines, de coques, de coquillages ou de végétaux. Une artiste, Midori Takada, a été ainsi invitée par le MEG à les manipuler pour une création qui



Tom othieno, lyre, Soudan, Anyuak, Shilluk, 20e siècle. Bois, fer, corde. Donnée au MEG en 1979, collectée par l'ethnologue Conradin Perner en 1978.

© MEG / Photo Johnathan Watts



Miriam Makeba, Johannesburg, 1955.
Photographie de Jürgen Schadeberg, tirage d'exposition: Bonne Espérance Gallery

permet de les redécouvrir. Autres instruments singuliers, les lithophones, qui jouent de la résonance des pierres, une pratique attestée depuis la préhistoire et qui perdure notamment au Cameroun ou au Togo. Mais il n'y a pas que l'environnement naturel qui prête ses sons à l'Afrique: de nombreux instruments sont issus du réemploi, telle une lyre soudanaise qui utilise un vieux bidon d'huile en guise de caisse de résonance.

L'exposition propose également un espace singulier, l'imbizo, inspiré des assemblées qui dans les coutumes *zulu* en Afrique du Sud visent à résoudre les problèmes communs. Au cœur de l'exposition, il est un champ de ressources qui construit et déconstruit en croisant passé et présent, histoire et politique. Un jukebox donne à entendre une sélection de morceaux d'archives sonores du MEG réalisée par des personnes de la scène musicale genevoise actuelle. La discothèque décoloniale interroge pour sa part l'impact de la commercialisation des musiques africaines et l'imposition de normes esthétiques et culturelles occidentales. La musique peut être acte de résistance, comme l'illustre la figure de Miriam Makeba, symbole de la lutte contre l'apartheid.

À travers le son, c'est à un portrait sensible et riche de l'Afrique et de ses héritages que l'exposition donne à voir, ou plutôt, à entendre. ●

À VOIR

Exposition «Afrosonica. Paysages sonores», Musée d'ethnographie de Genève, jusqu'au 4 janvier 2026.
Des publications accompagnent l'exposition: un catalogue mais aussi deux CD.

CATHERINE HALPERN

© Jürgen Schadeberg

MUSÉE D'ETHNOGRAPHIE DE GENÈVE
Donner voix aux musiques du monde

Fondé en 1901, le Musée d'ethnographie de Genève (MEG) abrite plus de 75 000 objets ainsi qu'une bibliothèque avec plus de 70 000 documents sur les peuples du monde. Sa collection permanente gratuite offre un parcours à travers plus d'un millier d'objets issus de tous les continents. Le MEG possède en particulier une collection unique d'enregistrements musicaux (les Archives internationales de musique populaire) représentant plus de 20 000 heures d'écoute et rassemblée par Constantin Brailoiu entre 1944 et 1958. L'ethnomusicologie est donc au cœur du projet muséal du MEG ! ● **C.H.**

Entretien avec **Madeleine Leclair**



«La musique africaine est partout»

MADELEINE LECLAIR est conservatrice au Musée d'ethnographie de Genève et cocommissaire de l'exposition «Afrosonica. Paysages sonores».

L'exposition de Genève a réveillé des archives sonores en les faisant réécouter par des artistes d'aujourd'hui.

Comment est né ce projet d'exposition?
Nous disposons au MEG d'importantes collections d'archives sonores et d'instruments de musique d'Afrique que nous souhaitions valoriser. Je suis moi-même spécialiste des musiques du Bénin et j'ai eu l'opportunité de rencontrer Mo Laudi (Ntshepe Tsekere Bopape) qui avait l'envie de poursuivre son travail de commissaire d'exposition avec un projet sur la musique et avec des musiciens. Mais de quoi parle-t-on? De la musique sur le continent africain ou faite par des Afro-descendants? L'exposition montre que la musique africaine est partout, notamment à travers l'héritage des diasporas. L'exposition entend donner à voir ce que j'appelle l'agentivité de la musique, autrement dit son pouvoir. Dans les musées d'ethnographie, on se focalise beaucoup sur les objets. La musique est souvent soit passée sous silence, soit mise en avant comme illustration. Il s'agissait là de mettre l'accent sur cette forme d'expression artistique universelle et très ancienne.

Il n'est pas simple de faire une exposition sur le son…
Une des difficultés a été de trouver des moyens de présenter des archives sonores tout en les insérant dans le présent, de les «réveiller» pour éviter une exposition purement documentaire. C'est pourquoi nous avons demandé à des artistes de nous aider à réécouter ces archives, ce qui a ainsi donné lieu à des créations ou recréations contemporaines. L'autre écueil, c'est que la musique est un art du temps. Pour l'écouter dans le cadre d'une exposition, dans un grand espace, il y a le risque de la concurrence des différentes sources sonores. Nous avons donc réfléchi à une typologie des espaces: des espaces fermés avec une écoute collective, d'autres espaces qui diffusent, mais pas tout le temps, grâce à des détecteurs de présence, mais aussi de l'écoute au casque pour certaines des musiques.

Vous l'avez dit, cette exposition entend montrer le pouvoir de la musique. Comment le caractériseriez-vous?
La musique touche directement aux émotions et à l'histoire. Elle réveille la mémoire, fait se télescoper passé et présent. Cela crée une émotion immédiate, qui ne passe pas par le filtre de l'intellect. Le pouvoir de la musique est de nous permettre de nous reconnecter avec nous-mêmes par l'écoute mais également avec les autres, d'une génération à une autre par des chants par exemple. La musique met en contact avec les esprits dans les traditions africaines, des esprits qui sont autour de nous à condition de les écouter. On peut interpréter certaines sonorités de la nature qui peuvent être des manifestations des ancêtres, mais il faut aussi communiquer avec eux. Il s'agit de prendre conscience que nous vivons dans un paysage sonore. Les sons ont le pouvoir de créer un environnement spécifique, car nous produisons des sons et ce qui nous entoure est producteur de son. C'est le cas de cette exposition qui constitue elle-même un paysage sonore propre à ce lieu! ●

PROPOS RECUEILLIS PAR C.H.



Kabosy, luth, Madagascar, région de l'Androy, Antandroy, 20e siècle. Bois, cordes en nylon, plectre en plastique. Acquis par l'intermédiaire de l'ethnomusicologue Victor Randrianary auprès de l'ensemble Remanindry lors d'un concert donné à Genève en 1997.

De haut en bas: © MEG / Photo Saskia Maye, © MEG / Photo Johnathan Watts



Ouvriers – grévistes ou chômeurs – posant avec des pancartes «Attention travaux» et «Vu la crise, se mettre à tout», 1930. Photographie en noir et blanc.

EXPOSITION

Travail et pauvreté
COMMENT SORTIR DU PAUPÉRISME?

La protection sociale est le fruit d'une longue lutte contre l'exploitation des travailleurs. Une exposition le rappelle opportunément.

Malgré la succession de politiques publiques pour endiguer la précarité, 15,4% des Français vivaient encore sous le seuil de pauvreté en 2023. Une exposition très pédagogique des Archives nationales du monde du travail, intitulée avec tranchant «Vivre ou survivre», explore l'histoire de la protection sociale et des luttes contre la pauvreté en France depuis la révolution industrielle jusqu'aux années 1990. Elle éclaire, documents historiques à l'appui, combien le travail ne protège pas de la pauvreté, loin de là. Affiches, correspondances, livrets ouvriers, articles de presse, tracts syndicaux, documents administratifs ou photographies revisitent l'histoire de l'assistance et de ses mutations.

Au 19e siècle, la révolution industrielle voit l'essor du travail en usine et la concentration d'ouvriers en ville. Leurs conditions de vie et de travail sont très dégradées et beaucoup demeurent dans des taudis. C'est l'apparition d'une nouvelle forme de pauvreté persistante, le paupérisme, qui touche les plus vulnérables. Les périodes de chômage plongent les travailleurs dans le dénuement. L'aide repose alors sur la charité, les initiatives syndicales ou mutualistes, ou la solidarité. Un État social voit progressivement le jour, notamment à travers la mise en place d'assurances sociales, de systèmes de retraite ou de chômage. Pour beaucoup, l'emploi ne suffit pas à assurer une vie digne et peine à être un bouclier contre la pauvreté. Des utopies sociales ont cherché à concilier les intérêts de l'entreprise et ceux des travailleurs. C'est

© Charles Chauffroy / Droits réservés



Affiche de la CFDT «Action pour le droit au travail», janvier 1972.

ce que montre l'exemple développé, dans l'exposition, du Familistère de Guise, dans l'Aisne, conçu par l'industriel Jean-Baptiste Godin dans la deuxième moitié du 19e siècle. Un modèle coopératif et émancipateur qui s'essouffle néanmoins avant de s'achever à la fin des années 1960.

Face au problème prégnant de l'insalubrité, l'État s'empare de la question du logement social au cours du 20e siècle, avec avant tout les habitations bon marché (HBM) qui, comme le montrent des plans conservés, offrent davantage de confort.

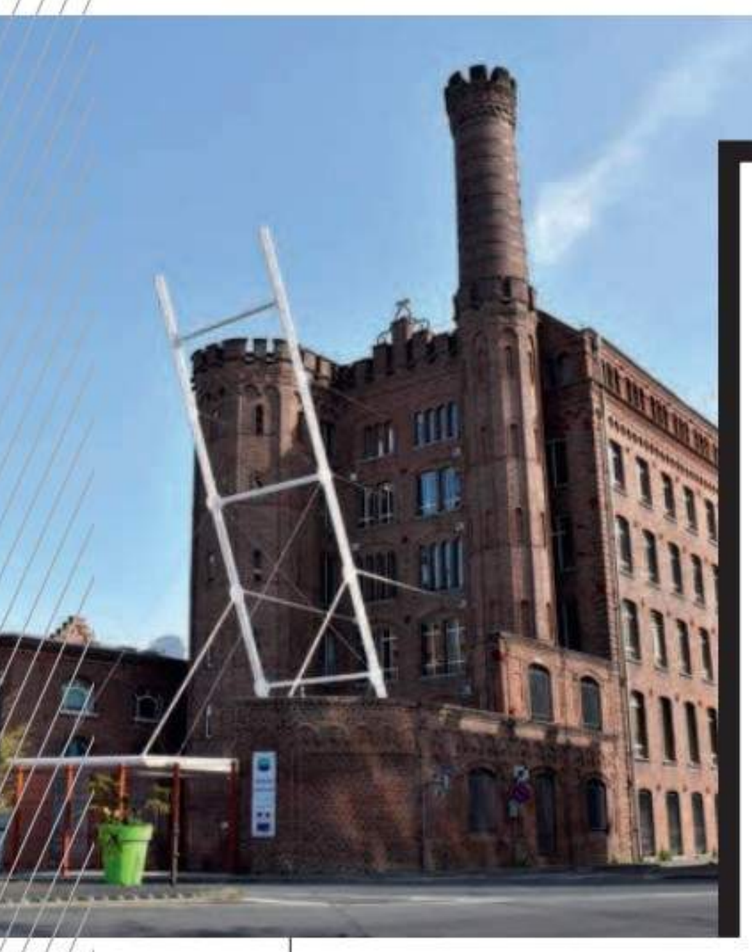
Après la Seconde Guerre mondiale, un État providence voit le jour, en particulier à travers la mise en place de la Sécurité sociale. Mais cela ne suffit pas, loin de là. Comme en témoigne par exemple la création du Restos du cœur en 1985, les crises économiques de la fin du 20e siècle marquent le retour à la solidarité et pointent l'importance de l'action d'associations dont l'engagement est dans l'exposition mis en avant. Et les besoins ne se portent pas seulement sur l'alimentation, le logement ou la santé. «*On peut avoir faim de livres et de cinéma*», rappelle ainsi une affiche du Secours populaire en 1991. La question de l'accès aux loisirs, au sport et à la culture constitue un autre enjeu fort des luttes contre la pauvreté dont vont notamment s'emparer les comités d'entreprises.

Las! Instabilité du marché de l'emploi, contrats précaires, travail à temps partiel, bas salaire..., l'histoire liant intimement travail et pauvreté est malheureusement loin d'être achevée. Une politique permettant une vie digne pour tous reste à inventer. ●

À VOIR

Exposition «Vivre ou survivre. Travail et pauvreté aux 19e et 20e siècles»,
Archives nationales du monde du travail, rond-point de l'Europe, Roubaix.
Jusqu'au 31 mai 2026. Accès libre

CATHERINE HALPERN



Les Archives nationales du monde du travail, vue de la façade ouest.

HISTOIRE

Le travail a ses Archives nationales

C'est en 1993, au moment où la France est frappée par une importante vague de désindustrialisation, qu'ont vu le jour les Archives nationales du monde du travail. L'enjeu de la mémoire se pose avec force d'autant que les archives qui retracent l'histoire du travail sont pour une grande part d'origine privée et n'ont pas d'obligation de conservation. La localisation de ces archives est en elle-même un symbole: elles sont installées dans l'ancienne filature Motte-Bossut, à Roubaix, dans un véritable «château d'industrie» où tour et cheminée crénelées d'inspiration médiévale donnent à voir le passé florissant de l'industrie textile à la fin du 19e siècle, avant son déclin dans la seconde moitié du 20e siècle. La mission de ces Archives: la collecte des mémoires du travail, qu'ils s'agissent d'archives d'entreprises, d'associations, de syndicats ou de comités d'entreprises, avec des documents de la fin du 18e siècle jusqu'au début du 20e siècle. Pas moins de 50 km linéaires à ce jour! ● **C.H.**

De haut en bas: © ANMT, © ANMT

PHOTOGRAPHIE

LA MÉMOIRE DES MARGES

À l'origine de cette exposition du BAL, il y a d'abord une rencontre: celle en janvier 2023 entre une photographe américaine, Donna Gottschalk, et l'écrivaine française Hélène Giannecchini, de 38 ans sa cadette. La Française travaille sur les mémoires *queer* et les archives des minorités et est très touchée par les clichés et les récits de son aînée. Elles disent un travail singulier et précieux qui montre les marges depuis les marges: la vie au quotidien de lesbiennes dans les années 1970-1980. En regard des photos, les textes d'Hélène Giannecchini remettent en mots l'histoire en photos de Donna et ses amies dans le quartier populaire d'Alphabet City à New York avec finesse et émotion. Des photographies de femmes, le plus souvent en appartement pour vivre sans menace leurs différences, qui sont presque tombées dans l'oubli et que l'exposition remet à l'honneur. Avec en contrepoint le travail photographique de l'historienne de l'art et écrivaine *queer* Carla Williams, qui interroge la place des femmes noires dans l'histoire des arts visuels. La série *Tender*, constituée d'autoportraits réalisés à partir du milieu des années 1980, donne à voir un corps de femme noire que les images dans les magazines ne montraient alors presque jamais. Longtemps une photo a accompagné Carla Williams: celle d'une jeune femme brandissant, lors de la première Gay Pride de New York, ces mots sur une pancarte: «*I am your worst fear, I am your best fantasy.*» En français: «*Je suis ton pire cauchemar, je suis ton plus grand fantasme.*» Elle l'a appris lors de la préparation de cette exposition: cette jeune femme était Donna Gottschalk! ● **C.H.**

Exposition «Nous autres», Donna Gottschalk et Hélène Giannecchini avec Carla Williams, le BAL, Paris 18e, jusqu'au 16 novembre 2025.



Myla, Sausalito, Californie, 1972-1973.



Untitled 1987-1988

De gauche à droite: © Donna Gottschalk © Carla Williams



50 51

BD

DIRE LA FIN

Dans leur bande dessinée *Ça arrive à tout le monde*, la philosophe Veronica Ciantelli et l'illustrateur Guillaume Boutanox mettent en récit l'arrêt naturel de grossesse, ce moment où l'attente d'un enfant se brise, sans cause visible, sans explication claire. Avec humour et délicatesse, les auteurs retracent ce basculement brutal, l'intimité bouleversée, le silence de l'entourage, la froideur médicale, l'absence de mots pour dire ce qui pourtant arrive à tant de couples.

« Fausse couche » : l'expression porte en elle une violence symbolique, celle d'une faute, d'un raté, d'un corps défaillant. Ce que vivent les femmes, ce n'est pas une erreur, mais un fait biologique qui concerne une grossesse sur quatre avant 22 semaines. Et les mots comptent, pour les femmes comme pour les hommes. Dans son blog, Guillaume Boutanox écrit (1) : « *Ces enfants-potentiel, ces enfants-flèches, ces enfants-espoir, font partie de mon parcours de parentalité.* » Inspiré par Khalil Gibran (« *Vos enfants ne sont pas vos enfants.* [...] *Vous êtes les arcs par qui vos enfants, comme des flèches vivantes, sont projetés* »), il affirme être devenu père dès la première tentative, même si plusieurs flèches se sont arrêtées en vol.

En mêlant l'intime et le politique, le sensible et le symbolique, *Ça arrive à tout le monde* donne chair à une réalité largement partagée, mais encore trop souvent invisibilisée. Dire autrement, c'est déjà commencer à réparer. Lire et relayer ces récits, c'est ouvrir la voie à une reconnaissance médicale, sociale, culturelle plus juste de ces vécus féminins et masculins, qui n'ont rien de faux mais tout d'humain. ● **LAURENCE SERFATY**

(1) https://boutanox.blogspot.com/2025/06/devenir-papa.html

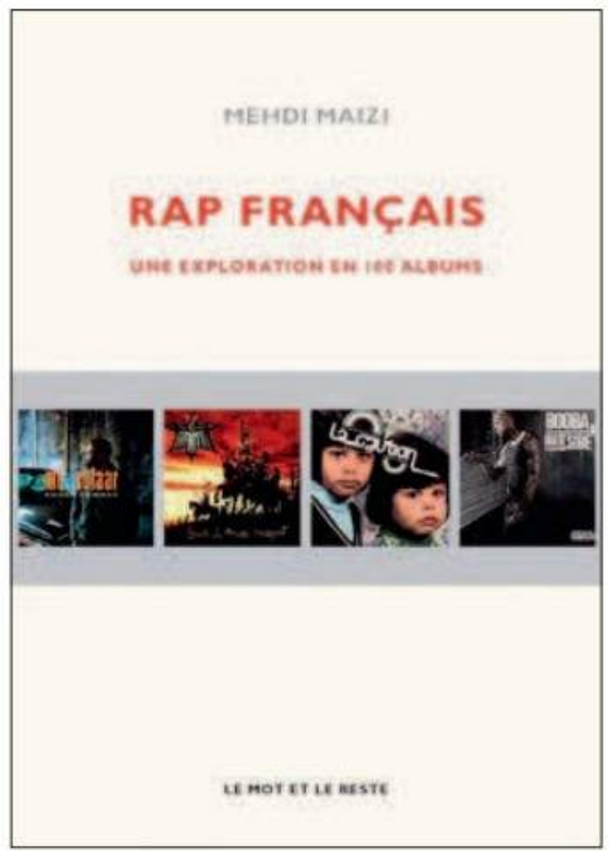
Veronica Tchi et Boutanox, *Ça arrive à tout le monde. Un récit sur l'arrêt naturel de grossesse*, Des ronds dans l'O, 2025, 136 p., 24 €.

MUSIQUE

Rap en VF

Journaliste spécialisé dans le hip-hop, Mehdi Maizi s'est donné comme défi de raconter l'histoire du rap français à travers 100 albums emblématiques, avec le choix de ne sélectionner qu'un seul disque par artiste. De la compilation *Rapattitude* sortie en 1990 jusqu'à *Or noir* de Kaaris en 2013 qui joue la veine du « supervilain », il montre la vitalité d'un genre d'une grande diversité. Au début des années des années 1980, le rap fait son entrée en France, inclus dans l'étiquette plus large du hip-hop qui désigne aussi le break ou le graffiti. Sidney, avec l'émission *H.I.P H.O.P.*, ou le DJ Daniel Bigault *aka* Dee Nasty sont quelques-unes des figures qui l'introduisent. C'est surtout dans les années 1990 que le rap français commence à s'imposer avec IAM, NTM ou Assassin. La veine est plutôt à la contestation sociale. Le rap ne va cesser depuis lors de monter en puissance et de prendre d'autres formes, parfois moins vindicatives et plus festives. Malgré certaines dérives commerciales, le rap n'est pas mort. ● **C.H.**

Mehdi Maizi, *Rap français. Une exploration en 100 albums*, Le Mot et le Reste, 2025, 232 p., 22 €.



© Boutanox & Tchi / Des ronds dans l'O

philosophie

philosophie magazine

HORS-SÉRIE

Hannah ARENDT

COMPRENDRE, RÉSISTER, ESPÉRER



Avec Roger Berkowitz / Trump : le crépuscule de la démocratie ? — Camille Froidevaux-Metterie / Mazan et la banalité du mâle — Martine Leibovici / Face à Gaza — Catherine Coquio / L'amour du monde — Perrine Simon-Nahum / La crise de la vérité

Couverture © Fred Stein Archive / adoc-photos © Adagp, Paris, 2025 © Angela Weiss/AFP © Sergeyryzhov/istockphoto © Wikimedia commons © Óglaigh na hÉireann/Flickr_CC BY 2.0 © Unsplash

NOUVEAU HORS-SÉRIE DE *PHILOSOPHIE MAGAZINE*, EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Abonnements et commandes sur philomag.com

maîtresse,

l'école c'est fini pour moi
car je dois me marier
avec le monsieur que papa
m'a présenté hier.

Chaque année, 12 millions de filles
sont mariées de force dans le monde.

Donnons aux filles le pouvoir de choisir.

Faites un don sur plan-international.fr

PLAN INTERNATIONAL

Jusqu'à l'égalité

Don en Confiance
VOTRE DON, NOTRE ENGAGEMENT

Rejoignez-nous !

www.plan-international.fr